

Le Forez pendant la seconde guerre mondiale

2<sup>e</sup> colloque

*Aspects et prolongements*

*Communications*

Printemps de l'histoire 2012

Cahiers de Village de Forez

# Sommaire

Présentation	Maurice Damon	3
Le groupe de résistance d'Arthun	Claude Latta	5
Le groupe Ange	Pascal Chambon	17
Liberté, liberté chérie	Paul Bouchet	25
Les Groupements de travailleurs étrangers (GTE) dans la Loire	Pascale Moiron	39
La grève des mineurs de 1948 : une fin d'après-guerre	Jean-Michel Steiner	54
Quand j'étais maquisard	Charles Galletti	62
Les arrestations tragiques à Feurs et à Chazelles-sur-Lyon après le débarquement du 6 juin 1944	Gérard Aventurier	71

## Présentation

En 2009, *Village de Forez* avait déjà consacré son *Printemps de l'histoire* au Forez pendant la seconde guerre mondiale. Le sujet était loin d'être épuisé. Et comme le public avait été nombreux à manifester son intérêt, nous avons jugé bon de reprendre le sujet au cours de ce *Printemps de l'histoire* 2012. Un deuxième colloque traite donc à nouveau du sujet cette année.

Il faut dire que le thème de la guerre, et particulièrement celui de la Résistance, occupe plusieurs d'entre nous ou d'autres, proches de notre groupe Village de Forez, soucieux de transmettre au public le fruit de leurs recherches. Ce sont, pour la plupart, des professeurs d'histoire qui, outre leur tâche d'enseignement, interrogent les archives, recueillent des témoignages, et ont à cœur de comprendre et faire comprendre en quoi notre région forézienne apporte sa part à l'histoire du monde. Aujourd'hui, nous entendrons donc quatre historiens : Pascal Chambon, Claude Latta, Pascale Moiron, Jean-Michel Steiner. Le cinquième conférencier vient d'un autre horizon, celui du droit : Paul Bouchet, avocat, a occupé de nombreuses fonctions importantes, conseiller d'Etat, président d'ATD-quart monde, d'autres encore... Il est bien connu dans la région pour avoir été l'initiateur de la restauration et de la renaissance du château de Goutelas, devenu un actif centre culturel ouvert à l'expression d'un humanisme renouvelé. Mais, s'il est ici aujourd'hui, c'est pour témoigner de son action de résistant de la première heure dans sa région de Panissières et faire part des convictions qui, dès sa première jeunesse, l'ont animé.

L'histoire de la Résistance donnera lieu à deux communications, celle de Claude Latta à propos du groupe d'Arthun constitué autour du comte de Neufbourg et de Marguerite Gonon, puis celle de Pascal Chambon, qui traitera du groupe "Ange-Buckmaster", qui eut un maquis dans les monts du Forez.

Puis Paul Bouchet évoquera, parmi les sept utopies qui ont guidé sa vie, et dont il a livré la teneur dans un récent ouvrage<sup>1</sup>, celle liée à la Résistance, et qu'il nomme « Liberté, liberté chérie ».

La politique répressive de Vichy donnera lieu à un exposé de Pascale Moiron sur les groupements de travailleurs étrangers (GTR) de la Loire, dans lesquels furent incorporés de nombreux réfugiés espagnols contraints au travail forcé.

Enfin, Jean-Michel Steiner, co-auteur d'un important ouvrage sur les grèves des mineurs stéphanois en 1948<sup>2</sup>, explorera quels rôles les réseaux tissés pendant la guerre et la Résistance ont joué dans ce conflit social.

Deux autres textes ont été ajoutés à ces cinq exposés. Ils n'ont pas donné lieu à communication, faute de temps. Plutôt que de les publier ailleurs et plus tard, et parce qu'ils s'intègrent parfaitement au sujet, il nous est apparu plus judicieux de les inclure dans la publication des actes de ce *Printemps de l'histoire*. Il s'agit du travail qu'a effectué Gérard Aventurier sur le sort de résistants arrêtés à Feurs et à Chazelles-sur-Lyon, puis du témoignage de Charles Galetti, résistant de base dans les maquis foréziens.

---

<sup>1</sup> Paul. Bouchet, *Mes sept utopies*, éd. de l'Atelier, 2010.

<sup>2</sup> Maurice Bedouin, Jean-Claude Monneret, Corinne Porte, Jean-Michel Steiner, *1948 : les mineurs stéphanois en grève*, publications de l'université de Saint-Etienne, 2011, 503 p.

Nous avons eu l'occasion de traiter au centre social, et aussi au centre culturel de Goutelas, des réalisations du Conseil national de la Résistance. Une dame, jeune à l'époque de la guerre, qui a, entre autres modestes aventures, transporté la presse clandestine de *Témoignage chrétien* sur son vélo, a donné ses souvenirs à *Village de Forez*<sup>3</sup>. Au détour de la conversation, elle porte un regard reconnaissant sur l'œuvre de la Résistance :

*Après la guerre, ça a changé énormément. Ah oui ! il faut le reconnaître. C'est grâce à tous ces gens qui ont résisté, et qui en sont morts [...] Tant de choses puis au point de vue « santé ». C'est énorme, ce qui a été fait. [...] Mais tout ça, il faut que les gens le sachent, les jeunes le savent pas. Il faudrait que ce soit appris à l'école...*

Comme nous y sommes invités, faisons, nous aussi, oeuvre pédagogique. Les contributions de nos chercheurs et témoins de ce jour vont nous aider à nous convaincre davantage que, dans cette période un peu trouble où l'on voit pointer le risque du repli sur soi, l'esprit de la Résistance doit veiller encore...

**Maurice Damon**

*Village de Forez*

---

<sup>3</sup> Jeanne Moine, "Quartier du Calvaire, Montbrison 1930-1940. Souvenirs d'une habitante", *Village de Forez*, 2012, 36 p.



# Le groupe de résistance d'Arthun

Claude Latta

*Ce texte est celui de la communication orale (la version « courte » de notre étude sur le groupe d'Arthun) faite au colloque du Centre social de Montbrison le 28 avril 2012. Des précisions ont été apportées grâce à l'enquête menée en juin-juillet 2012 par Marie-Claudette Thévenet-Merle sur les compagnons de Résistance du comte de Neufbourg : souvenirs recueillis, de leur vivant, auprès de son père Pierre Merle et de son oncle Jean Merle, mais aussi notices biographiques des autres membres du groupe de résistance d'Arthun, rédigées d'après des entretiens avec les membres des familles des six autres résistants et des documents prêtés par ces familles.*

*Quelques notes ont été ajoutées mais il faut, pour les sources, se reporter surtout à l'annexe (Source et la bibliographie) qui a été placée après le texte de notre communication. Une « version longue » (29 p.) complétée par des « encadrés » et une annexe (4 p. au total), des photos et toutes les références placées dans les notes infra-paginales est publiée dans le Cahier de Village de Forez consacré au comte de Neufbourg, à Marguerite Gonon et à leurs compagnons de Résistance.*

Dans la Résistance forézienne le « groupe de résistance d'Arthun » - au sens large du terme - est un cas particulier : il ne se rattache officiellement à aucun grand mouvement de Résistance - même si certains de ses membres ont des liens avec *Combat* et *Témoignage chrétien* - et il s'organise autour de deux personnalités hors du commun, le comte de Neufbourg (*le sire*), grand propriétaire terrien porté aux innovations, aristocrate et royaliste, historien, animateur du groupe des *Chartes du Forez*, personnage original et non conformiste et Marguerite Gonon (*Christine*), jeune institutrice de 26 ans, devenue secrétaire de l'équipe des *Chartes du Forez*. Pendant la guerre, elle avait repris du service comme institutrice remplaçante ce qui lui permit de courir la campagne pour la Résistance.

En 2008, de nouvelles archives se sont ouvertes : les témoignages du comte de Neufbourg et de Marguerite Gonon <sup>4</sup>, donnés « à chaud » en 1946 au comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, sont enfin consultables et ont la fraîcheur de textes écrits avant que la mémoire ait joué son rôle de filtre déformant. J'ai pu avoir aussi accès aux archives du docteur Patrick Guérin, le fils du lieutenant Guérin, compagnon de la Libération, l'un des détenus évadés de la prison de Riom grâce à l'action du groupe de résistance d'Arthun. L'enquête historique menée en juin-juillet 2012 par Marie-Claudette Thévenet-Merle nous a, en outre, éclairé sur le rôle joué par les paysans d'Arthun membres du groupe de résistance organisé par le comte de Neufbourg et Marguerite Gonon.

Autour de Neufbourg et de Marguerite Gonon et se trouvent trois « cercles » :

- Le « groupe d'Arthun » lui-même formé par le comte de Neufbourg, Marguerite Gonon et M<sup>lle</sup> d'Havrincourt - une parente de Neufbourg - et les fermiers et ouvriers agricoles qui suivent le « maître » dans ses engagements.

- Les membres de l'équipe des *Chartes de Forez* formée de grandes personnalités intellectuelles comme Neufbourg et Marguerite Gonon eux-mêmes, mais aussi Edouard Perroy, professeur à la Sorbonne et Georges Guichard (*l'oncle Georges*), mécène et historien des *Chartes de Forez*.

---

<sup>4</sup> ADL, 23 J 29, Fonds Peycelon, témoignages du comte de Neufbourg et de Marguerite Gonon au comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, 1946 [désormais : *Témoignage Neufbourg, 1946* et *Témoignage Marguerite Gonon, 1946*].

- Plus tard, le groupe s'est élargi en direction du mouvement *Combat* puis de l'AS et du mouvement *Témoignage chrétien* de Feurs auxquels participe Marguerite Gonon. Le groupe a aussi des liens la France Libre mais n'en reçoit pas de directives.

Le centre « géographique » du groupe est le château de Beauvoir, résidence du comte de Neufbourg, situé à Arthun. La ferme de Biterne (Arthun), le domaine de Bétias à Pommiers (appartenant à M<sup>lle</sup> d'Havrincourt), et un village de L'Hôpital-sous-Rochefort servent aussi de bases pour les cachettes d'armes et l'accueil des réfractaires du STO.

## I - 1940, le temps des choix

En mai 1940, le comte Guy de Neufbourg, ancien combattant de 1914-1918, âgé de 52 ans, s'engage pour combattre. Il commande 150 hommes de la *garde territoriale*, qui - écrit-il plus tard - « n'ont pu tirer un seul coup de feu ». Après l'armistice du 22 juin 1940, il doit se soumettre avec colère à une réquisition qui installe 500 soldats allemands à Beauvoir. L'armistice laisse ensuite le département de la Loire en zone Sud alors qu'en juin 1940, les Allemands étaient arrivés jusqu'à Saint-Etienne.

### Le camouflage des armes et des munitions

Dès juillet 1940, Neufbourg fut contacté pour cacher des armes par Lucien Gidon, attaché de préfecture, et par le capitaine de Loisy, officier de l'armée d'armistice qui venait d'être nommé à Saint-Etienne et était membre du service CDM (service de camouflage du matériel). Loisy vint à Feurs le 6 juillet et rencontra le comte de Neufbourg, Georges Guichard et Marguerite Gonon. Neufbourg reçut dans son domaine de Beauvoir, 800 000 cartouches de mitrailleuses, 25 fusils-mitrailleurs ainsi que des véhicules qui furent cachés dans la ferme de Biterne<sup>5</sup>. D'autres camions furent cachés à Poncins, à La Celle, chez Paul Guichard. Marguerite Gonon note avec franchise : « la constitution de ces dépôts clandestins accréditait [l'idée de] l'existence d'un « double jeu » du maréchal Pétain. « L'Appel du général de Gaulle me donna à penser qu'il devait s'entendre avec le maréchal Pétain pour donner à la France le temps de reconstituer son armée. »

### Hésitations

Les rapports de Neufbourg avec Vichy sont, au début, plus complexes qu'on ne l'a dit. Neufbourg écrit : « J'étais monarchiste, fondateur des syndicats agricoles, catholique et agriculteur. *Monarchiste par opposition au boulangisme et autres aventures dictatoriales.* »

- Neufbourg est un « agriculteur », grand propriétaire foncier (le domaine de Beauvoir a 400 ha), pratiquant en grande partie le « faire valoir direct ». Attaché au « bien commun » : il a organisé les syndicats agricoles de sa commune. Il est aussi un historien, membre des *Chartes du Forez*, correspondant des *Annales* de Marc Bloch.

- Il est royaliste et catholique, profondément traditionaliste et patriote. Il se range lui-même dans la catégorie de ces royalistes qui refusent les « aventures dictatoriales » et « le boulangisme ». Son royalisme l'a écarté, pense-t-il en 1946, des aventures hostiles aux libertés - les fautes de la Restauration, « rentrée dans les fourgons de l'étranger » l'écartent de Vichy - et du recours aux hommes providentiels - Neufbourg rappelle ici les conséquences funestes de l'aventure boulangiste sur le parti royaliste.

Pendant l'été 1940, le comte de Neufbourg fut pressenti pour des fonctions officielles, selon Marguerite Gonon, la responsabilité de la propagande de la Corporation paysanne. Vis-à-vis de

---

<sup>5</sup> Cf. Philibert de Loisy : « Le camouflage du matériel militaire dans la Loire 1940-1944 ou l'épopée des anciens de la Diana », *Bulletin de la Diana*, tome LIX, n° 3, 3<sup>e</sup> tr. 2000, p. 207-252 et *La première Résistance : le camouflage des armes. Les secrets du réseau CDM 1940-1944*, Paris, L'esprit du livre, 2010.

Vichy, Neufbourg hésita d'abord : « Vichy me sembla naïf mais honnête. » Il se reprit vite : « Je refusais pourtant d'y aller, dès le premier jour, *par instinct*. » Il faut dire que la Débâcle avait laissé Neufbourg, pendant une courte période, un peu désesparé. « L'appel de de Gaulle me rendit [...] confiance », écrit-il. Mais le jacobinisme du général le rendait un peu méfiant.

A l'automne, Neufbourg fut révolté par la rencontre de Montoire (octobre 1940) et le discours radiodiffusé de Pétain qui annonçait la politique de collaboration. Neufbourg expliqua au général Boucherie (Cuzieu) que l'histoire de la Restauration permettait de comprendre la situation. Elle avait contribué au relèvement de la France mais celle-ci n'avait jamais pardonné à Louis XVIII « d'être rentré dans les fourgons de l'étranger ». La rupture complète avec Vichy se fit lorsque Neufbourg entendit à la radio, en novembre 1940, un discours de Fernand de Brinon en faveur de la Collaboration. Il dut l'écouter avec Marguerite Gonon - tous deux citent, dans leur témoignage de 1946, cet épisode comme décisif. De Brinon venait d'être nommé (novembre 1940) *Ambassadeur de France [sic]* auprès du Haut commandement allemand à Paris et délégué général du gouvernement dans les territoires occupés. Brinon a donné plusieurs interviews à ce moment-là, dans la presse et sans doute à la radio. Le thème dominant est le même : nous avons été vaincus dans une guerre *que nous avons déclenchée* et dans laquelle nous nous sommes laissés entraînés après avoir tourné le dos aux accords de Munich. Nous devons en tirer les conséquences. « C'est l'Allemagne qui est aujourd'hui victorieuse et qui a le droit et les moyens de présider à la formation de [la] nouvelle Europe <sup>6</sup>. » On imagine aisément comment Marguerite Gonon et le comte de Neufbourg durent accueillir cette invitation à se soumettre à « l'inévitable » et à accepter la vassalisation de la France.

### **L'influence de Marguerite Gonon**

Après de Neufbourg, l'influence de Marguerite Gonon joua aussi un rôle important. Elle venait de la droite nationaliste, voire extrême, ce qui devait être rare pour une ancienne normalienne. Elle l'écrit sans détours en 1946 : « Avant la guerre, j'appartenais, de goût, à la « droite ». J'avais fait tout mon possible pour que le mouvement paysan de Dorgères s'étende. [...] Nettement anticommuniste et *antijuive (sic)*, j'étais lectrice de *Je suis partout* dont je me désabonnai en novembre 1937 trouvant - il était facile de s'en rendre compte - que ce journal était « vendu <sup>7</sup> ».

Marguerite Gonon, avec une courageuse franchise, ne fait donc pas mystère de son premier engagement. Mais, dès 1937, le patriotisme l'a emporté chez elle sur la tentation de l'extrême droite. En juin 1940, son frère, l'instituteur Mathieu Gonon, avait été tué sur le front de l'Aisne. Le chagrin fut terrible pour la jeune femme, c'était une raison supplémentaire de résister.

### **Naissance du « groupe d'Arthun » à l'automne 1940**

Neufbourg, dès le moment où, à l'automne 1940, il cache les armes de l'armée d'armistice, met « ses » hommes - fermiers et ouvriers agricoles - au courant de ce qui se passe : « J'eus besoin du silence de mes hommes <sup>8</sup>. [...] » Il y avait là Charles et Claude Michel, Pétrus et Marius Durand, Jean et Pierre Merle. Le jeune Pierre Merle - il n'a que 19 ans - dit plus tard à sa fille : « Nous faisons confiance à M. le comte. » Mais il y a eu quand même prise de parole de Neufbourg et adhésion au moins tacite de ses hommes. Marguerite Gonon assiste à la scène. Le groupe d'Arthun est constitué, bien sûr de façon informelle : les armes qui sont cachées le sont sous sa garde. On retrouve les mêmes hommes dans l'action en 1942 lors de la réception du premier parachutage - qui a lieu alors que la zone Sud n'est pas encore occupée.

---

<sup>6</sup> Interview donnée à la presse américaine, citée par Gilbert Joseph, *Fernand de Brinon, l'aristocrate de la Collaboration*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 278.

<sup>7</sup> Témoignage Marguerite Gonon, 1946.

<sup>8</sup> Témoignage Neufbourg, 1946.

Pendant toute la guerre, le silence des habitants d'Arthun fut total. Neufbourg : « Même des gens avec qui on était mal n'ont jamais rien dit. »

## **La rupture définitive avec Vichy**

Au début de mars 1941, le cabinet du maréchal annonça à Neufbourg, par téléphone, que Pétain viendrait chez lui assister à une pêche en étang à l'occasion de la visite, les 1<sup>er</sup> et 2 mars, que le chef de l'Etat ferait à Saint-Chamond à Antoine Pinay, sénateur-maire de la ville. Neufbourg, qui avait fait sans doute cette invitation avant novembre 1940, alors qu'il était en contact avec le maréchal par l'intermédiaire de Boucherie, répondit qu'il refusait de le recevoir et que cette visite était annulée. Le camouflet était rude alors que la popularité du Maréchal était très forte. Neufbourg écrit dans son témoignage de 1946 : « Je refusai de recevoir le maréchal à son passage en Forez et j'entrepris (trop d'ailleurs) de parler contre Vichy. Je mis la photo du maréchal la tête en bas. » Ce dernier trait, brusque et provocateur, est bien dans la manière de Neufbourg ! A Arthun l'affaire fit grand bruit. Jean et Pierre Merle se souvenaient très bien que c'est à l'occasion du voyage de Pétain à Saint-Chamond et du refus de Neufbourg de le recevoir, que ce dernier avait réuni ses hommes à Beauvoir - Marguerite Gonon était là aussi - et qu'il les avait harangués avec fougue dans la cour du château leur disant que « jamais Pétain ne mettrait les pieds à Beauvoir », « qu'il ne fallait jamais s'avouer vaincu » et que « les soldats de 1914-1918 et de 1870-1871 ne devaient pas être morts pour rien ».

## **II - Le passage à l'action**

### **La résistance intellectuelle : le refus d'une invitation**

#### **à la conférence de Charles Maurras à Montbrison (1941)**

Le 24 mai 1941, la venue de Charles Maurras à Montbrison donna à Neufbourg et aux membres de l'équipe des *Chartes de Forez* l'occasion de faire un coup d'éclat. Ils refusèrent en effet avec éclat l'invitation qui leur avait été faite d'assister à la conférence du maître à penser de l'extrême droite française. Ils le firent savoir dans une sorte de défi qui ressemblait bien à Neufbourg. Invité par Mario Meunier, le vieux maître de l'Action française vint faire à Montbrison, au *Lux* (aujourd'hui le *Rex*), une conférence sur Frédéric Mistral qui attira beaucoup de monde. Maurras essaya de montrer la conformité qui existait, selon lui, entre l'esthétique de Frédéric Mistral et la pensée du Maréchal Pétain. Mistral était présenté comme un écrivain national et catholique. A l'occasion de cette conférence, Maurras visita la salle de la Diana devant laquelle il est photographié avec Mario Meunier.

### **L'évasion de Gannat <sup>9</sup>**

En octobre 1941, Marguerite Gonon et Neufbourg, apprenant par Jean Dufour, un membre des *Chartes de Forez*, que Marie-Agnès Cailliau, la sœur du général de Gaulle, habitait à Saint-Etienne, se mirent en rapport avec elle et allèrent la voir en lui portant « une carpe » comme cadeau de bienvenue. « M. Cailliau, visiteur de prison », était donc en contact à la prison de Saint-Etienne avec huit gaullistes condamnés pour avoir participé à l'équipée malheureuse de Dakar ou pour avoir, venant du Maroc, tenté d'établir une liaison avec la France libre. Parmi eux se trouvait le commandant Claude Hettier de Boislambert, fait prisonnier par Vichy au Sénégal alors qu'il essayait de provoquer le ralliement de cette colonie à la France libre, les lieutenants Guérin et Ter Sarkissov, arrêtés dans le Sud-marocain, les administrateurs des colonies Edmond Louveau et Bissagnet.

---

<sup>9</sup> Témoignage Marguerite Gonon, 1946.

Marguerite Gonon écrit : « Ces prisonniers vivaient à Saint-Etienne dans un état de misère et de saleté effrayant. » « Ils étaient au secret, dans une cellule sans air, vêtus en forçats », « couverts de vermine », affamés. Marguerite Gonon se mit en relation avec les détenus. Mais le bruit de la préparation d'une évasion ayant circulé, les détenus furent transférés à la prison de Gannat.

Le 10 avril 1942, Marguerite Gonon obtint un permis de visite, à Gannat, du commandant Hettier de Boislambert. Ils convinrent d'un code et d'un système de lettres qui transiteraient par la mère du commandant, la comtesse de Bonneval, qui s'était installée à Gannat. A ce moment-là, Marguerite Gonon fut mise en contact avec Yvon Morandat, syndicaliste chrétien, rallié à la France libre, envoyé en mission en France par de Gaulle. Il trouva réalisable le plan d'évasion élaboré par Boislambert et alerta Londres. L'évasion eut lieu le 2 décembre 1942. Les autres prisonniers furent transférés alors à la prison de Riom où ils connurent encore un an de captivité.

### **Premier parachutage (25 septembre 1942)**

Neufbourg et Marguerite Gonon organisèrent aussi la réception de l'un des premiers parachutages dans la Loire, en provenance d'Angleterre, qui eut lieu à Biterne le 25 septembre 1942. Il avait été préparé en liaison avec Yvon Morandat. Témoignage de Neufbourg : « M<sup>lle</sup> Gonon faisait les liaisons avec Lyon. » Il y avait aussi M<sup>lle</sup> d'Havrincourt, qui habitait à Pommiers. Le message annonçant le parachutage disait : « Bien le bonjour à la bonne dame ! » Les containers parachutés apportaient des armes (surtout des pistolets MAS), du papier pour les journaux clandestins, du matériel d'imprimerie et un poste émetteur qui fut d'abord caché chez M<sup>lle</sup> d'Havrincourt. Pendant le parachutage, les enfants de l'un des frères Michel, fermier de Neufbourg à Biterne, furent réveillés par les avions et disaient : « Maman ! Maman ! il y a des parapluies qui tombent. »

### **L'invasion de la zone Sud : des armes dans les étangs**

Le 8 novembre 1942, le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord provoqua l'invasion de la zone Sud par les Allemands. Lucien Gidon, déjà cité, attaché de préfecture à Saint-Etienne, avertit Neufbourg de la nécessité de cacher les armes dans un autre lieu. Neufbourg, « jamais à court d'une idée neuve » remarque Gidon, proposa de laisser les armes dans les caissons étanches dans lesquels elles avaient été livrées et de les immerger dans ses étangs.

Neufbourg mobilise aussitôt ses hommes et leur indique l'existence du dépôt d'armes. Pétrus Durand, Marius Durand, Alfred Petit, ainsi que ses fermiers, les frères Claude et Charles Michel, les frères Pierre et Jean Merle et, bien sûr, Marguerite Gonon et Hélène d'Havrincourt participent à l'opération. Marguerite Gonon raconte : « Nous avons passé la nuit du 9 au 10 novembre et du 10 au 11 novembre à transporter ces huit cent mille cartouches avec des tombereaux munis de pneus, des chevaux, et on a tout transporté dans le grand étang ; on a eu un froid épouvantable ! Je crois que jamais de ma vie, je n'ai eu aussi froid parce que je faisais le guet ; les hommes eux marchaient à côté des chevaux et moi je surveillais parce qu'il y avait quand même le passage de la route, il fallait faire attention. » Des perquisitions ordonnées par les Allemands et Vichy ne donnèrent rien.

### **Le groupe d'Arthun se structure et s'organise**

Avec le parachutage de septembre 1942, le groupe d'Arthun se structure et passe à l'action, alors que, il faut le souligner, la zone Sud n'est pas encore occupée par les Allemands. Le groupe d'Arthun proprement dit est formé de Neufbourg et de ses hommes : dans le groupe de 1940, se trouvent, outre Neufbourg, six hommes appartenant à trois familles : les frères Claude et Charles Michel, Pétrus et Marius Durand, Jean et Pierre Merle. En 1941 s'ajoute Alfred Petit, un ancien gendarme - démissionnaire - devenu le garde du domaine de Beauvoir. Ce sont les sept dont les noms ont été inscrits à la Libération sur la croix de Biterne. Neufbourg a ajouté ensuite à la liste

qu'il dresse en 1959, Joseph Chaux, boucher à Arthun, qui a caché des réfractaires au STO. Mais, Joseph Chaux, proche du PC, se tient un peu en dehors, même si ses rapports avec Neufbourg se sont ensuite améliorés : il ne voulait pas, disait-il, « obéir à un noble ».

Une étude faite à partir des biographies des sept membres du groupe pris en 1942 montre que, hormis Alfred Petit, tous sont des hommes jeunes : leur moyenne d'âge est de 30 ans, 26 ans si l'on enlève Alfred Petit qui est un cas particulier. Ce sont des hommes jeunes mais qui sont déjà installés dans la vie (à l'époque, on commence souvent à travailler à 14 ans). Le plus jeune est Pierre Merle qui a 19 ans en 1942 (il n'est donc pas encore majeur). Tous habitent Arthun. Ils sont les fermiers de Neufbourg - à Biterne, aux Breteaux, à la Loge - ses ouvriers agricoles ou, pour Alfred Petit, le garde de son domaine. Marius Durand, seul n'est ni fermier ni ouvrier agricole mais il participe souvent aux pêches d'étangs.

Quatre sur sept des hommes d'Arthun sont mariés : il est évidemment plus difficile de s'engager lorsqu'on a des responsabilités familiales. Leurs femmes étaient au courant de leurs activités. Elles ont parfois joué un rôle important, même si Neufbourg - cela ne lui venait probablement pas à l'esprit - ne les a pas mentionnées sur la croix de Biterne : citons, en particulier, Marcelle Massard, la jeune femme de Jean Merle - elle a 22 ans en 1942 et vient de se marier.

Notons que le groupe a varié en nombre : Alfred Petit n'arrive à Beauvoir qu'en 1941. De mars à novembre 1943, le jeune Pierre Merle est mobilisé dans les chantiers de jeunesse puis, en janvier 1944, rattrapé par une convocation pour le STO (Service travail obligatoire), il a refusé de partir et s'est caché dans des fermes à Pouilly-les-Nonnains, à Arthun et à Bussy-Albieux. Certains de ces hommes jouent un rôle particulier : Pétrus Durand, fermier aux Breteaux, est le chauffeur de Neufbourg. Il en est très proche et a participé à de nombreuses missions (emmener et cacher les réfractaires, ravitailler les maquis en armes). Alfred Petit, garde du domaine, était presque constamment à Beauvoir. A une ou deux reprises, les Allemands sont passés au château en demandant à voir Neufbourg. Il les reçut, en parlant fort et en disant que « M. le comte était absent » pour que celui-ci l'entende et ait le temps de se sauver. Jean Merle et sa jeune femme Marcelle ont pris de grands risques pour cacher les réfractaires au STO - ce qui n'était pas toujours une mince affaire car ils n'étaient pas toujours très disciplinés.

Il ne faut pas refuser la question : ces hommes du groupe d'Arthun se sont-ils engagés dans la Résistance parce qu'ils étaient en situation d'obéissance ? Nous ne le croyons pas. Il a fallu que Neufbourg leur parle et obtienne leur adhésion. Ils lui font confiance parce que, certes, celui-ci a le prestige du grand propriétaire soucieux de ses paysans, de la modernisation et de la transformation de l'agriculture, mais aussi parce qu'il est un ancien combattant, un patriote hostile à l'Occupant : ne sont-ils pas eux-mêmes presque tous des fils d'anciens combattants de 14-18 ? ou même ancien combattant comme l'est Alfred Petit ? Ils ont donné leur confiance. D'ailleurs Neufbourg considère lui-même que, puisque « ses hommes » sont devenus ses « camarades de Résistance », une fraternité de combat et une égalité de dignité les unit désormais. : en 1946, pour Noël, Neufbourg envoie à chacun d'eux une carte semblable à celles adressées à Jean Merle et à Alfred Petit qui ont été conservées :

- « A Jean Merle, mon camarade du groupe d'Arthun. Noël 1946. Neufbourg. »

- « Au chef Alfred Petit, gardien des 60 t de matériel de guerre de l'AS, mon camarade du groupe d'Arthun. »

Tous ont eu conscience du danger. Souvent ils ont eu peur. Il fallait prendre des précautions. Neufbourg lui-même se tenait sur ses gardes. Lorsqu'il allait à la messe ou se rendait à une cérémonie religieuse à l'église, il ne prenait plus la place qui lui était réservée, mais il se tenait près d'une porte autre que l'entrée principale pour pouvoir sortir plus vite...

Deux femmes ont joué aussi un grand rôle dans l'histoire du groupe d'Arthun :

- Hélène d'Havrincourt, âgée de 45 ans, « cousine du comte de Neufbourg » - elle l'était, en fait, de sa belle-sœur : Edwige de Neufbourg <sup>10</sup>. Elle a caché des armes dès 1940 à Bétias (Pommiers) où elle a abrité ensuite des réfractaires au STO. Elle a accompagné Marguerite Gonon pour essayer de faire libérer Neufbourg lorsque celui-ci a été arrêté.

- Marguerite Gonon, elle, est omniprésente : membre du groupe d'Arthun et de l'équipe des Chartes du Forez, ayant repris un poste d'institutrice remplaçante qui lui donne un prétexte commode pour se déplacer, elle ouvre le groupe sur l'extérieur par ses liens avec la France Libre (Morandat, Hettier de Boislambert), la Résistance de Feurs (Bergeret) et de Lyon (le Père Marty). Elle va souvent à Lyon. En 1944, elle est chef du sous-secteur de l'AS à Feurs.

### **III - Face aux Allemands**

#### **La participation à la Résistance locale**

Le groupe d'Arthun ne pouvait, malgré sa tendance à l'indépendance, rester complètement isolé. Marguerite Gonon se mit en rapport avec la Résistance de Feurs, par l'intermédiaire de l'abbé Ploton, curé de la Nativité de Saint-Etienne ». Les deux membres les plus actifs du groupe de Feurs étaient Jean Bergeret, un étudiant en médecine de 19 ans, (« celui que je préfère de tous mes camarades de Résistance » écrit Marguerite Gonon) et M. Gouget, charcutier à Feurs, haut en couleur : « Nous l'appelions Tartarin », dit Marguerite Gonon qui résistait difficilement à faire un bon mot.

Le grand regret de Neufbourg fut cependant de ne pas réussir à former un groupe armé opérationnel qui aurait pu être formé de résistants boënnais. La méfiance joua son rôle : Neufbourg se méfiait de gens de la ville et de leurs « bavardages ».

#### **La ferme de Biterne et le « maquis » de Rochefort**

La mise en œuvre du Service du travail obligatoire, au début de 1943, changeait les priorités. La ferme de Biterne fonctionna comme centre de tri pour accueillir puis répartir les réfractaires. Marguerite Gonon les interrogeait. Neufbourg raconte : « Nous dirigeons les durs vers les maquis en formation, notamment en Velay et en Dauphiné. Les timides étaient répartis dans les domaines des paysans affiliés. » Une filière d'évasion vers le Vercors fut ainsi organisée. D'autres réfractaires furent cachés en 1943 à Rochefort. Le « maquis » de Rochefort était, en fait, un refuge et non un maquis combattant. Il fut installé à 2 km au nord-ouest de L'Hôpital-sous-Rochefort, puis à Saint-Georges-en-Couzan. Plus tard, le brigadier Périchet, de la gendarmerie de Boën, avertit « à temps » Marguerite Gonon que les Allemands allaient monter à Rochefort et « le groupe fut dispersé ».

#### **L'arrestation de Neufbourg**

Les arrestations frappaient les résistants : le R.P. Marty, à Lyon, M. et M<sup>me</sup> Cailliau à Saint-Etienne (avril 1943), la femme et le fils de Gouget à Feurs (septembre 1943). En juin 1943, Vignerot (de Lyon) avertit Neufbourg qu'il avait été dénoncé. Le 1<sup>er</sup> septembre 1943, il fut arrêté à Beauvoir, où il avait des invités, au cours d'un épisode mouvementé. Neufbourg raconte : « Cinq gestapos de Saint-Etienne qui me tiraient dessus me manquèrent, me rattrapèrent, me rouèrent de coups de crosses de pistolets, de bottes, de poings, de gifles, de coups de cannes, parce que je refusais d'obtempérer. Bref ils m'arrêtèrent. »

Neufbourg, transféré à Feurs, puis à Saint-Etienne fut « laissé deux jours sans manger », « passé à tabac », enfermé une nuit dans un placard, puis torturé par la Gestapo. Lorsqu'elle le vit

---

<sup>10</sup> Edwige de Chabannes La Palice, veuve de Jean de Neufbourg (frère du comte de Neufbourg).

pour la première fois après son arrestation, Marguerite Gonon dit qu'il avait la tête « comme un seau ». Plusieurs éléments jouèrent, au final, dans le sens de sa libération :

- Neufbourg comprenait et parlait l'allemand. Il réalisa que les Allemands n'avaient pas de preuves contre lui : malgré les tortures, il put nier avec encore plus de conviction et de vraisemblance.

- Avec une obstination rageuse, Marguerite Gonon alla tous les jours, d'abord avec M<sup>lle</sup> d'Havrincourt, puis seule, pendant dix-sept jours consécutifs, à la Gestapo pour protester de l'innocence de Neufbourg, demander à être interrogée, porter la pétition que les habitants d'Arthun avaient signée pour obtenir sa libération. Dans son témoignage de 1946, Neufbourg : « M<sup>lle</sup> Gonon et M<sup>lle</sup> d'Havrincourt eurent le courage d'aller plusieurs fois à la Gestapo pour protester de mon innocence, ce qui me flatta : « Elles savaient donc que je ne parlerai pas. »

- Pendant la détention de Neufbourg, Marguerite Gonon s'aperçut que, du fait de la sécheresse, le niveau de l'étang de la Loge dans lequel les caisses de munitions étaient cachées, baissait. Marguerite Gonon : « Alors, j'ai fait vider l'étang qui était au-dessus. » Les caisses furent alors à nouveau complètement recouvertes par l'eau.

### **L'évasion de Riom, un réveillon mouvementé (31 décembre 1943-1<sup>er</sup> janvier 1944)**

Depuis l'évasion de Gannat, il n'était plus question de faire des visites aux prisonniers, transférés à la prison de Riom. Marguerite Gonon reprit cependant très vite contact avec le lieutenant Guérin. Dans les colis qu'elle lui envoyait, des messages écrits sur des feuilles de papier à cigarettes et glissés dans un tube de pierre à briquet purent être transmis. On prépara une évasion. Il fallait de l'argent. 100 000 francs furent remis par Morandat à Marguerite Gonon pour la comtesse de Bonneval. Mais Marguerite Gonon avança aussi personnellement des sommes d'argent qui furent envoyées en plusieurs fois aux officiers emprisonnés. Seul, note-t-elle en 1946, le lieutenant Guérin eut le souci de lui rembourser plus tard, les 5 000 francs qu'elle lui avait envoyés. Celui-ci fut le principal correspondant de Marguerite Gonon : il lui fit passer « le plan de leur prison, l'emplacement de leur cellule et l'empreinte des clefs ». Les renseignements furent transmis à Vignerons (de Lyon) qui promit de s'occuper des prisonniers. Pour que la correspondance de Guérin avec l'extérieur soit moins suspecte aux autorités, Marguerite Gonon demanda à Hélène Martinon, la fille de ses amis de Rozier-en-Donzy, d'écrire aussi à Claude Guérin. « Les deux correspondants - écrit Marguerite Gonon - se piquèrent à leur propre jeu et [...] cet épisode s'est terminé par un mariage [...]. Les gardiens se délectaient des progrès du flirt, et n'avaient pas idée de chercher des messages, glissés entre deux confidences. »

L'évasion fut préparée en grande partie par l'un des prisonniers, le lieutenant Ter Sarkisoff, avec la complicité du comptable de la prison, Krier et à l'extérieur par l'Armée secrète et un jeune officier de la France libre, Glotz, dit « Rolland ». Les prisonniers s'évadèrent dans la nuit du 31 décembre 1943 au 1<sup>er</sup> janvier 1944 par le souterrain qui reliait la prison et le palais de justice. Un moment émouvant que relate Edmond Louveau : « L'officier, conduit par Krier, entra dans la cour et ouvrit la porte de notre cellule à la minute fixée : "Gouverneur Louveau, capitaine Guérin, capitaine Sarkisoff, lieutenant Jouan, d'ordre du général de Gaulle, suivez-moi." Moment émouvant, le plus émouvant peut-être de ma vie. » « Tous ensemble - écrit Edmond Louveau - nous nous engageâmes dans le souterrain et nous atteignîmes le palais de justice. À cette heure-là - 19 h 30 - le concierge s'était retiré dans sa loge [...] et devait préparer son réveillon. L'officier de l'Armée secrète n'eut donc aucune difficulté, au moyen d'une fausse clé, à ouvrir la grille de la grande porte d'honneur du palais de justice, dont nous descendîmes les marches d'un pas assuré... Nous étions dehors ! » Les fugitifs restèrent quelque temps cachés à La Palisse (Allier). Le 17 janvier 1944, Guérin rejoignit le Forez. Marguerite Gonon l'avait pris en charge et le cacha chez elle à Feurs. Puis elle l'emmena à Pommiers où Paul Guichard lui fournit papiers d'identité et cartes d'alimentation



puis à Ronzier-en-Donzy, « le temps de se fiancer » avec Hélène Martinon. Le 17 mars 1944, Guérin reçut l'ordre de rejoindre Londres.

### **L'entrée en scène d'Edouard Perroy**

Novembre 1943 avait été marqué par l'entrée en scène d'Edouard Perroy, membre des *Chartes de Forez* mais qui résidait à Paris. En 1943, Perroy, se sentant menacé, se réfugia en Forez. Il fut d'abord accueilli par Georges Guichard. Puis Marguerite Gonon lui trouva un asile dans la famille Martinon à Rozier-en-Donzy. Il gagna Saint-Etienne où les MUR (Mouvements unis de Résistance) avaient été décimés par de nombreuses arrestations. Edouard Perroy entra au directoire des MUR en avril 1944 ; avec lui, le groupe d'Arthun avait ainsi l'un des siens à la tête de la Résistance dans la Loire.

### **IV - Après la Libération (1944)**

En 1944, Marguerite Gonon mit son équipe à la disposition du capitaine Jean Marey, chef de l'Armée secrète (AS) dans la Loire, qui avait été un ami de son frère. Elle fut désignée comme l'une des responsables de l'AS pour le secteur de Feurs. Peu avant la Libération, les armes cachées à Biterne furent récupérées, intactes. La moitié fut donnée aux résistants de l'Allier qui étaient en relation avec le groupe d'Arthun. Mais le chef d'état-major de Marey, Gentgen, réclamait la totalité des armes. Le conflit fut très vif et faillit mal tourner. Le colonel Gentgen m'a dit en 1995 lorsque je recueillis son témoignage : « J'ai menacé Marguerite Gonon de la faire descendre si elle n'obéissait pas à l'ordre de donner les armes à l'AS de la Loire<sup>11</sup> » ; difficile de trancher sur la véracité de ce fait, mais Gentgen n'avait pas trop d'états d'âme. Finalement, les armes furent partagées entre l'AS de l'Allier et celle de la Loire.



**Un document inédit : les caisses de munitions sorties des étangs dans lesquels elles avaient été cachées. Sur la photo : Jean Merle**

(Archives Marie-Claude Thévenet-Merle)

### **« Les régions bienheureuses de l'histoire médiévale »**

Ensuite, ce fut la Libération. A Arthun, en août 1944, Neufbourg prit cependant la présidence du Comité local de Libération (CLL d'Arthun) : « Nous nous déclarâmes CLL afin d'y maintenir l'ordre » ; le « sire », était devenu officiellement le premier magistrat de la commune. Mais Neufbourg n'avait accepté cette charge que provisoirement. Neufbourg accepta aussi la présidence des syndicats agricoles du département de la Loire. Marguerite Gonon fit partie, elle aussi, du CLL de Feurs. Après la Libération, le cours ordinaire des choses reprit aussitôt. Marguerite Gonon écrit : « Après la Libération ? Il n'y eut pas d'après pour moi. C'était fini, les *Chartes* [...] attendaient depuis trop longtemps... » ; « Le comte de Neufbourg et moi avons rejoint,

<sup>11</sup> Témoignage de Gentgen recueilli par l'auteur, 1995.

dès fin août 1944, les régions bienheureuses de l'histoire médiévale ». Les Chartes continuèrent. Perroy était retourné à la Sorbonne. Marguerite Gonon devint ingénieur de recherches au CNRS.

### L'Histoire et la Mémoire

Cependant, Neufbourg et Marguerite Gonon n'oublièrent pas la période héroïque et tragique pendant laquelle ils avaient donné la mesure de leur courage et ne voulurent pas qu'elle fût oubliée. Neufbourg inscrivit cette mémoire dans son domaine : après la guerre, il fit dresser à Biterne, sur ses terres, en bordure de la route de Sainte-Agathe, une croix de plus de trois mètres de hauteur, avec, sur le socle, entre autres inscriptions, celle-ci où l'on reconnaît son style :

ici fut un asile de volontaires, un terrain d'atterrissage,  
un dépôt secret de l'armée à la garde  
du groupe d'Arthun. Pétrus et Marius Durand,  
Jean et Pierre Merle, Claude et Charles Michel,  
le comte de Neufbourg, Alfred Petit,  
qui rendent grâce à Dieu.



Les membres du groupe de Résistance d'Arthun devant la croix de Biterne

(de gauche à droite : Marius Durand , Pierre Merle, Charles Michel, Alfred Petit, le comte de Neufbourg, Pétrus Durand, Jean Merle, Claude Michel)

La croix fut inaugurée et bénite lors d'une grande cérémonie religieuse. Lorsque Neufbourg fit inscrire les noms de ses compagnons sur la croix de Biterne, il demanda à Pierre Merle : « Hé ! toi Pierrot, qu'est-ce que tu en dis ? » Celui-ci répondit : « Avoir son nom sur une croix en étant vivant, ce n'est pas rien de passer à la postérité si jeune et en ayant presque rien fait <sup>12</sup> ! » Modestie de ces vrais résistants qui pensaient n'avoir fait que leur devoir et n'ont guère parlé de leurs exploits...

Le monument rend aussi hommage à la mémoire de quatre jeunes hommes d'Arthun ou qui en étaient originaires, morts pour la France : Jean de Neufbourg, tué à Saïgon en Indochine en 1945,

<sup>12</sup> Notice biographique de Pierre Merle par sa fille Marie-Claudette Thévenet-Merle.

Hervé de Saint-Gilles, du 58<sup>e</sup> RA, autre neveu de Neufbourg, mort de ses blessures en 1942, Jean-Claude Duris, du 170<sup>e</sup> RI, tué en juin 1940 et Jean Goutard, de l'AS, tué en Périgord en mai 1944.

## Réflexions pour conclure

L'histoire du groupe d'Arthun est étonnante : quelques hommes et femmes seulement, un château forézien, des caisses d'armes dans des étangs, le « maître » et « ses » paysans engagés dans une extraordinaire aventure ; un professeur à la Sorbonne devenu l'un des chefs de la Résistance dans la Loire, un membre de la famille du *Casino*, une jeune historienne, cinq futurs compagnons de la Libération que l'on fait évader des prisons de Gannat et de Riom. Cet « inventaire » nous rappelle quelle fut la diversité de la Résistance.

L'honneur, la patrie, la liberté : ce sont des valeurs pour tous les Français : c'est ce qui a rapproché Neufbourg, royaliste, enraciné dans sa terre de Beauvoir, Perroy, le professeur jacobin et anticlérical, Georges Guichard, chef d'entreprise passionné d'histoire, et Marguerite Gonon, intrépide et entreprenante, la jeune égérie du groupe - « on était tous alors un peu amoureux d'elle » a dit François Dubanchet <sup>13</sup> lors d'une séance d'hommage en 1996 à l'université de Saint-Etienne. Son sens de l'organisation et sa « débrouillardise » l'ont rendue capable de trouver des solutions à des problèmes inédits ; son sens du dialogue et sa connaissance du milieu paysan lui ont permis d'ouvrir le groupe vers l'extérieur.

Neufbourg, Marguerite Gonon, Perroy sont des intellectuels dans l'action : connaître et faire connaître l'Histoire et en devenir l'un des acteurs lorsque vient le moment de s'engager « pour l'honneur », avec une précoce lucidité, contre les ennemis de la France qui étaient aussi ceux de l'Homme et de la Liberté.

L'honneur et le désintéressement : ce furent aussi les valeurs des paysans d'Arthun, engagés dans les actions du groupe (cache des armes, réception de parachutages, accueil des réfractaires), simplement héroïques et modestes. Ces hommes sont sortis de l'ombre. Quand Alfred Petit est mort, Neufbourg a fait placer, pendant la messe de funérailles, les autres membres du groupe d'Arthun debout autour de son cercueil dans une sorte de garde d'honneur. Tous, aujourd'hui, sont morts mais ils trouvent eux aussi leur place dans l'Histoire.

C. L.

## Sources

### Sources manuscrites et orales

- ADL, 23 J 29, Fonds Peycelon, témoignages du comte de Neufbourg et de Marguerite Gonon au comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, 1946 [dans les notes infrapaginales : Témoignage Neufbourg, 1946 et Témoignage Marguerite Gonon, 1946].

- Témoignages oraux recueillis par Marie-Claudette Thévenet-Merle

### Sources imprimées et ouvrages à caractère de source

- Cailliau-de Gaulle (Marie-Agnès), *Souvenirs personnels*, Paris, Parole et silence, 2006.

- Gidon (Lucien), « La Résistance dans le Montbrisonnais. Souvenirs », *Village de Forez*, n° 6, 1981.

---

<sup>13</sup> François Dubanchet, maire de Saint-Etienne de 1974 à 1983, a connu Marguerite Gonon dans les organisations agricoles de la Loire pendant et après la guerre. Cette séance d'hommage à Marguerite Gonon eut lieu à l'Université de Saint-Etienne en 1996 peu de temps après la mort de l'historienne et à l'occasion de la sortie - posthume - de son ouvrage *Le passé forézien* (Témoignage de l'auteur).



- Gonon (Marguerite), « En ce temps-là... » [souvenirs de Résistance de Marguerite Gonon], *Cahiers d'Histoire*, revue d'Histoire des universités de Lyon, Grenoble, Clermont, Saint-Etienne et Chambéry), 1994, tome XXXIX, n° 3-4, p. 177-190.

- Morandat (Yvon), « Souvenirs inédits », *Cahiers de l'IHTP*, [Institut d'histoire du temps présent], n° 29, septembre 1994, p. 93-94.

- Sugny (Olivier de), *Histoire de l'ANF* [Association d'entraide de la noblesse française], Le Puy, 1992.

### Films

« Pour l'honneur » et « une femme résistante », téléfilms de Jean-Michel Bariol.

### Etudes

- Gentgen (Colonel René), *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, Editions lyonnaises d'art et d'histoire (ELAH), 1996, p. 54.

- Latta (Claude), « Le groupe d'Arthun dans la Résistance forézienne » dans : *Le comte de Neufbourg, Marguerite Gonon et leurs compagnons de Résistance à Arthun*, Cahiers Village de Forez, 2012 [Nombreuses références dans cette « version longue » de l'étude du groupe d'Arthun. Il faut s'y reporter pour avoir toutes les références nécessaires.]

- Luirard (Monique), *Le Forez et la Révolution nationale (juin 1940-novembre 1942)*, Saint-Etienne, Centre d'études foréziennes, 1980.

- Thévenet-Merle (Marie-Claudette), « Les compagnons de Résistance du comte de Neufbourg, notices biographiques » dans *Le comte de Neufbourg, Marguerite Gonon et leurs compagnons de Résistance à Arthun*, Cahiers Village de Forez, 2012.



Le château de Beauvoir, demeure du comte de Neufbourg à Arthun. Etat actuel (Photo CL, 2012)

# Le groupe Ange

Pascal Chambon

Le SOE - *Special Operations Executive* - « direction des opérations spéciales » - créé en juillet 1940 par Winston Churchill, a pour mission de soutenir les divers mouvements de Résistance selon la phrase attribuée au premier ministre britannique : *Et maintenant, mettez le feu à l'Europe !* Plusieurs sections contrôlent l'action en France principalement la section *F*, les sections *RF* et *AMF*. La section *RF*, créée plus tard, coopère avec le BCRA. Basée à Alger, la section *AMF*, après avoir travaillé un temps avec les giraudistes, rejoint les gaullistes. De Gaulle n'accepta jamais la section *F*... La section *F* est confiée en novembre 1941 à Maurice Buckmaster. Les agents parachutés recrutent de nombreux agents en France dépendant directement des Britanniques.

Un de ces réseaux SOE de la Loire - il y en d'autres - engendra le groupe *Ange* qui mena une impressionnante série de sabotages dont l'un fut particulièrement spectaculaire : la mise hors d'usage, en mai 1944, de l'arbre moteur des laminoirs de l'usine Duralumin de Rive-de-Gier.

## Les origines : du *Coq enchaîné* à *Spruce circuit*

### *Le Coq Enchaîné*

Courant 1941 à Lyon naît le mouvement de Résistance du *Coq Enchaîné*. D'inspiration radicale-socialiste, socialiste et franc-maçonne, il compte Louis Pradel, futur maire de Lyon, parmi ses membres fondateurs<sup>14</sup>. Dans ses mémoires, Jean-Pierre Lévy remarque que *Le Coq* et *Franc-Tireur* recrutaient dans les mêmes milieux lyonnais et envisagèrent, un temps, de fusionner<sup>15</sup>. A partir de mars 1942, il publie un journal, *Le Coq Enchaîné*, tirant jusqu'à 30 000 exemplaires.

Pointu, de Saint-Etienne, en est le responsable départemental, Joseph Bourge le représente à Rive-de-Gier, Louis Fouilleron à Montbrison, qui fera également des incursions à Roanne. Le mouvement joue un rôle très important dans le Montbrisonnais et sert de fondation aux réseaux du SOE britannique en Lyonnais et en Forez car il est le premier mouvement de la zone Sud à entrer en contact avec ce service.

En septembre 1941, des agents FFL et britanniques dont l'officier Buckmaster constituent à Lyon un réseau du service britannique SOE, appelé *Spruce*<sup>16</sup> en 1942. C'est ce réseau qui sera prolongé, à la mi-octobre 1943, par *Newsagent*<sup>17</sup>. Une femme joue en grand rôle dans le démarrage de cette action, c'est une journaliste américaine dûment accrédité par l'Etat français. V. Hall, « Marie », arrive à Lyon en août 1941. Grâce à elle, Lyon devient la plaque tournante de toutes les opérations du SOE en zone Sud et au-delà. Elle y retrouve Jean-Georges Dubourdin, « Alain ». Ils entrent en contact avec des membres du *Coq Enchaîné*. Le premier opérateur radio - Edward Zeff - arrive le 2 mars 1942. Il émet souvent du 2 quai Perrache de chez Joseph Marchand, futur chef de *Newsagent-Ange*.

Le noyau était constitué : un instructeur et un radio.

---

<sup>14</sup> Marcel Ruby, *Mémorial du Coq enchaîné*, CRDP de Lyon, 1976.

<sup>15</sup> Jean-Pierre Lévy, *Mémoires d'un franc-tireur, itinéraire d'un résistant (1940-1944)*, éditions Complexe, 2000.

<sup>16</sup> *Spruce* signifie épicéa.

<sup>17</sup> Jean-Christophe Olive, *Etude de Newsagent-Ange, un réseau de la Résistance mis en place par le SOE britannique*, Mémoire de maîtrise d'histoire, université de Saint-Etienne, juin 1995, p. 40.

Le contact était très attendu entre le *Coq Enchaîné* et les Anglais : chacun attendait l'autre ! C'est Louis Pradel, cofondateur du *Coq Enchaîné*, qui présenta Dubourdin à son état-major. Pour le SOE :

- le *Coq Enchaîné* était modéré politiquement, radical mais non marxiste
- ses membres semblaient indépendant de de Gaulle
- sa composition sociale de médecins, commerçants, cheminots était appréciée

Le premier parachutage eut lieu à Blyes, dans l'Ain, le 28 mars 1942. Le matériel fut acheminé à Lyon. Dans le même temps, le SOE renforce les structures lyonnaises par l'envoi de plusieurs hommes dont le capitaine Robert Boiteux le 1<sup>er</sup> juin 1942. Mais son coéquipier, Robert Sheppard, fut arrêté puis déporté. Début juin, c'est Alan William Jickell, « Gustave » ou « Anatole », qui arrive comme instructeur en armes et explosifs. Il est caché à Terrenoire chez Francis Pointu, responsable du *Coq Enchaîné* dans la Loire et organisateur plus tard, avec Marchand, de *Newsagent-Ange*. Ce noyau initial solide souffre toutefois de mésententes entre Dubourdin et Boiteux. Boiteux monte son propre groupe avec Jickell, Joseph Marchand - parfumeur - et Jean Régnier employé du précédent. En juillet 1942, le SOE envoie un agent pour arbitrer mais laisse la primauté à Dubourdin. Marchand et Régnier partent tout de même en Angleterre en août : l'argument est la nécessité de développer un réseau à Saint-Etienne. Dubourdin fut tout de même rappelé plus tard en Angleterre, Boiteux est la cheville ouvrière du réseau *Spruce* dans la région.

### Les premières actions de Spruce

Elles sont menées par le couple Boiteux/Dubourdin qui réceptionnent plusieurs parachutages comme à Anse en juillet 1942 ; à Loyettes les 11 et 25 septembre ainsi qu'en région stéphanoise.

Le groupe prend le nom de *Spruce circuit* entre le printemps et l'automne 1942, Jickell en prend la tête le 1<sup>er</sup> juin 1942 dans la Loire. A cette époque, de nombreux résistants sont formés qui alimenteront des réseaux AS ou FTP. Le renseignement industriel est également intensifié. Des cartes d'installations, des zones de parachutages et des listes de collaborateurs sont établies. La seule action de guerre est un échec : la libération de Sheppard de Saint-Paul...

*Spruce* se maintint jusqu'en juillet 1943 : à Lyon, Boiteux, « grillé » doit partir et *Newsagent*<sup>18</sup> prend progressivement le relais à Saint-Étienne.

Dans la Loire, Pointu s'entoure d'un comité de réception des futurs parachutages créé à Montbrison par un membre de la gauche socialiste, Louis Fouilleron. L'influence de Fouilleron est déterminante dans ce réseau. Professeur d'histoire-géographie à « la Sup » - école primaire supérieure - de Montbrison, *dans ses cours d'histoire, il plaçait toujours quelque chose contre Hitler...*<sup>19</sup>. Muté par Vichy au lycée Ampère, à Lyon, Fouilleron entre en contact avec des francs-maçons, fondateurs du « Coq Enchaîné ». Fouilleron est aidé, entre autres, par son amie Antonia Lafond, institutrice à Grézieux-le-Fromental.

### La transition entre Spruce et Newsagent

Cette transition est progressive mais inévitable car Marchand est en instruction en Angleterre et *Newsagent-Ange* est homologué par Londres le 1<sup>er</sup> janvier 1943.

Francis Pointu avait une station d'essence et un atelier de cycles aux Cinq-Chemins à Terrenoire. Franc-maçon de 50 ans, c'est un Frère qui l'avait attiré au *Coq Enchaîné* il mit en place un réseau sur Saint-Étienne, La Talaudière, Terrenoire, Rive-de-Gier, Saint-Just-Saint-Rambert, Sury-le-Comtal. Boiteux demanda à Jickell et Pointu de porter à 300 hommes les effectifs, de chercher des terrains de parachutage et un entrepôt. Le recrutement, intensifié, souvent par sizaines,

---

<sup>18</sup> *Newsagent* signifie marchand de journaux.

<sup>19</sup> Témoignage de Pierre Bory, février 2010.

se fit par le bouche à oreille : 280 en septembre 1942. Tous étaient des sédentaires. Quatre d'entre eux - dont les enseignants Antonia Lafond et Louis Fouilleron avec Griviller et P. M. Roux - prospectent les terrains de parachutage dont Montverdun et Grézieux-le-Fromental. Par sécurité, Boiteux demande la séparation de *Spruce* du réseau ligérien : Marchand revient donc pour le diriger.

Le message radio *Louis a bien trouvé ses vélos* confirme que toute l'équipe est prête à réceptionner<sup>20</sup>. Le premier parachutage a lieu le 1<sup>er</sup> juillet 1942 à Montverdun : le matériel partit sur Lyon. Pierre Bory se rappelle que « Gustave » fit fabriquer par un menuisier de Saint-Romain-le-Puy les caisses destinées à transporter ce matériel. Ce menuisier était franc-maçon, ce n'est sans doute pas anodin. Un autre parachutage fut annulé à Grézieux, fin juillet, puis réussi là le 27 août 1942. (Malgré l'arrestation de Fouilleron le 21)

Un autre parachutage est attendu le 24 septembre 1942 à Mornand à la ferme de La Jarlette.

### **La catastrophe de La Jarlette**

La gendarmerie, avertie, a demandé au boulanger du village de téléphoner lorsqu'il entendra tourner un avion... Trois brigades s'emparent du comité de réception après le ramassage. Jickell Pointu et Rosenthal s'échappent mais plusieurs hommes sont faits prisonniers.

Parmi les prisonniers, un fonctionnaire, un employé, un ouvrier et cinq ouvriers agricoles. Ce fiasco est dû au manque d'expérience des Résistants et aux nombreuses indiscretions des habitants. Les responsables du comité de réception de Mornand furent pour certains (4) déportés à Buchenwald, l'un des frères Chave n'en reviendra pas... D'autres furent internés à Saint-Paul d'Eyjeaux (Haute-Vienne) et Eysses comme Pierre Bory qui s'en évada pour revenir au réseau ! De plus, une vague d'arrestations - huit - eut lieu fin 1942. Cet échec est dû aux trop nombreuses indiscretions des habitants. L'un des participants *était tellement enchanté de participer à ce parachutage qu'il l'avait dit à tout le monde*<sup>21</sup>. A l'arrivée des Résistants, *la maison était pleine de monde, une vraie fête. Ce n'était plus une action secrète, c'était devenu un secret de Polichinelle. Une partie du village était au courant* comme le raconta Pierre Bory, arrêté ce jour là... Le rôle de Jickell est également discuté : bon saboteur mais mauvais clandestin, coureur de jupons porté sur la bouteille... Jickell reste caché à Sury-le-Comtal.

L'action continue : vingt équipes semblent constituées alors.

### **Newsagent-Ange : Un réseau ligérien**

#### **Les prémices**

Pointu recrute Antoine et Emile Boirayon ainsi qu'Ado Raimond. Ils se connaissent pour avoir distribué des journaux dont des « Coq Enchaîné » récupérés chez Francis Pointu à Terrenoire. Autre lien : le sport, cyclisme et rugby ! Tous rencontrent Marchand dans un café stéphanois. Ce dernier leur dit qu'ils travailleront pour l'Intelligence Service, ce qui est faux. Mais sans doute plus simple : d'où le terme Intelligence Corps (IC) utilisé à la Libération. Les trois « nouveaux » acceptent de devenir permanents. Ils forment deux équipes de douze sédentaires à Saint-Étienne et Rive-de-Gier. Le 1<sup>er</sup> janvier 1943, *Newsagent-Ange* est homologué.

Hormis les contacts entre Marchand, Boiteux et Pointu, les deux réseaux n'eurent plus de liens. D'ailleurs, *Spruce* souffrait de la traque menée par les nazis. Boiteux, recherché, regagnait Londres. Marchand faisait de même. Pointu était arrêté fin 1943 et déporté. Deux derniers parachutages eurent lieu pour *Spruce* en avril et mai 1943 et quelques sabotages, surtout industriels,

---

<sup>20</sup> *Idem.*

<sup>21</sup> *Idem.*

permirent à *Newsagent-Ange* de se former. L'état-major de la section F ordonne alors la liquidation de *Spruce* au profit de *Newsagent-Ange* commandé par Joseph Marchand.

### **Les caractéristiques du groupe**

Le chef est donc Marchand, dit « Ange », ses subordonnés directs sont les frères Boirayon et Ado Raimond. Les trois jeunes correspondaient parfaitement aux désirs de Marchand : *teigneux, fous, véritables têtes brûlées, doués d'un grand sens pratique*. L'idée fixe était la lutte contre l'Allemagne sans obédience politique. Autre particularité : l'indépendance et la possibilité de collaborer avec tous les réseaux. Plus tard, Louis Gode rejoignit ces cadres. La prospection des terrains fut confiée à M. Lapras et à son fils Francisque, de Boën : c'est « l'équipe du Forez » ou « de Boën ». Les renseignements sur la SNCF furent collectés par les cheminots Claudius Piégat et Joseph Milan. D'autres distribuaient les armes, servaient de boîtes aux lettres, se renseignaient sur les « Collabos »... La composition socioprofessionnelle du groupe montre une importante proportion de métallurgistes et d'artisans, des ouvriers qualifiés.

### **Les principales actions**

En février/mars 1943, *Newsagent-Ange* compte deux groupes de douze hommes à Saint-Etienne et Rive-de-Gier commandés par Boirayon, souvent des cyclistes. Fin 1943, ils étaient 32. Le premier PC fut proposé par Jean Bourge à Saint-Joseph près de Rive-de-Gier. Les actions commencent. Si l'opération à la prison Saint-Paul de Lyon pour libérer des prisonniers échoue en mai 1943, un premier parachutage est réussi à Saint-Joseph le 13 août 1943. L'été et automne 1943 sont consacrés à des actes anti-collaborateurs et antinazis : bureaux de la LVF, journaux...

Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1943, le groupe participe avec des FTP, surtout, et l'AS et le réseau *Mithridate*<sup>22</sup> à la libération de 32 prisonniers de la prison de Bellevue. En même temps, une série d'explosions - 17 attentats ! - touchait bon nombre de cibles de Montbrison à Rive-de-Gier ! Les évadés de Bellevue furent amenés aux jasseries de Garnier mais l'abri fut abandonné en décembre... Les évadés passèrent aux FTP, les frères Boirayon et Ado Raimond rentrant à Saint-Joseph chez Bourge. La répression fut féroce mais Pointu, arrêté, ne parla pas<sup>23</sup>. Marchand revint de Londres le 16 octobre 1943. Ses ordres étaient de :

- viser des objectifs industriels plus stratégiques.
- garder le maximum de matériel pour l'époque du Débarquement.

Toutefois, Marchand refusa globalement le second, préférant redistribuer à l'AS et aux FTP qui manquaient d'armes. Un service social efficace fournit des subsides aux familles des arrêtés ou clandestins.

### **L'intensification des sabotages**

Ils visent d'abord les voies ferrées puis les industries. Certaines cibles sont choisies par Marchand et non par Londres. C'est surtout à partir de 1944 que Londres préconisent strictement les cibles. Pour ces actions, les Boirayon et Ado Raimond partaient de Saint-Joseph avec des explosifs puis rejoignaient un groupe de sédentaires. La zone d'action était divisée en deux :

- Saint-Etienne ses environs et l'Ondaine.
- La seconde la vallée du Gier.

---

<sup>22</sup> Mithridate fut un important réseau de renseignement créé par Jean Herbinger dès la fin de 1940 et dépendant de la France Libre par l'intermédiaire du BCRA. Il eut des antennes très actives dans la Loire, tout particulièrement à Roanne et à Saint-Etienne. Parmi ses membres ligériens, on connaît Violette Maurice, Henri Hutinet ou Henri Falque.

<sup>23</sup> Déporté, Francis Pointu revint de Mauthausen.



Les cibles ferroviaires étaient traitées par 4 à 5 hommes utilisant du plastic.

Les dépôts de locomotives étaient des cibles comme le 30 octobre, le 15 novembre et le 18 décembre 1943 à Saint-Etienne et Rive-de-Gier. Le 10 janvier 1944, 10 locomotives sabotées à Châteaueux ne purent être réparées avant la Libération.

Le premier sabotage industriel eut lieu le 5 novembre 1943 chez Wageor à Saint-Etienne qui fabriquait des pièces pour sous-marins. L'usine, plastiquée, fut paralysée quelques semaines. Le 25 janvier 1944, un sabotage eut lieu aux « Aciéries de la Marine d'Homécourt » à Saint-Chamond. L'équipe de Rive-de-Gier visait la fabrication de blindages. Cette opération reposait sur un montage complexe :

- le SOE s'adressa au réseau *Mithridate* pour le renseignement
- *Mithridate* déconseilla un bombardement aérien sauf échec du sabotage
- L'AS fut contactée pour l'action mais manquait d'armes
- *Ange* accepta de les aider
- l'opération fut exécutée par des hommes de l'AS et d'*Ange*.

L'opération eut lieu dans la nuit du 24 au 25 janvier avec cinq hommes de l'AS et deux d'*Ange* qui amenaient les explosifs de Saint-Joseph. L'explosion du moteur des laminoirs bloqua la production trois semaines.

Mais ces actions suscitent une réaction allemande. Un des organisateurs du raid contre les laminoirs est arrêté avec la liste des participants... Plusieurs arrestations suivent courant février 1944. Le 18 février, C. Prunier est abattu près de chez lui par un agent du SD. Plus grave encore pour l'ensemble du réseau, ses cadres manquent d'être arrêtés dans la nuit du 2 au 3 février 1944. Un message de la BBC annonçant un prochain parachutage, les Boirayon et Ado Raimond se rendent à l'hôtel des Touristes de Saint-Christo-en-Jarez dont le propriétaire est un sympathisant du groupe. Dénoncés, ils sont réveillés par l'hôtelier qui a entendu les agents allemands arriver. Une fusillade s'ensuit. L'hôtelier et un locataire sont tués par les nazis. Les trois Résistants parvinrent à s'échapper par les toits, les Allemands incendiant l'hôtel. Les Boirayon rejoignirent Fontanès, Ado Raimond marcha des heures en pyjama jusqu'à Saint-Priest-en-Jarez ! Et le parachutage fut une réussite !

## **Le tournant de février 1944**

Les Alliés infléchissent courant 1944 l'action de la Résistance dans le but d'aider à la réussite du Débarquement en France. Un radio est affecté directement à Marchand, ce qui réduit la chaîne de commandement et multiplie les ordres de Londres. Londres pousse à un rapprochement avec les FTP et l'AS. Dans le même temps, la mise en place d'un maquis est envisagée. Enfin, les cibles ferroviaires deviennent prioritaires : 17 actions contre les trains suivent, de février à juin, jusqu'à la montée au maquis. Chaque mois, un parachutage amenait son lot d'armes, d'explosifs et d'argent : avec environ 3 tonnes de matériel par parachutage, *Ange* était « suréquipé » mais c'était la volonté de Londres en vue de la Libération.

Un maquis fut donc envisagé à Longes, près de Rive-de-Gier.

Toutefois, deux opérations de sabotage allaient bouleverser le destin d'*Ange*...

Grâce aux informations fournies par *Mithridate*, *Ange* vise l'usine Duralumin de Rive-de-Gier dans la nuit du 21 au 22 mai 1944. Cette usine fabriquait des tôles d'aluminium pour la Luftwaffe grâce à un laminoir moderne. Le commando de 7 hommes neutralisa la sécurité et mit à l'écart les ouvriers. Les charges explosives détruisirent le moteur et l'axe - de 30 cm de diamètre ! - du laminoir.

Un deuxième sabotage fut ordonné à la même époque par le SOE contre la gare de triage de Châteaueux, opération dangereuse car le quartier était infiltré par nazis et collaborateurs. Le 26 mai au matin, les Boirayon et Ado Raimond partirent à vélo dont un équipé d'une remorque

remplie d'explosifs. Alors qu'ils gravissaient la montée de Langonnand, ils virent les points lumineux des bombardiers américains dans le ciel et le bruit des bombes explosant sur Saint-Etienne...

Ce drame illustre la complexité des actions des Alliés et un manque de coordination qui nous paraît, aujourd'hui, aberrant. Mais le secret et la lutte entre services expliquent bien des choses. On sait que les Britanniques privilégiaient souvent l'action intérieure, connaissant bien la France alors que les Etats-Unis, grande puissance industrielle, favorisaient l'action aérienne. Il semblerait que l'action du 26 mai, si elle avait échoué, aurait suscité ensuite un bombardement. Un désaccord, un dysfonctionnement, aurait accéléré les choses. Les Boirayon et Ado Raimond gagnèrent une ferme de Montverdun où ils apprirent la chute de leur PC de Saint-Joseph.

En effet, comme pour le sabotage précédent à Saint-Chamond, les services allemands avaient réagi vigoureusement. Sur dénonciation probablement, le PC fut investi par le SD<sup>24</sup>. Jean Bourge, arrêté, fut déporté avec François Aubert par le train I 265 parti de Compiègne avec 1 255 hommes le 17 août. Interné à Buchenwald, il est mort le 12 avril à Dalena lors de « l'évacuation<sup>25</sup> » ... François Aubert revint.

Outre les arrestations, cette action contrecarra les objectifs de Marchand : le pan du maquis de Longes ayant été découvert, il fut abandonné ; un repli sur le maquis secondaire des monts du Forez fut ordonné, aux effectifs armés réduits.

Or, le 4 juin, le message de la BBC - *la dactylo a toujours raison* - annonçant la guérilla était entendu...

## **Le maquis de Pivadan**

### **Le début de la guérilla**

Le 5 juin, Antoine regroupe une trentaine d'hommes à Fougerouse. Dix jours furent mis à profit pour entraîner les hommes et réquisitionner un camion à Saint-Bonnet-le-Château. Le groupe fut réduit aux hommes armés et sûrs.

Le plan Vert impliquait de multiples actes de sabotages, *Ange* en eut sa part : 12 sabotages de voies ferrées dans le sud de la plaine ; destruction des plaques tournantes de la gare de Montbrison ; destruction de 4 locomotives à Feurs et Saint-Romain. Fougerouse se trouvant trop proche des routes, un déplacement du maquis s'imposait afin, également, de réceptionner un nouveau parachutage. Le 15 juin, le transfert eut lieu à Pivadan, non loin du col de Baracuchet au-dessus de Lérigneux.

Non loin de positions tenues par les FTP et l'AS, *Ange* réceptionne deux parachutages importants le 9 juillet - près de Baracuchet - et le 5 août à Pivadan. A chaque fois, 3 tonnes de matériels furent réceptionnées. Cela permit d'équiper tous les sédentaires qui montaient au maquis. Le 7 août, des armes étaient transportées au groupe AS de Roche-en-Forez.

### **L'organisation du maquis**

L'effectif croissait : - une vingtaine d'hommes début juin, 90 à la mi-juillet, 120 début août, 150 à la mi-août. L'essentiel des recrues venaient de la périphérie stéphanoise.

---

<sup>24</sup> Le *Sicherheitsdienst*, littéralement « service de la sécurité », était le service de renseignements de la SS.

<sup>25</sup> Entre le 6 et le 10 avril 1945, les SS évacuent les détenus en direction des camps de Flossenbürg, Dachau, Leitmeritz, Theresienstadt. En wagons de marchandises puis à pied, ceux qui ne pouvaient suivre sont abattus. près de 30 000 déportés furent massacrés dans ces « marches de la mort ».

Pour accéder au maquis, il fallait « montrer patte blanche » au café du Roy au-dessus de Gumières. Dans le même temps, *Ange* se dote par réquisitions et « emprunts » d'un parc automobile riche mais hétéroclite. Le maquis étaient commandé par A. B. avec comme adjoints Emile, Ado Raimond et Louis Gode. Leur PC était une jasserie. Tout autour, onze groupes d'une douzaine d'hommes stationnent sous la tente. Un opérateur radio permettait la liaison avec Lyon (Marchand) et Londres. Le 19 juin, le démontage du standard téléphonique de la poste d'Usson permit de relier tous les postes au PC du maquis ! Une ligne fut même tirée vers l'AS de Roche ! Enfin, *Ange* avait reçu 2 fois 400 000 F lors des deux parachutages, ce qui lui donna une relative aisance financière et un assez bon contact local car il pouvait payer ses achats aux paysans !

En juillet-août, quatre sabotages importants ont lieu contre des cibles essentiellement ferroviaires.

### **Le combat de Lérigneux**

Le 7 août, alors qu'Ado est parti livrer des armes aux FTP puis à l'AS de Roche, un convoi de GMR attaque les FTP alors que leur matériel n'est pas déballé... Repliés à Pivadan, les FTP récupèrent armes et munitions dépareillées. Alerté, Antoine poste 70 hommes au-dessus de Dovézy, entre Lérigneux et Baracuchet. L'AS est à Pivadan à 11 h alors qu'un groupe mixte *Ange/AS* est un peu en retrait derrière Antoine. Les GMR refluent à Dovézy que les Résistants commencent à encercler. Les GMR refluent à Lérigneux. AS et *Ange* décident alors d'envelopper Lérigneux. Un détachement AS/*Ange* (Ferréol) se poste au sud de Lérigneux, route de Bard. Un détachement AS occupe le nord de Lérigneux, un autre coupe la route de Roche. Un groupe AS/*Ange* est arrêté d'abord par les GMR à l'ouest de Lérigneux mais l'intervention d'une équipe menée par Emile fait reculer les GMR. Ces derniers refluent vers le sud en bus, camion et autos par la route Lérigneux-Montbrison via Bard. Un de leurs bus est d'ailleurs incendié lors de la poursuite par E. Boirayon au carrefour de la D 406 et de la D 44. *Ange* déplore un tué dans ce combat, les FTP deux. Six GMR ont été abattus.

Le 10 juillet, une escarmouche avec un convoi allemand près d'Andrézieux, cause la perte d'un autre homme au groupe. Au cours de l'affaire d'Estivareilles - interception de la garnison allemande ayant quitté Le Puy - *Ange* ne participe pas au combat.

Vers le 25 août, *Ange* prend ses quartiers à la caserne de Montbrison et ce jusqu'en décembre. L'inactivité pesant et des colonnes allemandes achevant alors de remonter la vallée du Rhône, Antoine résolut de mener une opération sur la rive droite du fleuve.

### **Le drame de Saint-Michel-sur-Rhône et la dissolution du groupe**

Cinq groupes et des éléments de service - 72 hommes menés par L. Gode et E. Boirayon - constituent la première vague qui part le 31 août. Equipés de fusils, PM, de quatre FM et d'une mitrailleuse Browning, ils partent avec quatre camions, une ambulance, un véhicule léger et une moto. Arrivés vers 10 h à Chuyer, 4 km au NO de Saint-Michel-sur-Rhône, un renseignement les avertit de la présence d'Allemands à Saint-Michel. 3 sections menées par Gode, B et Pierre Morcillo, avancent en début d'après-midi. Arrivés du plateau - le village de Saint-Michel se trouvant en limite du talus dévalant vers le fleuve - les attaquants approchent avec la section Gode à gauche, Morcillo au centre et B à droite. Dès que Gode ouvrit le feu, l'ennemi répliqua avec mitrailleuses et mortiers. La section Gode se trouve alors fixe par ce feu alors qu'approchent les Allemands. Les deux autres sections, accrochées elles aussi, ne parviennent pas à freiner l'ennemi. Le salut vient du ciel avec l'intervention de chasseurs-bombardiers alliés qui mitraillèrent les Allemands, les empêchant de poursuivre *Ange* en repli sur Chuyer. Une équipe menée par Ado Raimond releva plus tard sept cadavres, deux disparus alourdissant ce bilan...

Le 10 septembre, *Ange* reçut la visite de Maurice Buckmaster qui visitait alors « ses » réseaux Le 20 septembre, Les Boirayon, Ado Raimond et Marchand décollaient de Chambéon pour

Londres. A leur retour, Marchand demanda le 15 octobre à l'armée d'intégrer le groupe mais essuya un refus. Restait l'engagement individuel ou le retour au foyer : la majorité des hommes choisirent cette dernière option.

## Conclusion

Sur les 92 réseaux créés par le SOE en France, 56 étaient en action au 6 juin 1944. Les agents du SOE ont armé 250 000 résistants français et se sont livrés à d'efficaces opérations de sabotage. Eisenhower a estimé son travail à celui de 5 ou 6 divisions ! Le monument du groupe Ange, érigé sur la commune Gumières entre les cols des Limites et de L'homme mort porte les noms de vingt-huit combattants morts pour la France. Le sculpteur a donné à la représentation du « résistant blessé » le visage de Victor Branscieq - « Christian » - un des derniers survivants du groupe.

La poignée d'hommes et de femmes du groupe *Ange* qui vit en 2012 entretient la mémoire d'un réseau original, foncièrement apolitique et qui a su maintenir la solidarité née dans la clandestinité jusqu'à aujourd'hui.

P. C.

## Bibliographie

Collectif, *La Résistance dans la Loire*, CDROM, AERI, 2001.

Albert Maloire, *Le Forez dans la guerre 1939-1945*, Horvath, 1986.

Jean-Christophe Olive, *Etude de Newsagent-Ange, un réseau de la Résistance mis en place par le SOE britannique*, Mémoire de maîtrise d'histoire, université Jean Monnet, Saint-Etienne, 1995.

Marcel Ruby, *Mémorial du Coq Enchaîné*, CRDP de Lyon, 1976.



Le monument en hommage aux morts du groupe Ange aux Limites, sur la route de Montbrison à Saint-Anthème

# Liberté, liberté chérie

**Paul Bouchet**

*Paul Bouchet fait ici état de son expérience personnelle de Résistant, témoignage de l'élan qui l'a porté. Nous avons voulu conserver pour le lecteur les caractéristiques d'un exposé qui, visant à convaincre un auditoire plus encore qu'à décrire des situations, est prononcé en direct et sans notes. La transcription écrite que nous avons faite de son enregistrement porte alors les signes vivants de l'expression spontanée. On trouvera dans cette formulation la marque qu'on espère fidèle de la conviction de l'orateur.*

J'ai 88 ans, j'avais 16 ans en 1940 et 20 ans en 1944 à la Libération. Je porte un double regard sur cette époque, qui peut faire l'originalité de mon témoignage, modeste à comparer de celui d'historiens, qui ont systématiquement regardé l'ensemble des archives accessibles. Moi, je vais vous parler essentiellement de ce que j'ai vécu à ce moment-là. Et au passage, je ferai quelques incidentes sur ce que j'ai appris après, par ma vie mouvementée, notamment au Conseil d'Etat, qu'avait présidé René Cassin, le juriste de la France libre. C'est vous dire que, de sources très particulières, j'ai eu cette chance de pouvoir vérifier beaucoup de choses que je n'avais connues que par le petit bout. Alors, le petit bout, c'est quoi ? J'ai 16 ans en 1940... un effondrement... apprendre que son pays est défait... La liberté n'est pas un mot au fronton des mairies. On va être occupé, et on nous dit : l'Allemagne, les nazis... Ceux qui veulent des détails liront mon bouquin, ça le fera vendre, c'est pour ATD/quart monde. Je fais une retape, c'est la seule que je ferai !

Mais, c'est pas ça. Comment un jeune garçon, qui, jusqu'alors, a été élevé dans une famille très traditionnelle... On descend d'une famille de vigneron, qui sont vigneron sur la côte du Forez avant même la Révolution, on est des terriens. Mon père est petit fonctionnaire, à Panissières, parce qu'il est blessé de guerre, il a perdu un œil et il a eu un des emplois réservés qu'on donnait autrefois. Nous sommes des traditionalistes de la terre... Nous, depuis des siècles, on était des petits vigneron des côtes du Forez. Voilà mon héritage. Catholiques, traditionalistes comme la majorité dans cette région, avec un degré de culture assez fort. Mon père adorait les mathématiques. Il n'y aurait pas eu le phylloxéra, il aurait été un bon ingénieur, etc. C'est dans ce milieu-là qu'on m'a placé pour faire des études, à l'institution Victor-de-Laprade, qui était en même temps petit séminaire, on ne peut plus bien-pensant. Qu'est-ce que ça veut dire « bien-pensant » dans les époques comme ça ? J'entendais parler tout à l'heure, à juste titre : « droite », « gauche ». Qualifications... Mais ça me met hors de moi parce que, effectivement, les grands événements, la Résistance c'est pas le seul, la guerre d'Algérie, d'autres événements, la bataille pour le logement... redistribuent en permanence les cartes au-delà des étiquettes. Ce qui m'intéresse, c'est effectivement le contenu des positions.

Alors, pour simplifier, je voudrais vous dire comment j'ai vécu ce qu'on peut appeler les trois périodes successives qui, entre 1940 et 1944, obligent les gens à faire des choix, ou à ne pas en faire par lâche soulagement..., parce que, dans des événements complexes, il est parfois fort difficile de s'y retrouver. Pour ma part, je vais donc vivre, modestement, mais je crois avec une certaine... Bon ! oui, je suis assez fier de ce que j'ai fait, soyons clairs !

Je vais vivre les trois périodes successives. Je les découpe. D'abord, après 1940, dans cet abatement extrême, un pays par terre, vous ne pouvez pas imaginer ce que ça a été, les pleurs de rage d'un gamin... les pleurs de rage, avant qu'il existe quelque mouvement que ce soit... Qu'est-ce qui va arriver pour canaliser cette rage ?

J'ai été élève, comme je l'ai dit, à Victor-de-Laprade, sur la « sainte colline ». Je vais, après, faire ma philosophie, fin 40-début 41, là aussi dans un établissement, les Minimes à Lyon. Il s'appelle « les Minimes » par fausse modestie ! Bon ! là aussi, etc. Alors, j'arrive, c'est les

déplacements du Maréchal, qui est reçu par des foules immenses. Et de Gaulle, on ne sait pas qui c'est. Je m'excuse : juin 40, le nombre de gens qui avaient entendu 40, je peux vous dire que, parmi les professeurs mêmes du lycée, du collège, je peux vous dire qu'il y en avait très peu, très peu... Bien sûr, on entendait parler de de Gaulle, mais ça n'avait rien à voir avec Pétain, son charisme indubitable, la réception tant de fois décrite à la cathédrale, où le cardinal Gerlier, qui sera cependant un des grands évêques à être contre les persécutions antisémites, s'écrie : « Pétain, c'est la France, la France, c'est Pétain. » Alors, qu'on ne me parle pas de vichysme ou de pas vichysme. Il y a un moment donné où l'immense majorité du pays croit que Pétain - double jeu ou pas double jeu, il y a deux thèses - va effectivement être un bouclier et que de Gaulle sera l'épée. Bon ! Voilà. A la cour de récréation, les profs, quand on interrogeait, en gros, c'était ça.

Qu'est-ce qui va, moi, me faire engager dans une position plus nette ? Je tombe malade. On crevait tous de faim, hein ! L'hiver 40, à Lyon, on crachait nos poumons, pratiquement tous, on suçait nos ceintures de cuir, je raconte ça souvent, le soir dans les dortoirs, tellement on avait faim. Et on me ramène, j'allais dire quasi mourant. On annonce à mes frères que je ne vais pas survivre. A l'époque, y avait pas les antibiotiques. Je suis malade, très malade, à Panissières, où mon père venait d'être nommé percepteur des contributions directes. Ca va être dur, mais je vais avoir la chance historique - voilà pourquoi faut pas juger les êtres de loin - que, pour me soigner de cette maladie difficile, ce soit un certain médecin, le protestant du village, originaire du Chambon-sur-Lignon, qui sera, vous le savez, un des hauts lieux qui sauvera l'honneur lors des persécutions des juifs il y en a pas eu des milliers... C'est lui qui me soigne. Il deviendra un des chefs de la Résistance : c'est le docteur Eyraud, capitaine le Hurec, commandant Lelong, ses deux pseudos.

Et, pour soigner mon âme, à laquelle mes parents s'intéressent autant qu'à mon corps, y a un vicaire qui arrive, c'est le style du vicaire de l'époque, encore en soutane, ceinturon, jeune vicaire. Il vient d'être démobilisé, il était au 6<sup>e</sup> Cuir, les Lyonnais savent ce que c'était, le 6<sup>e</sup> Cuirassiers, qui s'était battu pour l'honneur... pour l'honneur - c'est des mots qui comptent... - malgré l'armistice jusqu'au dernier moment dans les gorges de Voreppe. Et il deviendra, sous le nom d'Antoine, l'autre chef de la Résistance. Mes mérites sont donc faibles. J'ai eu la chance de rencontrer, alors que j'étais encore étendu, que j'avais quelque loisir pour réfléchir, de rencontrer ces deux hommes.

Je guéris donc. A partir de l'année 41, ça va un peu mieux. Et là, il arrive de Montbrison - je le saurai plus tard, je le sais pas tout de suite - mais venant de Saint-Etienne, de Lyon mais surtout de Saint-Etienne, par les œuvres, l'abbé Dusserre, qui avait été un des professeurs d'histoire, là-haut, à Victor-de-Laprade, et qui m'avait, en juin 40, lorsque nous n'avions pas pu passer notre bac - avec Pierre Boulez, nous étions rentrés à pied - m'avait dit :

« Demain, le pire peut arriver et, quoi qu'il arrive, ne vous soumettez jamais. »

Ça, quand il faut abréger une morale, je vous conseille celle-là : ne vous soumettez jamais.

Bon ! Ensuite, Dusserre, je découvrirai que, précisément, il est un de ceux qui, par *Témoignage chrétien*, un mouvement nouveau, va incarner l'honneur chrétien. On est chrétien, là oui, c'est d'accord, l'honneur chrétien. Il se trouve qu'une partie des archives a suivi les méandres des difficultés. Un de mes amis est mort la semaine dernière même, qui avait conservé une partie des archives. J'en ai encore quelques-unes...

C'est donc en novembre 41, qui s'appelle *Témoignage chrétien*, initié par des Jésuites, essentiellement le père Chaillet, décide de protester, malgré l'engouement pour Vichy... pas attaquer la personne du Maréchal, c'est pas ça. La plupart des gens croyaient que le Maréchal était républicain, beaucoup de gens à gauche. Après coup, on en a fait une autre figure. C'est pas vrai du tout. Il avait des cautions à gauche. Là aussi, les classifications ! De grâce, ne vous attardez pas aux étiquettes, regardez la véritable histoire.

Ceci étant, et pour revenir à *Témoignage chrétien*, il y a un manifeste, un journal, des cahiers, des courriers. Rupture avec les tièdes ! Voilà ce qui est dit. Alors, jeunesse d'un pays effondré, à quelques-uns, rupture avec les tièdes ! On dit pas : la droite, la gauche, le centre. Non !



Ce n'est pas le moment des tièdes. Or, le pays était tiède parce que le pays était effondré. Lâche soulagement : c'est facile à dire après coup. Les uns seraient des courageux et les autres seraient des lâches. C'est pas comme ça. Mais c'est vrai que le pays était abattu terriblement. Ce pays ne savait plus où se retrouver. Il savait plus. Alors, tantôt, on s'adressait au brave Pétain, tantôt on écoutait la radio anglaise, peu à peu, ce qui était pas commode parce qu'elle était brouillée, en plus.

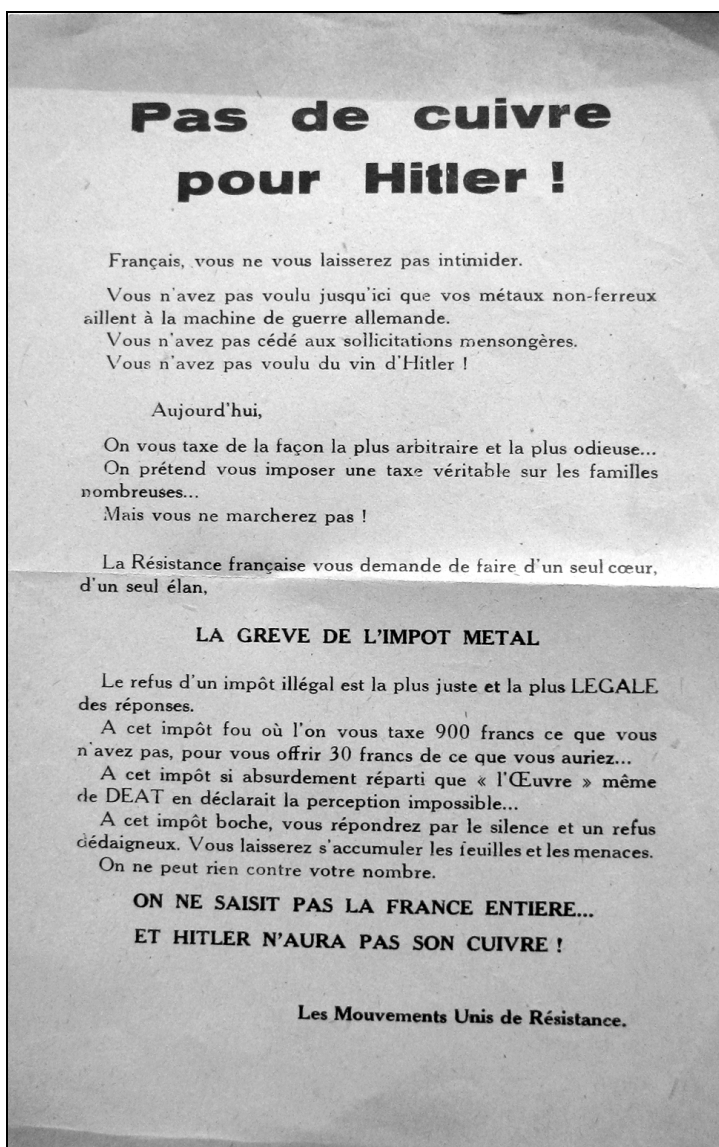
Et il y a là, donc, un journal qui affiche, au poteau : le sang des martyrs... le sang des martyrs n'a jamais coulé en vain. On vous appelle à être capables d'être des martyrs. C'est pas de choisir, de prendre une carte, même dans un mouvement, comme ça. Non, on vous dit : ce qui se vit, c'est le sens de votre vie. Ne soyez pas un tiède. Voilà ce que j'ai compris, moi, et que, fort heureusement, beaucoup d'autres ont compris, sous des formes diverses, avec des égarements passagers. Mais ce mouvement, à l'honneur de *Témoignage chrétien*, a su, dès le premier jour, su ce qu'il fallait dire. Dans les moments terribles, on n'est pas tiède. Et vous verrez qu'après, les mouvements de résistance, pendant des années, citaient qui ? ... citaient Clemenceau, citaient les gens qui faisaient émerger... les soldats de l'an II, faisaient émerger ceux qui avaient un élan, ceux qui passaient pas leur temps à analyser la situation éternellement, le pour et le contre, etc. non !



Alors le premier épisode, c'est donc le temps des témoignages civils, ce qu'on appelle la résistance civile. Y a divers mouvements. Parmi ceux-là, y a *Témoignage chrétien*. Et, pour une grande part, il venait de Lyon et Saint-Etienne. Et il est acheminé par Montbrison, largement, notamment par le père Dusserre, professeur d'histoire et le supérieur, qui s'appelle l'abbé Duperray. C'est un réseau d'importance car il jouera beaucoup de rôles après pour une partie du clergé. Beaucoup de curés étaient comme la majorité de la population, ils étaient pour le brave maréchal, ils étaient des anciens combattants eux-mêmes. Le jeune clergé, en revanche, a été révolté, comme je le raconte dans mon livre, par exemple, par cette espèce d'exercice épouvantable de résignation, de

repentance, qui était le contraire, précisément, de la tiédeur. A Feurs... à Feurs, j'ai vu... j'ai vu défiler des espèces de moines, capucins, pieds nus, criant : « La France a péché... la France a péché... » On a perdu la guerre non pas parce que les militaires ou les politiques l'avaient pas préparée, ou les militaires l'avaient mal conduite ou etc., ... Non ! On avait perdu parce que la France avait péché ! Bon ! Moi, je veux bien... moi je veux bien. Mais quand on entend de tels discours, vous comprenez qu'il faut choisir : ou on se résigne pour sa vie, ou, effectivement, on dit : Assez !

Alors, dans ce climat-là... dans ce climat-là, *Témoignage chrétien* incarne le sursaut premier. Et dans la résistance civile, il y a, fort heureusement, dès le départ, une grande partie du syndicalisme chrétien, par exemple, de l'époque... ceux que vous avez cités tout à l'heure, est de ce courant, courant très fort. Y a parallèlement d'autres courants. Le parti communiste, après être divisé dans un premier temps sur la réédition de *l'Humanité*, très vite, aura un certain nombre des membres qui seront au premier rang de la Résistance. Là aussi, ne collons pas d'étiquettes faciles.



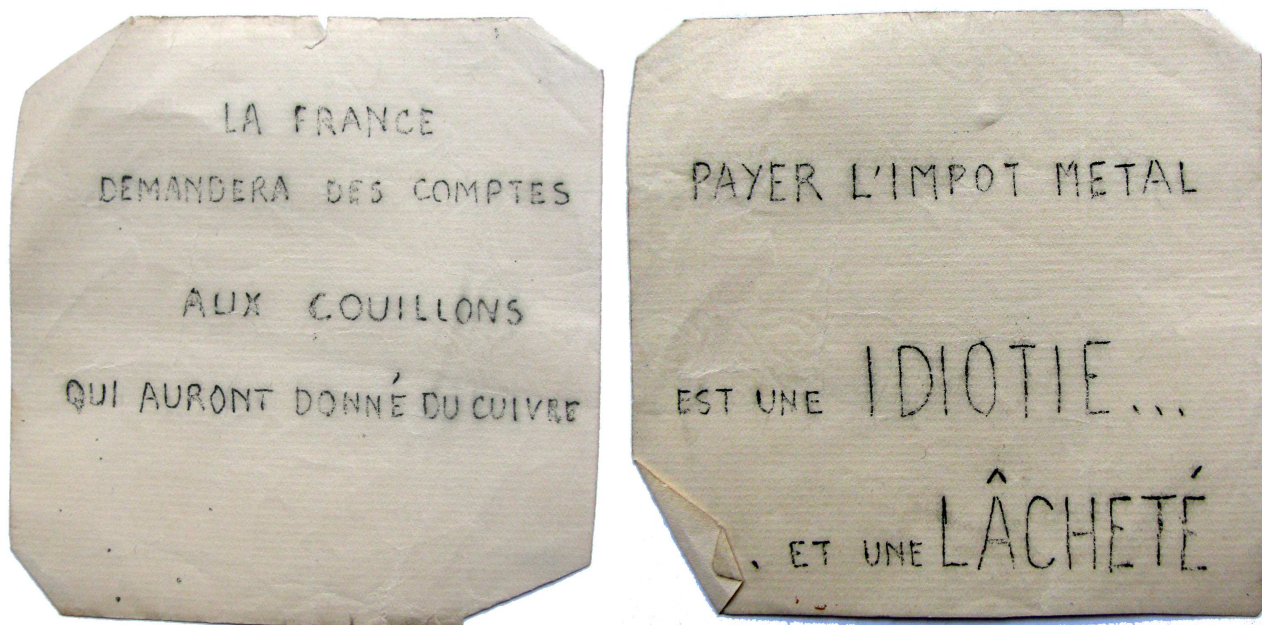
Mais c'est le temps de la résistance civile. Qu'est-ce qu'on fait pendant ce temps de la résistance civile ? Eh bien ! On agit sur l'opinion. Alors, l'opinion, c'est quoi ? Je vais vous donner quelques petits exemples pour montrer que... Je voudrais rester modeste. Qu'est-ce qu'on faisait ? Alors, on distribuait *T. C.* Mais c'était pas des milliers d'exemplaires, c'était comme on voulait. En revanche, y a eu un épisode, par exemple, dont je voudrais que vous mesuriez la portée parce que ça pourrait porter à sourire. Y avait ce qu'on appelle le cuivre. Les Allemands avaient besoin... A l'heure actuelle, on fait des sanctions économiques contre les Syriens... Les Allemands avaient besoin de cuivre, essentiellement parce que, pour les armes, les nouvelles notamment, il fallait du cuivre. Ils avaient déboulonné je ne sais combien de statues et continuaient, avec l'accord de Vichy... les dirigeants, pas tous... mais ceux qui avaient couvert cette opération. Et notre mouvement, puis les mouvements de résistance, ont fait un petit tract, vous savez, je l'ai encore : "Pas de cuivre pour Hitler". Ça, au moins, c'est simple... Et y'a des gens qui disaient : « Ah ben ! après tout, j'ai du cuivre qui traîne dans mon grenier. Pourquoi pas ? Ça fera un peu d'argent. »

(archives personnelles P. Bouchet)



Eh oui ! L'esprit de cupidité règne en tout temps et dans toutes les âmes. "Pas de cuivre pour Hitler" Français, ne vous laissez pas intimider. Vous n'avez pas voulu que, jusqu'ici, vos métaux non ferreux aillent à la machine de guerre allemande. Vous n'avez pas cédé aux sollicitations mensongères. Aujourd'hui, on vous taxe, car Vichy parlait de taxer, etc. Je ne paierai pas.

Alors, on fait des petits tracts, c'est vous dire combien elle est modeste, la résistance du début. "Payer l'impôt-métal est une idiotie et une lâcheté". Et ça, c'est une vraie lâcheté, effectivement. Une idiotie et une lâcheté. Comme ça suffisait pas, deuxième tract, des petits trucs comme ça, qu'on mettait dans les boîtes aux lettres : "La France demandera des comptes aux couillons qui auront donné du cuivre"... On parlait pas de les fusiller tout de suite ! On parlait de leur demander des comptes. Moi, je trouve ça très bien. Après coup, je n'ai aucun regret. Alors, voilà de petits exemples de la première phase. On essaie de se remettre dans le courant, de ne pas accepter n'importe quoi.



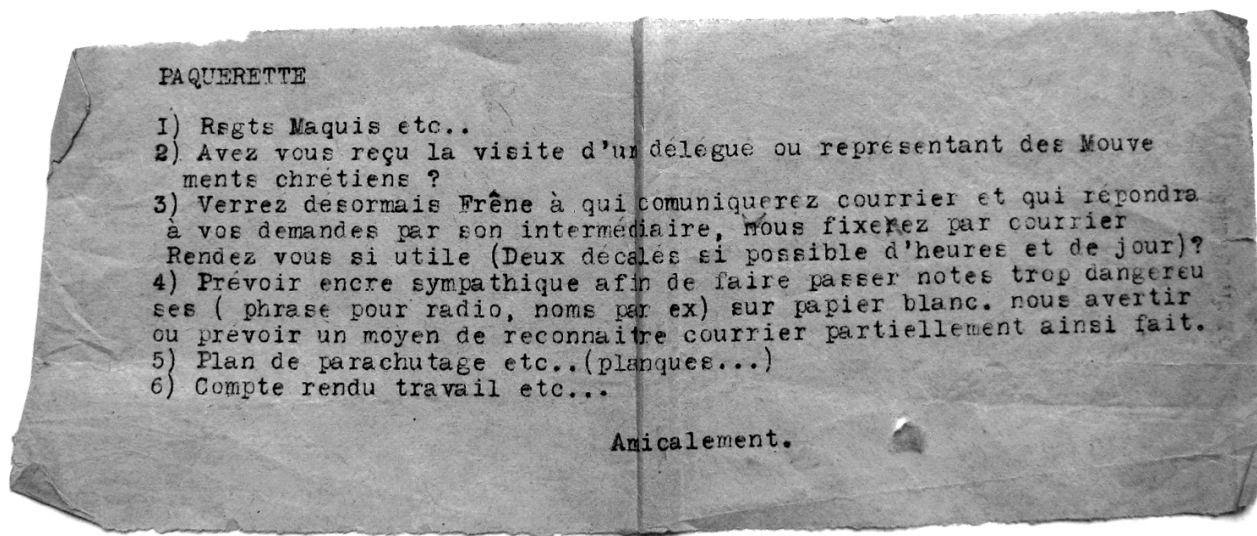
*On fait des petits tracts...*  
(archives personnelles P. Bouchet)

Alors, il est bien évident que c'est pas suffisant, cette partie-là. Et, à partir de 1942, les Allemands envahissent l'URSS, l'Amérique entre en guerre après, avec le Japon... les choses changent. Quand on vous dit : « Les Résistants des premiers temps... », moi, ça me fait rire : comme si 40, 41, 42, c'était équivalent ! Evidemment, c'est jamais pareil, c'est pas les mêmes formes de résistance, c'est évident. Mais après la résistance civile, après novembre 42, les Allemands sont à nouveau en zone libre. On passe de ce qu'on appelle la résistance civile à la résistance armée. Il s'agit plus d'avoir des groupes de presse ou d'éditer des trucs pour faire peur aux couillons. Il faut trouver des armes et apprendre à s'en servir.

42, moi, j'avais 18 ans, je commençais à aller mieux. Et là, je rentre en contact, toujours par *Témoignage chrétien*, à Feurs, avec un étudiant en médecine, que vous avez mentionné, qui s'appelle Jean Bergeret, qui était un des pionniers de *Témoignage chrétien*... vraiment un des pionniers de *Témoignage chrétien*. Alors, on se met d'accord : « Tu te charges de Panissières, tout ce secteur-là, tu te démerdes, faut constituer un groupe. Et puis on verra... » Alors, pour vous dire les petites anecdotes, la Résistance, vous savez, elle a appris beaucoup, au fur du temps, par ses échecs, par ses imprudences... Au début, c'était même presque risible. Alors, on avait évidemment

des noms de code. Panissières, c'était Pâquerette. Feurs, c'était Frêne. Evidemment, y avait la première lettre : fallait quand même, quand on avait la pétoche, qu'on se trompe pas trop ! Ça me paraît un peu dérisoire, après... Mais je suis très ému d'avoir gardé quelques traces... quelques traces.

J'ai les premiers trucs, les mots d'ordre (que Paul Bouchet parcourt en les présentant au public).



*Panissières, c'était Pâquerette*

(archives personnelles P. Bouchet)

Comme ils vont paraître, après coup naïfs ! « 1. Pâquerette... 1. Renseignements, maquis, etc. » C'est pas les maquis, on n'est pas encore, ce sera l'année suivante. On prévoit qu'il faudra un jour former des maquis, qu'il faut avoir des emplacements de maquis, comme des emplacements de parachutage. « Avez-vous reçu la visite d'un délégué représentant des mouvements chrétiens ? » Ben ! oui, moi j'en avais un puisque c'était par lui que j'avais reçu ça. On me donnait un petit truc. Ça aussi, c'était des petits trucs en papier bleu, qu'on pouvait mettre un peu partout. « Vous verrez des hommes en Frêne à qui communiquerez le courrier et qui répondra à vos demandes. Par son intermédiaire, vous fixerez par courrier rendez-vous si utile. Le décaler si possible. Durée : deux jours. Prévoir encre sympathique - je me croyais encore au collège ! - prévoir encre sympathique afin de faire passer note trop dangereuse, phrase pour radio, nom par exemple. Sur papier blanc, nous avertir, ou moyen de reconnaître courrier particulièrement ainsi fait. 5 : plan de parachutage. 6 : compte rendu travail. Etc. Amicalement. »

Voilà ! Voilà avec quelle pauvreté extrême de moyens, mais quel enthousiasme admirable, des gens, des jeunes gens de moins de vingt ans se disent : « On n'acceptera pas, Vichy ou pas Vichy, on va faire ce qu'on pourra. »

Et, à partir de ce moment-là, va commencer le temps des armes. Alors, les armes, il a d'abord fallu les trouver tout seuls. Alors, on a raclé les pistolets chez... parce qu'il faut savoir que, dès le jour de la défaite, était passée dans la commune l'annonce : "toutes les armes doivent être déposées à la mairie, y compris les fusils de chasse". Mon père avait caché le sien sous un fagot. Ils ont été rendus à la Libération, même les fusils de chasse. Donc, chacun avait gardé son revolver. Il fallait repérer d'abord où étaient ceux qui avaient gardé les revolvers et qui acceptaient de les

donner. Un petit stock, pas beaucoup. Surtout un vieux Mauser. C'est pas avec ça, effectivement, qu'on allait faire reculer les Allemands !

Mais, très vite, on a pris de l'audace, qui, elle, va peut-être être moins comprise. C'est que les gendarmes avaient été renforcés, à la suite de divers incidents à la fin de 42 et début 43. Et y avait des gendarmes, la gendarmerie était pleine, avec un armement nouveau, renforcé. Et certains gendarmes logeaient en ville - si je puis dire pour Panissières, 3 500 habitants ! Mais derrière l'église, y avait un logement civil dans lequel y avait un gendarme, notamment, que je pouvais pas voir en peinture. Ça tombait bien, parce que ça avait renforcé mon courage... Alors lui, il avait peur déjà à l'époque, et il couchait au premier étage de la maison où y avait en bas une brave veuve et au-dessus il avait loué une chambre, où il était avec son mousqueton, magnifique mousqueton, ... de munitions. Alors, on décide de faire un coup. Alors, petit détail : avec qui ? Je faisais du théâtre, on n'était pas reclus. Je faisais du théâtre avec une trentaine de jeunes gens et jeunes filles de mon âge ou à peu près, tous patriotes, y a jamais eu un collabo dans ces gens-là. Mais Bergeret m'avait dit :

- Ah ! pour passer à la phase suivante, faut constituer des sizaines. Faut que tu en trouves cinq autres avec toi, tu seras responsable d'une sizaine. Après, vous vous regrouperez à cinq, ça fera une trentaine. Ce sera un groupe franc.

Ça change ! C'est plus seulement dénoncer les couillons. Alors, c'est donc dans ce cadre-là que je constitue une sizaine. Je trouve qui ? Je trouve d'abord, c'est relativement facile, quelqu'un qui n'est pas du village, qui est un Alsacien réfugié, qui enseigne à l'école libre. Un Alsacien réfugié, c'est facile ! Après, je trouve un autre étudiant, y avait beaucoup moins d'étudiants que maintenant, un autre étudiant comme moi du niveau de la philo. Je le convaincs. Après, je trouve un apprenti mécanicien, avec qui je faisais de la gym. On part comme ça, les premiers. C'est ceux-là avec qui je ferai le premier coup. Après, je trouverai un paysan, un jaciste. Toute la JAC est un réseau extrêmement intéressant pour se protéger après. Et puis, je trouverai un autre camarade qui, lui, était tisseur à domicile, qui habitait pas loin de chez moi, qui était un type qui, au départ... on était très différent. Lui avait des inquiétudes religieuses très profondes... justement, nous discussions beaucoup. C'était un garçon admirable. Il est mort, ils sont tous morts, hélas ! Mais, si, un jour, vous comprenez ce que veut dire le mot « fraternité », comme celui de « liberté », essayez de vivre une expérience comme celle-là. C'est prodigieux. Ça, c'était des frères !

Alors, revenons à notre premier coup pour avoir une arme. On décide d'attaquer, donc, dans la maison, le repaire du gendarme, Caillon. Il s'appelait Caillon... pas de ma faute ! Alors, la nuit, bien sûr, - on rôdait pas dans les rues à l'époque - c'était près de l'église, on faisait comme si... on monte à l'étage. J'avais fait des relevés de serrure, on avait ses clés. On y va. Malheureusement, ça marchait pas. Pas encore très compétents, les camarades, même le jeune apprenti métallurgiste ! Alors, rentrer ? Jamais ! Il nous faut cette arme. Puis on regardait par le trou de la serrure ; on avait l'impression qu'on la voyait, elle pendait là, dans une vague lueur... Il nous faut cette arme, faut le mousqueton. Alors, on dit :

- Ben ! écoute - j'étais le chef, quoi ! - Ecoute, Roger, les deux autres... On s'appuie contre le mur en face - y avait un petit palier -, on défonce la porte. Tant pis ! On y va.

- Ça va hurler !

- Tant pis ! Ecoute, on se débrouillera... on défonce la porte.

On s'en voit... Ça hurlait au rez-de-chaussée... Ça hurlait, comme si on l'égorgeait. On arrive, encore plus de boucan, la porte tombe. On saisit dans l'ombre... on saisit l'arme. Si vous saviez... On aurait saisi le ciboire, je sais pas quoi... J'ai dit :

- N'oublie pas les munitions.

On ramasse les chargeurs, et on se taille dans la nuit, mais on se dit :

- Pourvu qu'on rencontre personne...

Je vous dis des anecdotes parce que les grandes histoires, d'autres vous les diront mieux que moi. Mais ça vous fera comprendre quand même les choses, peut-être.

On rentre... Je cache les trucs, tout ça... Et le lendemain - mon père était donc fonctionnaire, il avait son bureau. Les gendarmes viennent, faisant une enquête dans le village, furieux. Elle regarde un des leurs, en plus. Ils racontent à mon père, etc. Mon père, en plus, était président de la légion des combattants, paré de tout le prestige des anciens combattants, etc. Il n'aimait pas Pétain parce qu'il le considérait comme défaitiste. Mais il n'en reste pas moins qu'il était très présentable à tous égards. Puis c'était un fonctionnaire. Alors on explique :

- Ah ! mais on va les avoir, parce qu'on a relevé des empreintes.

Qu'est-ce qu'ils ont pu relever ? Alors, moi j'entends... Mon père raconte ça. Alors les empreintes, à l'époque, c'est qu'on avait... Je vous immerge dans l'esprit de l'époque : on portait, quand les souliers étaient usés, très vite, on portait des espèces de socquettes en bois et on mettait dessous, pour ne pas les user, des morceaux de pneu, comme des raies. Alors, quand on s'est appuyé, il a fallu qu'on se mette tous les deux... des forces terribles : on avait laissé nos empreintes comme une signature sur le mur du palier d'en face. Et les gendarmes, malheur ! avaient repéré... Plus tard, je plaiderai beaucoup de procès d'assises, j'en plaiderai jamais autant... s'accumuler derrière une seule preuve de cette importance ! Bon, alors, évidemment, je vais prévenir Roger et je lui dis :

- Tu décloues, tu recloues, mais sans laisser des clous, on fait ... en mettant des trucs plus larges, etc.

Première opération de ma glorieuse résistance : avoir une arme, et qu'on s'est procurée soi-même ! Si vous saviez ce que c'est, cette espèce de fierté retrouvée alors que... avoir vécu l'humiliation, c'est terrible !

Alors après, ben ! après, j'aurai une Sten, comme tout le monde, récupérée sur un parachutage. Les Sten, c'était des petites mitraillettes. C'était tout à fait nouveau, on n'avait jamais vu un instrument comme ça. Alors, j'avais une Sten, et puis après, ça s'est étoffé un peu. Mais, surtout, on faisait des coups, on s'organisait peu à peu. Le modeste groupe franc, la sizaine, par exemple Pâquerette (Panissières), quand Frêne avait des coups à faire dans la journée - on pouvait pas tout faire la nuit - alors, eux, ils étaient repérés, les gens, ils voulaient pas se faire repérer, alors, c'est nous qui descendions, en vélo... évidemment en vélo. On descendait à quatre, rarement à six... y avait deux qui faisaient des guets, y avait un qui agissait - en général c'était mon rôle parce que j'étais responsable - et l'autre était là s'il m'arrivait quelque chose. Alors, les trucs, c'était, par exemple, de récupérer - ce sera un peu plus tard, mais c'est le type d'opération symbolique - des véhicules quand on passera au troisième stade, pour le maquis... le maquis, je dirais un combat plus sanglant.

Mais au moment où on prépare les maquis, il fallait notamment, et ça s'organisait pas mal... Ils allaient recevoir des parachutages. Mais on leur parachutait pas, par exemple, des véhicules entiers. Alors, il fallait des véhicules pour pouvoir bouger. Alors, dans notre région, je vous donne l'exemple quotidien de ce qu'est la Résistance dans un coin comme... On nous donne l'ordre : il faut trouver, si possible, une camionnette, on puisse entasser plusieurs gars et transporter des choses. Et puis alors, les mauvaises langues qui disaient :

- Oui, mais, ils vont voler les jambons chez les paysans pour nourrir leurs maquis...

Bon ! passons... On entendait tout. Il faut que tu trouves une camionnette. Qu'importe ! Et puis, on te signale qu'il y a Untel, fonctionnaire de Vichy qui, lui, a une camionnette qu'il a mise sur cale, mais qui est chez lui. Il faut aller lui la piquer. Très bien ! Alors, ça, on descendait de Panissières à Feurs, voyez, en vélo. Fallait remonter derrière... C'est pas la crainte de remonter, mais faut voir ce que ça veut dire, de pouvoir se faire coincer tout au long.

Alors, on descend en plein jour. Alors, là on commençait à voir des tenues improvisées... Alors, ça me fait rire... Ça (montrant un brassard), c'était pour ne pas être fusillé parce que, selon les lois de la guerre, faut être franc-tireur reconnu. Il fallait porter, etc. Ça, c'est très bien... En général, ceux-là (montrant d'autres insignes) ont été portés par ceux qu'on appelait, nous, les RMS, les résistants du mois de septembre. C'est le défilé d'après la Libération.

Mon brassard, celui avec lequel j'ai fait le coup, je l'ai encore ici. Le voilà, il est tout sale. Il a été imprimé par l'imprimeur du pays, avec les caractères... Voilà avec quoi j'ai été faire des coups. C'était l'autogestion comme on a dit après, l'autogestion tout à fait complète !



***Mon brassard... Je l'ai encore***

Alors là, par exemple, on descend. Mais le problème... l'indigence des moyens est terrible. Y a pas que les grandes luttes, y a pas que les réseaux, Buckmaster et autres, très bien organisés, et armés. Ils ont pris des risques fantastiques, c'est pas ce que je veux dire, mais qui avaient des moyens parce qu'ils relevaient de grandes organisations. Nous, fallait se démerder tout seuls.

Et là... là, effectivement, on avait bien l'ordre de l'Armée secrète - parce qu'on était passé de *Témoignage chrétien* à l'Armée secrète -, on avait bien des indications précises, où se trouvait cette camionnette à récupérer. On y va... C'était entouré de maisons. J'arrive... J'avais pris un béret. Les miliciens mettaient aussi des bérets. Mais heureusement, y avait le brassard. Et puis, l'arme au poing... Pendant l'occupation : je sais pas si vous vous rendez compte de ce que ça voulait dire. Et tous les voisins, c'était pas comme la vieille qui se mettait à hurler, mais les voisins disaient :

- Mais qu'est-ce qui se passe ?

- Ordre de la Résistance.

On parlait pas de de Gaulle.

- Ordre de la Résistance. Restez tranquilles, il ne se passera rien, braves gens.

On avait 18 ans...

On rentre ... Bon ! L'intéressé n'était pas là, le fonctionnaire de Vichy n'était pas là. Puis, c'était un brave homme, hein ! Sa femme se met évidemment, elle aussi ... :

- Qu'est-ce qui arrive ? Qu'est-ce que vous voulez ? Que se passe-t-il ?

- On fusille personne. Y a un véhicule qui doit quitter cette maison, etc.

- Ben non ! Qu'est-ce qui arrive ?



Le malheur, c'est qu'on essaie, on était de très mauvais mécanos. Y avait peu de permis de conduire à l'époque. Alors, heureusement, la Résistance, elle était quand même un peu organisée. Y avait un instituteur, je crois que c'est à Salvizinet, ou à Civens, je me souviens plus, mais pas loin, là, qui, lui, savait conduire et savait se dépanner. Alors, il était prévu qu'on l'appelle si y avait un problème. Il arrive. Le temps passait, hein ! Ça voulait pas partir, ce truc... Finalement, on part, glorieux. Et c'est ainsi que le futur maquis a eu...

Voilà des petites anecdotes, ce que c'était... Pas une gloire. Simplement, je veux dire que, là, y avait pas de tricherie. Vous étiez arrêté, vous passiez après... à Lyon, le tribunal était présidé par Darnand en personne. On était fusillé pour moins que ça... Il faut quand même comprendre les choses. C'est pas des grands discours, des grandes choses. Là, tout simplement, y a des gens qui étaient prêts à dire : "Le temps de martyrs est arrivé". Sans mots excessifs, tout simplement, c'est comme ça. Et y en a eu beaucoup, beaucoup de gens qui ont caché... qui ont pris des risques... de leur vie.

Alors, moi, mes camarades, ils sont tous morts, les cinq autres. Je les cite par leur prénom dans mon ouvrage. Je dis qu'ils ont été, c'est un mot de Pierre Brossolette, qui, lui-même, est un martyr de la Résistance : il s'est jeté par la fenêtre pour ne pas parler. Pierre Brossolette disait : « Les réseaux de base sont les soutiers de la gloire. » Nous étions des soutiers ; j'ai été un petit soutier. Mais je préfère avoir été dans la soute qu'avoir fait le glorieux je sais pas où, dans les parades clérico-militaires qu'y avait à Vichy par exemple, ces trucs-là...

Alors, le reste... Faut parler aussi de la phase Armée secrète. Elle révèle comment on se coordonne. L'Armée secrète, c'est quand même quelque chose qui se constitue peu à peu, parallèlement aux réseaux civils, les MUR (Mouvements unis de résistance), les Combat, Libération, Franc-tireur. On distribue tous les journaux, on les reçoit peu à peu. A partir de 42. Je les ai là (les montrant au public). J'ai encore des journaux. Faut voir le ton ! Ce que je voudrais que vous compreniez, c'est le ton. Le ton, c'est pas du ton de tiède. Alors là, ça par exemple, c'est Combat. Combat était dirigé par un ancien capitaine, Frénay, qui s'entendait mal, lui-même, avec Jean Moulin ; c'est d'autres problèmes, pour ceux qui ont lu le bouquin. La devise de Combat, j'ai là le numéro de décembre 43 : "Dans la guerre comme dans la paix. Le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais". Clemenceau. Alors, qu'est-ce qu'y a ? Nous ne voulons plus. Qu'est-ce que nous ne voulons plus ? 43, on est loin de la victoire, très loin de la victoire en 43. « Nous ne voulons plus recommencer la république des camarades. » C'est ni de gauche ni de droite, vous savez ! Vous allez lire... Y a des lectures absolument faussées à l'heure actuelle, sur la variété de la Résistance... « Mais nous n'acceptons pas que l'on attribue à un régime... nous sommes républicains. » Voilà ! « Nous ne voulons plus d'un système parlementaire impuissant devant les puissances capitalistes... » Vous avez entendu parler, ces jours-ci, du diktat des financiers. Il se trouve que, déjà en 43, en pleine guerre, on ne pensait pas seulement à vaincre l'Allemand, le combat était aussi cela.

Et encore une fois, Combat, c'est un capitaine, comme tant d'autres, qui, lui-même, pense que l'armée de Vichy va se soulever, etc. comme de Lattre qui sert l'armée de Vichy à ce moment-là, de Lattre de Tassigny. Redistribuez, je vous en supplie, les catégories toutes faites. Alors... « nous ne voulons plus, nous ne voulons plus, nous ne voulons plus... Nous voulons une république qui va être républicaine... » etc. qui veut des réformes sociales, etc. On affiche des trucs : voilà, de ma main, à la Libération, voilà ce qu'on affichait : « Les hommes de bonne volonté... », des tracts de tous bords. Le préfet de la Libération : « Qui divise trahit. » On était absolument contre les tentatives de ceux qui, en général, n'étaient pas ceux qui s'étaient le plus engagés dans la Résistance, et qui commençaient à mettre des catégories.

Alors, les catégories, évidemment, se sont renforcées vers la troisième phase. Y a eu la résistance civile : action sur l'opinion. Y a eu la résistance armée, en autogestion, comme je le disais, au départ puis par les parachutages et puis les groupes organisés comme Ange et tout... ça faisait beaucoup de choses. Et puis après, y a eu le temps des maquis. Le temps des maquis, c'est

essentiellement quand arrive le STO. C'est là ce qui renforce. Avant, y a eu de très petits groupes, dont on vous a parlé. Ça, c'est fin 43, 44. Alors là, nous, non seulement on sera chargé d'être en liaison avec les maquis, les réseaux... donc continuer à aider les maquis.

Et je vais vivre un épisode absolument terrible, que je raconte aussi, qui est mars, la semaine sainte, pour reprendre le titre d'Aragon, la semaine sainte de 1944. Semaine sainte de 1944, le débarquement est de juin, quelques semaines plus tard... Il y a, à côté de Panissières, très exactement à Montchal, le petit village de Montchal, y a un maquis, FTP. Donc, il n'est pas du même bord. Il n'est pas *Témoignage chrétien*, c'est un maquis communiste. C'est moi qui sauverai ses archives. Y a des propos antireligieux, ce qui valait surtout par leur bêtise simpliste. Mais c'était des braves, qui étaient prêts à se battre, des frères de combat. Alors, ce maquis-là, il va être attaqué par qui ? Pas par les Allemands, même pas par les miliciens... Par les gendarmes... ! Sur ordre du préfet en personne <sup>26</sup> ; il arrive de Vichy. Et c'est des gendarmes qu'on connaissait, qu'on voyait tous les jours dans la rue. La fille du brigadier faisait du théâtre avec moi. Ce sont ces gendarmes-là qui reçoivent l'ordre d'attaquer le maquis. Ils les attaquent pas comme ça en leur lançant des fleurs, ou même en leur demandant de lever les mains. Au fusil-mitrailleur : cinq morts au tapis. Cinq morts, cinq autres qui s'enfuient dans les bois, qui sont arrêtés plus loin et qui mourront dans les camps. On ferait bien de rappeler cela plutôt que de perdre son temps dans des petites choses, des petites anecdotes. Il est vrai que là, la lâcheté de Vichy est terrible. Et c'est pas parce que c'est Vichy, c'est parce que des hommes considérables... à Vichy y avait des gens d'une extrême qualité... ont pu aller jusque-là.

Alors, je suis devenu conseiller d'Etat. Je vais poursuivre sur ce problème avant de passer à autre chose. Je suis devenu conseiller d'Etat. Bon ! par des hasards de l'histoire. Celui qui avait été nommé pour sauver le Conseil d'Etat s'appelait René Cassin, le juriste de la France libre. C'est lui qui était arrivé... voir de Gaulle, dès juin 40, un des tout premiers, et qui avait dit au général :

- Excusez-moi, mon général, je viens à vous, je vais pas vous servir à grand-chose - y avait pas grand monde autour de lui en juin 40 -, je vais pas vous servir à grand-chose, mais je suis un ancien combattant de 14-18, je suis invalide, je suis pas très fort. Par ailleurs, je suis juif, ça va peut-être vous gêner - parce qu'y avait toutes les campagnes anti-juives. Mais je suis à votre service.

De Gaulle le regarde. C'est lui qui raconte ça, Cassin.

- Cassin, vos allez négocier avec Churchill.

- Churchill, mon général !... Mais au nom de quoi, au nom de qui, mon général ? Nous sommes quoi ? Nous sommes une légion, une...

- Cassin, nous sommes la France...

Et c'est ainsi que le futur président du Conseil d'Etat va voir Churchill, sans autre mandat que celui d'un général de division à titre temporaire, qui est payé par les Anglais, il a pas de fin de mois, et qui arrive et qui dit :

- Je viens négocier au nom de la France.

---

<sup>26</sup> A l'issue de l'exposé de Paul Bouchet, l'un des auditeurs célèbre la mémoire du résistant tchèque victime de cette fusillade, dont il est question plus loin. Puis il tient à dire combien il a été « choqué » d'apprendre, il y a seulement quelques années, que « après quelques procès, quelques études de dossiers personnels », ce préfet « n'est pas resté en fonction comme fonctionnaire de la République ; il a changé de département et il a été député de la France pendant une dizaine d'années [...]. Faire tuer des gens, des Français, et aller ensuite les représenter, il y a quelque chose d'innommable. » Un autre auditeur ajoute que « non seulement il a été député, mais il a failli devenir ministre, en 53, et c'est une campagne du *Patriote* de Saint-Etienne qui a alerté sur [son passé] et qui a empêché qu'il entre dans un cabinet. Et Paul Bouchet précise qu' « il est passé entre-temps comme conseiller du grand patronat ».

Quand Cassin racontait ça, là, y a un élan qui passe. On n'est pas dans les querelles subalternes, c'est une autre vision de ce que peut être un pays. C'est pas des querelles sur l'identité française, sur le nombre d'étrangers. Je signale que, y compris dans le maquis de Montchal, y avait un réfugié tchèque. C'est grotesque, c'est grotesque, ces divisions d'après-coup. Ça existait pas à l'époque. Les forces françaises de l'extérieur : savez-vous que 18 % seulement étaient originaires de la métropole ? Que les autres membres des forces françaises libres, sous la direction de Leclerc de Hauteclocque, qui, lui-même, n'était pas un prolétaire, qui est un type admirable, c'est essentiellement des gens qui venaient des colonies, comme on disait encore à l'époque, l'Empire français, l'union française que nous ne saurons pas faire, à qui nous refuserons, obstinément, jusqu'au dernier moment, l'égalité, même sur le plan des élections ?

Moi, je tiens à rappeler cela parce que, si on ne comprend pas ça, la Résistance n'a pas de sens. La Résistance a voulu cela, a voulu vraiment un autre monde.

Pour y revenir, je vivrai donc ce temps des maquis avec cette... tache intolérable que ce soit des gendarmes français qui ont été obligés de faire ça sur ordre, et qui l'ont fait... et qui l'ont fait. Après, bon ! on en a parlé, on a essayé, ben ! ré-apaiser certains, en leur disant : qu'avez-vous fait ? Mais l'apprentissage de cette époque laisse une brûlure intense dans l'âme du petit garçon de seize ans qui avait voulu ne pas être tiède. Je crois réellement... il y a trop d'argumenteurs. J'ai exercé pendant quarante ans un métier... vous savez, on argumente pour et contre toute la journée, le matin, le soir, et la nuit même de temps en temps quand ça se prolonge. J'ai plaidé pour des dirigeants algériens, j'ai plaidé pour Ben Bella. J'ai plaidé pour Ben Bella qui me disait alors qu'il était encore prisonnier :

- Mon plus beau rêve, mon souvenir...

Ecoutez ça ! Il était encore en prison. On l'avait détourné de façon totalement illégale :

- Je me souviens des Noëls où, avec les Pieds-noirs (puisque c'était l'armée d'Afrique) nous partageons, nous, les Musulmans, les colis de Noël.

Il est mort il y a quelques jours, Ben Bella, en même temps qu'un des grands résistants, Raymond Aubrac, que j'ai bien connu par la suite, notamment dans le collège des médiateurs, avec qui nous avons beaucoup travaillé. J'ai regardé la presse française... Croyez pas que je m'éloigne de la Résistance. Pas du tout. La bataille d'opinion, c'est la même. A part *Le Monde*, je reconnais, que j'ai trouvé, je ne sais pas si vous avez d'autres exemples à me donner. Dans la presse française, pour Aubrac, c'est à peu près correct. Pour Ben Bella, seul *Le Monde* a rappelé que Ben Bella, avant de devenir le chef de l'insurrection par désespoir de la trahison par la France de sa parole, avait été l'adjudant le plus décoré de l'armée française en descendant de Cassino parce qu'il avait sauvé son capitaine. On n'a même pas trouvé la possibilité de donner quelques lignes... Fallait que ce soit le bougnoule... Depuis qu'on est parti, c'est pas mieux, n'est-ce pas ? C'est ça qui est important, c'est pas de rappeler comment un homme comme celui-là a pu être amené, quelques mois après... Moi, j'ai discuté avec lui, il était encore prisonnier, donc on était sous surveillance, où il me racontait :

- Si demain l'Algérie est enfin indépendante, nous aurons deux problèmes : la réforme agraire, l'Islam. Il savait très bien... C'est une espèce de footballeur d'origine, c'était un type très franc et très direct. Mais, encore une fois, ç'avait été celui... c'était un héros de Cassino. Et y a pas une ligne... La France... On peut faire des discours sur la liberté d'opinion. On n'est pas capable de rappeler ça ! Ça gêne qui ?... Ça gêne qui de dire ça ? Ah oui ! Ça gêne... ceux qui sont obligés d'admettre que, dans les forces françaises libres, y avait seulement 18 % de métropolitains, ceux qui sont obligés de reconnaître que, dans l'armée d'Afrique, y avait effectivement des gens comme Ben Bella, qui ont sauvé leur capitaine. Ça, on n'ose pas... Alors, voyez-vous... Vous croyez que je m'é gare... Pas du tout, j'y insiste. La Résistance n'a pas été qu'un sursaut nationaliste contre l'invasion allemande. Moi aussi, j'ai réagi comme tout le monde au départ. J'ai voulu, je le raconte, glorieusement, aller percer les pneus de la colonne allemande de SS qui était devant chez moi. Je



voulais y aller avec l'employé de mon père, l'employé de la perception... C'était grotesque, vous vous rendez compte. Mais, je vais vous dire, ça, c'est ridicule.



**Le grand dégingandé...**

(archives personnelles P. Bouchet)

Ce qui m'intéresse, en revanche, c'est que la Résistance a donné, à son issue, avant de terminer, en 43, la naissance d'un programme du Conseil national de la Résistance, qui est celui où le moment est le plus difficile pour les réseaux, qui sont la plupart... la plupart, infiltrés. On dit : il y a eu des trahisons. Non ! Souvent, c'est des infiltrations... où les risques sont immenses, et la Résistance a affaire non seulement à la Gestapo et à ses auxiliaires français... Darnand, qui avait été un combattant glorieux de 14-18 et de 39-40, extraordinaire, et qui avait prêté serment à Hitler... le retournement des gens dans tous les sens, dans les deux bords. Alors, de Gaulle y avait des gens très anti-gaullistes dans la Résistance...

Nous, j'ai apporté ici... j'ai eu par madame Caillaux, qu'on a évoquée tout à l'heure, une photo de de Gaulle, vous le reconnaîtrez pas parce qu'il est... C'est pas le même, hein ? Ben ! c'est ce qu'on nous diffusait. C'est ce que madame Caillaux avait comme photo de famille. Quand j'ai remplacé, plus tard, Geneviève de Gaulle à ATD-quart monde, sa nièce préférée, qui rentrait des camps - car les de Gaulle s'étaient pas enfuis, hein ! - elle me racontait tout ça, elle avait beaucoup ri en voyant la photo. Elle m'a dit :

- Ah oui ! on avait la même.

(Montrant un morceau d'une photo découpée). Neufbourg. Ben ! j'ai la tête à Neufbourg ! Vous vous dites : qu'est-ce que c'est, ce petit truc-là qui est écrit au dos ? Automne 43, sauf erreur...



**La tête à Neufbourg...**

Celle-ci m'a été donnée par le réseau de l'Armée secrète pour aller à un rendez-vous, disons difficile. Enfin ! n'exagérons rien, y avait pas la Gestapo aux trousses à tout le monde à Panisnières. Mais c'était quand même des vrais risques. Donc, on avait des consignes, certaines étaient très bonnes, adaptées ; d'autres me paraissent, après coup, d'une naïveté ahurissante, ce qui explique des arrestations beaucoup plus importantes que celle qu'aurait pu être la mienne. Alors, on avait, par exemple, ça. Il fallait présenter - on avait rendez-vous à un endroit - il fallait présenter l'autre morceau. Vous vous rendez compte, si j'avais été arrêté en route par les milico - on disait milico pour les miliciens - je dis pas les Allemands, ils étaient pas là partout...

Mais, à Feurs, quand je passais, il fallait que je passe le carrefour et souvent, là, on arrivait avec la milice. Une fois, avec Pacalet, le vicaire, nous rentrions de Montbrison en rapportant des journaux. Nous en avons un que j'avais sorti, que j'avais gardé : "Feu sur la milice". C'est charitable ! Si on avait été arrêté, j'imagine qu'on aurait passé un mauvais quart d'heure. J'aurais compris les miliciens !

Mais pour en revenir à ça, vous vous rendez compte comment, avec ce machin-là, j'aurais été arrêté, d'abord il est évident qu'avoir un truc comme ça, c'était plus que suspect. Et puis, en plus, on avait trouvé le moyen de nous donner un truc... avec la tête à Neufbourg.

Voyez, j'ai l'air de démystifier la Résistance. Non ! C'est parce que je rends hommage à ce qui est plus qu'une légende... plus qu'une légende, et qui se résume dans un mot très simple. C'est que, y a un moment donné, la lucidité et le courage ne s'encombrent pas de longues analyses.

Il y a un moment où il faut aller à l'essentiel. Certes, la Résistance a souffert d'immenses défauts. Il faut lire à ce sujet (*Adieu, Caracalla*) sur les querelles internes entre les chefs des mouvements.

Mais Daniel Cordier est lui-même l'exemple de cet esprit qui, en dépit de toutes les divisions, a permis à la Résistance d'assurer son rôle dans l'histoire.

Daniel Cordier était un militant d'Action française qui, alors que son maître Charles Maurras prenait fait et cause pour Vichy, choisissait pour sa part de gagner Londres afin de continuer le combat. Et c'est lui qui, retourné clandestinement en France, devint le secrétaire de Jean Moulin, l'homme chargé par de Gaulle d'unifier la Résistance intérieure.

Or, qui était Jean Moulin ? Jean Moulin était le fils d'un conseiller général radical-socialiste, franc-maçon, rien de plus éloigné de la tradition initiale de Daniel Cordier, et, plus encore, de celle de de Gaulle. Mais le père de Jean Moulin était aussi un professeur d'histoire, admirateur des soldats de l'an II.

Les soldats de l'an II, un des épisodes extraordinaires de l'histoire de France, c'est l'élan de tout un peuple. C'est l'amalgame entre les véritables élites, celles qui ne se soumettent pas, et les plus pauvres. C'est l'esprit de la Première République, alors que la France est attaquée et la Révolution menacée. Les chefs sont divisés, comme le furent ceux de la Résistance, mais en définitive, l'accord se fixa sur l'essentiel.

Il y aura trois décrets successifs, tout d'abord le décret déclarant *la patrie en danger*. Face au danger principal, tout devient secondaire. Ensuite le décret sur la levée en masse. Et, troisièmement, le décret sur *l'amalgame* entre les bataillons de volontaires et les anciennes troupes de ligne. *L'amalgame*... Ce beau mot ne décrit pas une composition de petits morceaux que vous mettez ensemble, les comités Théodule, non ! L'amalgame, vous mettez ensemble des métaux différents, qui vont faire ensemble un produit différent. Or, l'amalgame, ce beau mot de l'amalgame, fait que, au départ, on demandait 300 000 hommes, on ne les a pas mais on arrivera à ce qu'un million d'hommes se porteront aux frontières par colonnes entières. Et ce sont qui ? C'est le quart monde d'aujourd'hui. J'aimerais bien qu'on chante dans les écoles *Sambre-et-Meuse* : ils allaient sans pain et sans souliers... Ils allaient sans pain et sans souliers parce que, toute l'année, ils étaient sans pain et sans souliers. C'est les pauvres qui sont recrutés majoritairement. Mais en même temps, on va sortir de prison des officiers d'artillerie de Louis XVI qui étaient royalistes, parce que, face aux canons adverses, il fallait aussi des artilleurs pour que la chair à canon des pauvres ne soit pas livrée.

Comprenons des choses aussi simples... comprenons des choses aussi simples : la Résistance est un legs, en Forez comme ailleurs... Moi, j'ai connu, en Forez, des gens d'opinions extrêmement diverses. Neufbourg, on en a parlé, j'ai connu des gens d'autres bords, et encore une fois, je me suis porté au secours du maquis dont la doctrine était profondément antireligieuse. Mais je n'en tire aucune conséquence autre que l'admiration commune pour tous ces gens-là. Pour moi, la liberté, l'égalité, la fraternité sont les vraies devises d'une République, et n'y a pas besoin d'en changer le numéro. Il y a à en retrouver l'esprit.

J'ai terminé.

**P. B.**

# Les Groupements de travailleurs étrangers (GTE) dans la Loire

Pascale Moiron

La guerre d'Espagne prend fin dans le premier trimestre de l'année 1939. Le 26 janvier 1939, Barcelone tombe dans les mains de l'armée franquiste. Les républicains espagnols, face à cette victoire de Franco, commencent à fuir leur propre pays : c'est la *retirada*. Les civils franchissent rapidement les Pyrénées, les combattants, les miliciens, sont un temps arrêtés à la frontière : ils entrent sur le sol français à partir du 5 février et sont dirigés vers des camps. Cet exil concerne près de 450 000 personnes. La frontière franchie, les familles espagnoles arrivées sur le sol français sont alors séparées : les femmes, les enfants et les vieillards vont majoritairement dans des centres d'hébergement répartis sur tout le territoire ; les hommes, dont les ex-miliciens, sont internés dans les camps du Sud-Ouest : camps d'Argelès-sur-Mer, d'Agde, du Vernet, de Saint-Cyprien, de Gurs, de Septfonds... Ces camps accueillent 275 000 personnes à la mi-février. La III<sup>e</sup> République se retrouve face à un exode massif, une urgence humanitaire : le gouvernement de Daladier doit alors fixer le devenir de tous ces hommes, anciens combattants et politiquement engagés à gauche, voire à l'extrême gauche.

Les Espagnols, regroupés dans les camps, feront donc rapidement l'objet de mesures. Ces dernières oscillent entre deux logiques : garder sous contrôle de l'Etat ces hommes qui, de plus, constituent une main-d'œuvre disponible et exploitable, ou laisser ces hommes trouver librement un contrat de travail, regrouper leur famille et subvenir, à la place de l'Etat, à leurs besoins. Entre ces deux politiques, la seconde semble la plus humaine et permet à terme la suppression d'une part des centres d'hébergement pour les civils. La première permet la formation d'une réelle force de travail et le contrôle de ces étrangers fortement marqués politiquement. A quelles politiques l'Etat français, dans cette période de tourmente, va-t-il donner la priorité quant à la gestion de ces milliers de réfugiés espagnols ? Quel sera le devenir de ces républicains espagnols dans un pays occupé par le III<sup>e</sup> Reich, un ennemi qui a contribué à la défaite des républicains espagnols ? Quelle utilité le régime de Vichy trouvera à cette population réfugiée sur le sol français ? Quelles traces a laissé dans les mémoires collectives la présence des GTE dans les villages ligériens ?

## Les républicains espagnols à la base des travailleurs étrangers

### A l'origine, les CTE (avril 1939 – juillet40)

Le terme de « travailleur étranger » est employé pour la première fois dans le décret du 12 avril 1939, qui ordonne que les réfugiés espagnols âgés de vingt à quarante-huit ans doivent être au service de la France, en tant que travailleurs étrangers, pour une durée équivalente au service militaire des Français. Ils sont expédiés sur tout le territoire au sein de Compagnies de travailleurs étrangers (CTE), mises en place dès le 20 avril 1939. Chaque CTE embauchent 250 hommes environ pour des travaux de caractère stratégique ou d'intérêt général dans les zones frontalières ou dans des camps militaires. 76 CTE sont constituées, elles sont l'autorité militaire et sont alors uniquement composées de républicains espagnols et des anciens membres des Brigades internationales, de diverses nationalités. De février à mars 1940, 50 à 60 000 réfugiés espagnols sont enrôlés dans ces compagnies<sup>27</sup>. Avec la déclaration de la seconde guerre mondiale, la formation des CTE s'intensifie. L'objectif est de vider les camps par soucis d'économie. Quarante nouvelles compagnies s'ajoutent au 76 CTE déjà formées. Ces compagnies sont dispersées sur tout le territoire : du Nord (Bray-Dunes) à l'Afrique du Nord. Toutes les régions militaires sont

---

<sup>27</sup> Geneviève Dreyfus-Armand

concernées, les CTE sont mises à la disposition de l'armée, mais aussi de l'agriculture, des usines d'armement, des Eaux et Forêts, de la SNCF...

Des républicains espagnols connaissent un autre sort. Ils arrivent à sortir des camps grâce à l'obtention de contrat de travail dans l'agriculture ou dans l'industrie. Ils sont recrutés en tant que prestataires de service (et non travailleurs libres), logés et nourris par les mairies ou les employeurs, rémunérés par une allocation quotidienne de 5 à 10 francs (équivalent à l'allocation chômage)<sup>28</sup>. Ces travailleurs espagnols ont alors droit au regroupement familial, avec droit à des allocations familiales au même titre que les Français. Le but est de stabiliser la main-d'œuvre.

Dans la Loire, entre le 19 novembre 1939 et le 22 février 1940, arrivent dans le département 535 républicains espagnols provenant de Septfonds, seulement 20 viennent d'Argelès-sur-Mer. Ils sont embauchés à Firminy aux Aciéries pour 76,5 % d'entre eux<sup>29</sup>. D'autres emplois existent à Saint-Étienne : principalement à la SCEMM, mais aussi à Roanne et à Saint-Chamond. Au total, en juillet 1940, 647 réfugiés espagnols appelés par les usines Verdié (entreprise sidérurgique créée en 1854) seraient présents à Firminy<sup>30</sup>. Ils sont logés dans les cantonnements de l'entreprise. A Saint-Étienne, la SCEMM demande à la mairie de loger la cinquantaine de réfugiés espagnols embauchés. La mairie refuse, ces travailleurs sont alors logés dans une salle de bal, se trouvant à proximité, dans le quartier du rond-point<sup>31</sup>.

Cette période de février 1939 à mai 1940, le gouvernement de Daladier semble donc faire cohabiter les deux politiques : le regroupement des hommes sous un contrôle militaire avec les CTE et le statut de prestataire de service, avec contrat de travail et possibilité de regroupement de famille. Cette politique répond de manière plus adaptée au manque de main-d'œuvre massif, conséquente à la mobilisation. Il est difficile d'évaluer le nombre de réfugiés espagnols alors employés dans le département. Dans un courrier du préfet, datant d'août 1940, il est expliqué que 1 400 travailleurs étrangers ont été licenciés. Certains ont dû néanmoins les conserver, le nombre des réfugiés espagnols embauchés dans la Loire en tant que travailleurs étrangers devait alors être supérieur à 1 500 hommes. Certaines familles commencent déjà à se reformer. Les pères arrivent à trouver des logements de fortune, sortent des cantonnements et font venir auprès d'eux femmes et enfants.

Avec la débâcle et l'exode en juin 1939, la désorganisation touche également l'emploi de ces travailleurs étrangers. Lors du bombardement de Firminy, le 18 juin 1940, trois cents réfugiés espagnols sont partis. Puis, avec l'armistice, ceux restant ont été licenciés. Ils se retrouvent sans aucun revenu, vivent sur leurs réserves ou empruntent de l'argent à leur compatriote. De plus, ils doivent être chassés des cantonnements de l'entreprise sous peu<sup>32</sup>. Les effets de la débâcle sont les mêmes à Saint-Étienne : les 55 réfugiés espagnols employés à la SCEMM ont fui, par peur des représailles de la Wehrmacht, seuls 8 sont revenus. Le commissaire de Saint-Étienne commente : *Je n'ai pas besoin d'insister sur le danger que peuvent représenter de tels éléments de désordre*<sup>33</sup>. Au final, avec l'armistice, 1 400 travailleurs espagnols ont été licenciés dans le département, dont 800 dans le Roannais. Ceci pose problème : des vols de légumes, par exemple, sont commis. Mais le préfet reconnaît que : *Jusqu'ici ils sont demeurés corrects dans leur attitude*<sup>34</sup>. Certains ont dû profiter de ce temps de désorganisation et d'absence de contrôle pour trouver un emploi. D'autres ont pu compter sur le soutien d'un membre de leur famille, les immigrés espagnols dans la Loire étant plus de 3 000 en 1936. Mais, ce temps de liberté est de courte durée.

---

<sup>28</sup> Geneviève Dreyfus-Armand.

<sup>29</sup> AD Loire, 2 W 753, Etat des ex-miliciens espagnols provenant des camps de concentration fourni par le préfet de la Loire le 5 août 1940 au général commandant le département.

<sup>30</sup> AD Loire, 2 W 753, lettre du 21 juillet 1940 du commissaire de Firminy au préfet.

<sup>31</sup> Selon le témoignage d'Antonio Jartin dont le père a été embauché par la SCEMM.

<sup>32</sup> AD Loire, 2 W 753, lettre du 21 juillet 1940 du commissaire de Firminy au préfet.

<sup>33</sup> AD Loire, 2 W 753, lettre du 12 juillet 40 du commissaire de Saint-Étienne au préfet.

<sup>34</sup> AD Loire, 2 W 753, lettre du 5 août 1940 du préfet au général commandant le département.

## Mise en place des GTE

Le 3 août 1940, une circulaire du ministère de l'Intérieur donne l'ordre d'enrôler tous les réfugiés espagnols sans travail de la zone libre dans un GTE. Dans la Loire, ils doivent se rendre au 661<sup>e</sup> GTE, à la caserne de Grouchy, pour une visite médicale pour confirmer qu'ils sont aptes au travail<sup>35</sup>. Ce regroupement se fait sous les ordres du colonel Péchot. Avec l'armistice du 22 juin 1940 et le vote des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, le régime de Vichy, qui se met en place, définit une nouvelle politique vis-à-vis des réfugiés espagnols : le regroupement et le contrôle par l'Etat. Les CTE sont remplacées par des GTE (Groupement de travailleurs étrangers) : sur les 37 000 hommes embrigadés, 31 000 sont espagnols. La directive du 24 juillet 1940 en fixe l'organisation. Composés d'environ 250 hommes, ils sont répartis dans les 9 régions militaires, la Loire étant dans la XIII<sup>e</sup>. *Les travaux ont le caractère de corvée*<sup>36</sup>, ce sont des travaux d'intérêt public : défrichage, remise en état, travaux agricoles. Les familles sont à nouveau séparées et se retrouvent pratiquement sans ressource. Début septembre, le préfet, M. Laban, déclare au ministre de l'Intérieur : *J'ai décidé de leur accordé secours*<sup>37</sup>. Il débloque 80 F pour payer aux familles des réfugiés espagnols enrôlés dans un GTE, des allocations militaires, comme le prévoit l'article 13 du décret du 13 janvier 1940.

Quant aux réfugiés espagnols embauchés par Verdié à Firminy, il a été décidé de constituer une compagnie. Le 10 août 1940, est créée la 68<sup>e</sup> compagnie avec 260 ex-miliciens espagnols du camp de Septfonds, sans emploi aux Aciéries de Firminy. Est à noter que le terme de « GTE » n'est pas utilisé alors que ces derniers existent déjà. Le départ de la compagnie a lieu le 22 août 1940, en gare de Firminy en partance pour Veauche. La 68<sup>e</sup> c<sup>ie</sup> est alors remise au lieutenant Salembier. Il n'y a plus, alors, que 187 miliciens espagnols. Elle devient le 68<sup>e</sup> GTE, toujours commandé par le lieutenant Salembier, en novembre 1940. Puis, ils seraient installés à Jeansagnère. Reste que ses effectifs sont très limités par rapport au nombre de réfugiés espagnols venus dans la Loire à la fin de l'année 1939, plus de 500. Ceci atteste qu'un certain nombre de réfugiés espagnols échappent au contrôle de l'Etat, ont trouvé du travail ou s'appuie sur un réseau de solidarité.

## Une politique d'Etat d'exclusion

Une série de circulaires font que les populations devant être enrôlées dans un GTE sont en nombre croissant. Déjà, la circulaire du 3 août 1940 concerne également les Espagnols sans autorisation de séjour ou sans emploi. Ainsi, Galera Louis se retrouve enrôlé dans un GTE alors qu'il est français selon la loi de naturalisation de 1927, alors supprimée par le régime de Vichy, le 22 juillet 1940<sup>38</sup>. La loi du 27 septembre étend les mesures à différentes populations étrangères : les apatrides comme les réfugiés russes, arméniens, allemands, espagnols ; ceux qui refusent l'occupation de leur pays par l'Allemagne comme les Polonais, les Tchécoslovaques, les Belges, les Hollandais... ; mais aussi, *tout étranger en surnombre dans notre économie nationale*<sup>39</sup>. Les travailleurs étrangers ne sont plus employés par l'armée mais par le ministre du Travail, les listes sont tenues par le ministre de l'Intérieur. Le 28 octobre 1940, l'autorité militaire *n'a plus qualité pour s'occuper des questions de main d'œuvre étrangère*<sup>40</sup>. La loi du 11 octobre 1940 institue le Commissariat à la lutte contre le chômage, dépendant du ministère du Travail. En effet, les GTE furent rattachés à ce commissariat, géré par François Lehideux et Henri Maux. *L'objectif n'était plus de faire participer les réfugiés à l'effort de la nation en guerre, mais d'instaurer un système de*

---

<sup>35</sup> AD Loire, 2 W 753, note du 10 septembre 1940.

<sup>36</sup> AD Loire, 2 W 753, copie de la DM n° 1163-I/EMA du 24 juillet 40, envoyé par le colonel Péchot au préfet le 5 octobre 40.

<sup>37</sup> AD Loire, 2 W 753, lettre du 2 septembre 1940.

<sup>38</sup> AD Loire, 2 W 753, lettre du 10 octobre 1940 du vice-consul d'Espagne à Saint-Étienne au préfet.

<sup>39</sup> AD Loire, 2 W 759, copie jointe à la lettre du préfet au chef d'escadron.

<sup>40</sup> AD Loire, 2 W 753, copie de la DM 5896 du 28 octobre 1940, envoyé par le colonel Isembart, commandant de la Loire, au préfet le 27 novembre 40.

*régulation discriminatoire*<sup>41</sup>. Ce système conduit à l'exclusion de la société française les réfugiés espagnols ainsi que tout étranger inutile pour l'économie française.

Enfin, les instructions du 1<sup>er</sup> avril 1941 complètent la loi du 27 septembre 1940. Peuvent être enrôlés dans les GTE, en plus des étrangers au chômage, les étrangers sans carte d'identité, avec un emploi mais sans autorisation, et les réfugiés accueillis dans les centres d'hébergement ou recevant des *allocations aux réfugiés*. Les étrangers avec famille doivent être envoyés à Rivesaltes, ceux de plus de 60 ans au camp de Noé ou de Récébédou, les étrangers inaptes à Argelès ou à Gurs. Chaque étranger doit alors avoir une fiche d'identité avec une photographie et empreinte du pouce, et au recto, le numéro du GTE.

Dès lors, une politique discriminatoire est appliquée. Les républicains espagnols qui n'étaient pas encore enrôlés dans un GTE le deviennent. Les y rejoignent tous les étrangers au chômage ou sans papier. Les GTE confirme leur fonction de contrôle sur des populations que le régime de Vichy souhaite voir sortir de la société française, populations désignées comme « indésirables ». Les placements en tant que prestataires de services deviennent inexistantes, la politique de formation de groupes de travailleurs étrangers prime.

### **Le remplissage des GTE**

Avec l'absence d'un million et demi de Français prisonniers en Allemagne, les besoins en main-d'œuvre sont colossaux notamment dans l'agriculture, dans les mines ou l'industrie. Le ministre de la Production industrielle et du Travail demande à ce que soit réalisé un *ratissage de tous les travailleurs étrangers isolés, notamment espagnols et polonais*, en novembre 1940<sup>42</sup>. Ceci fait l'objet d'un rappel par télégramme le 6 août 1941 : nombre d'étrangers ayant rompu avec leur pays d'origine ou en surnombre dans l'économie nationale ne sont toujours pas dans des GTE, malgré l'instruction du 1<sup>er</sup> avril 1941. En conséquence, il faut de *toute urgence organiser des rafles de vérification d'identité*. En réaction, le préfet demande en septembre 1941 au commissaire central de Saint-Étienne de visiter le centre d'accueil de la Chaléassière pour les réfugiés espagnols, au numéro 97 de la rue de Roanne<sup>43</sup>. Suite à cette rafle, six réfugiés espagnols sont alors envoyés dans le 74<sup>e</sup> GTE. Cette recherche d'étrangers à enrôler conduit à des dérapages. Le maire de Saint-Martin-la-Plaine se plaint auprès du préfet que Cristobal Ferrer a été arrêté sur sa commune pour rejoindre un GTE alors qu'il a plus de 55 ans. Cet Espagnol est âgé de 60 ans. Des inspecteurs de police touchent même une prime de 18 F en récompense de la capture d'un travailleur étranger, alors ramené à son groupe<sup>44</sup>.

L'objectif est de remplir les 5 GTE du département : le 21<sup>e</sup> GTE au camp de Mably sous les ordres de M. Angot, le 68<sup>e</sup> GTE à Veauche avec lieutenant Salembier, le 74<sup>e</sup> GTE à l'arsenal de Roanne avec M. Testulat, le 91<sup>e</sup> GTE à Saint-André-le-Puy avec M. Marchand, et enfin, le 661<sup>e</sup> GTE à Saint-Étienne, à Grouchy, avec M. Bost. Ces GTE appartiennent au Groupement n° 1 des formations d'étrangers, sous la direction de M. Thomas. Le chef du 74<sup>e</sup> GTE est également le coordinateur des GTE de la Loire en tant que chef des groupements départementaux. Il est le principal interlocuteur du préfet à ce sujet. Il s'agit de M. Testulat, il restera à la tête des GTE de la

---

<sup>41</sup> Denis Peschanski, *La France des camps d'internement (1938-1946)*, Paris, Gallimard, 2002, p. 224.

<sup>42</sup> AD Loire, 2 W 759, lettre du 24 novembre 1940 adressée au préfet et au chef d'escadron, commandant de la gendarmerie du département.

<sup>43</sup> AD Loire, 2 W 759.

<sup>44</sup> AD Loire, 2 W 753, courrier du 20 août 1941 du chef de groupement n° 5 des formations de travailleurs étrangers de Lyon au préfet. Les inspecteurs Lagran et Girard du service de la sûreté nationale de Saint-Étienne reçoivent chacun 18 F.

Loire jusqu'en janvier 1942, date à laquelle il est muté au service central des formations d'étrangers à Vichy<sup>45</sup>. Il est remplacé par M. Ravailland qui sera en fonction jusqu'à la fin de la guerre.

Mais, cette politique de Vichy organisant l'internement dans le but d'avoir le contrôle sur ces indésirables bute sur une difficulté : la forte demande de main-d'œuvre dans l'agriculture. Ces demandes sont individuelles, des fermes ont besoin d'un seul travailleur, embauché comme valet de ferme, afin de remplacer un mari, un fils, fait prisonnier de guerre. Elles ne sont pas du tout adaptables à la politique des GTE qui, de fait, s'assouplit. Les travailleurs étrangers spécialisés dans l'agriculture et en situation irrégulière ne sont plus sanctionnés, lors des travaux de culture du printemps 1941<sup>46</sup>. Des travailleurs étrangers vont être affectés à titre « isolés » chez leur employeur et rattachés à un GTE. Le but est de *ne prendre aucune mesure de police contre un étranger travaillant dans l'agriculture*<sup>47</sup>. Ce manque de main-d'œuvre n'est pas propre à l'agriculture. Dans la circulaire du 3 mai 1941, le secrétaire d'Etat au Travail constate un manque de main-d'œuvre dans l'agriculture, dans les mines, les travaux publics, l'exploitation forestière, la métallurgie. En conséquence, il est demandé à ce qu'*aucune mesure pouvant provoquer le départ des travailleurs étrangers ne soit prise. Les étrangers ne devront pas être transférés dans des groupes de travailleurs* et seuls les étrangers dangereux seront internés, dans le camp du Vernet. Sinon, leur situation sera régularisée<sup>48</sup>. Les travailleurs étrangers trouvant un contrat de travailleurs peuvent être libérés, ils sortent de la catégorie *en surnombre dans l'économie*. Dans les faits, les étrangers libérés avec un contrat de travail sont plus nombreux que les travailleurs incorporés, tant le besoin de main-d'œuvre est colossal<sup>49</sup>. Mais, cette possibilité de libération n'est pas concédée aux réfugiés espagnols, qui, apatrides et antifascistes, doivent rester sous le contrôle de Vichy. Mais, une grande part est en fait placée de manière individuelle dans l'agriculture, l'artisanat ou l'industrie, et rattachés à un GTE.

### **GTE et placements individuels**

La circulaire du 28 novembre 1941 sur la main-d'œuvre étrangère en France clarifie l'organisation des GTE et confirme l'assouplissement : *Le chef de ce groupe devra procéder, dans la plus grande mesure du possible, à la diffusion des travailleurs ainsi incorporés*<sup>50</sup>. Les travailleurs étrangers doivent former des groupes homogènes, envoyés alors chez un employeur privé. Ils sont répartis en petits groupes, affectés à un travail particulier. Ces groupes peuvent travailler dans une même entreprise ou en des endroits différents. Ils doivent alors se rendre à la fin de la journée de travail dans le centre d'hébergement. D'autres sont placés de manière individuelle. Ils sont sous la responsabilité de leur employeur qui les loge également. Des réfugiés espagnols vont donc loger dans les fermes où ils travaillent ou dans des locaux appartenant à l'usine...

Cette circulaire fixe les règles de la commission d'incorporation qui étudie les dossiers des étrangers à intégrer dans un GTE. Elle définit le rôle du service social des étrangers, créé le 4 juillet 1941, sous la direction de Gilbert Lesage. Il est d'apporter une assistance médicale, de faciliter les regroupements familiaux, de venir au secours des familles des *travailleurs étrangers encadrés*, des *travailleurs étrangers internés*. Gilbert Lesage, avec l'accord tacite du commissariat à la lutte contre le chômage, facilite la sortie des travailleurs étrangers des GTE, puis, leur placement

---

<sup>45</sup> AD Loire, 2 W 757, lettre de M. Testulat au président de la Commission départementale d'incorporation des travailleurs étrangers, datant du 24 janvier 1942.

<sup>46</sup> AD Loire, 2 W 759, courrier du 4 avril 1941 du commissaire adjoint à la lutte contre le chômage aux préfets.

<sup>47</sup> AD Loire, 2 W 759, télégramme du 24 avril 1941 du ministère de l'Intérieur aux préfets.

<sup>48</sup> AD Loire, 2 W 759, circulaire du 3 mai 1941 du ministère de l'Intérieur aux préfets.

<sup>49</sup> AD Loire, 2 W 753, courrier du 1<sup>er</sup> septembre 1941 du préfet au chef de groupement n° 1 des formations de travailleurs étrangers. Le préfet fait ce constat, depuis la loi du 27 septembre 1940.

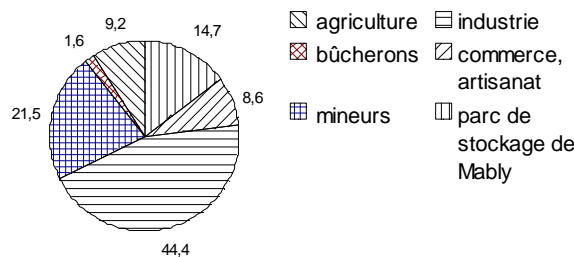
<sup>50</sup> AD Loire, 2 W 759, circulaire émanant de Vichy du 28 novembre 1941, signée Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur, et René Belin, ministre du Travail.



individuel avec un contrat de travail. Cela facilite les rapprochements de familles <sup>51</sup>. Mais, il ne s'agit pas de regroupement de famille, le père devant loger chez son employeur ou dans les baraquements du GTE. Selon certains témoignages, certains paysans auraient accepté l'installation de la famille du réfugié espagnol dans sa ferme, la mère participant aux travaux agricoles en contrepartie. Ainsi, entre la politique de regroupement sous contrôle de l'Etat et celle d'autonomie avec un contrat de travail et regroupement de famille, une politique de l'entre-deux se met en place par pragmatisme. Les réfugiés ont un employeur, mais restent sous le contrôle d'un GTE. Ils ont obligation de loger dans les locaux fournis par leur employeur ou par le GTE. Leurs familles peuvent vivre à proximité. L'Etat leur verse alors des indemnités, dans l'objectif de sédentariser ces travailleurs.

Enfin, des rapports trimestriels sur l'état d'esprit des travailleurs des GTE devront être envoyés par les préfets à la direction générale de la police nationale, avec les rendements, des déplacements, les rapatriements, les réformés. Dans les archives départementales, un seul rapport trimestriel a été trouvé : celui du dernier trimestre de l'année 1943 <sup>52</sup>. Les travailleurs étrangers sont alors au nombre de 502 dont 204 Espagnols et 201 Polonais. 44,4% travaillent dans l'industrie et 21,5 % dans les mines. Les placements individuels concernent essentiellement l'agriculture (9,2 % des travailleurs étrangers), le commerce et l'artisanat (8,6 %), mais également l'industrie.

### Les emplois des Travailleurs étrangers des GTE en 1943



Il y a eu 36 incorporations, 22 libérations. L'état d'esprit est excellent parmi les étrangers employés dans l'agriculture. Le moral est bon dans le 21<sup>e</sup> GTE, posté au parc de Mably, mais ceux qui travaillent dans les briqueteries et les tuileries se plaignent des salaires, jugés trop bas. Dans les mines, une retenue de 2 F pour frais d'administration était prélevée sur les salaires des travailleurs étrangers, alors que dans l'agriculture et l'industrie, ce sont les employeurs qui la payent. De nombreuses désertions ont eu lieu. Les compagnies houillères se sont alors engagées à rembourser ces 2 F depuis août 1943. Cela a mis fin aux désertions. Ainsi, de part le manque de main-d'œuvre, les travailleurs étrangers ont une réelle marge de manœuvre, peuvent exercer des pressions de manière passive, et donc, arriver à améliorer quelque peu leur quotidien.

### Une étude de cas : le 68<sup>e</sup> GTE à Chalmazel

Le 68<sup>e</sup> GTE a eu pour mission de réaliser une route à Chalmazel. Le 17 septembre 1941, en réponse à la demande de recensement demandée par le préfet, le chef du GTE parle de 69 réfugiés

<sup>51</sup> Denis Peschanski, *La France des camps d'internement (1938-1946)*, Paris, Gallimard, 2002, p. 224.

<sup>52</sup> AD Loire, 2 W 759, rapport du 14 janvier 1944 envoyé par le préfet de la Loire au ministère de l'Intérieur, à la direction de la police du territoire et des étrangers.

espagnols, 54 travaillant à la réalisation de la route, 15 en contrat dans des fermes<sup>53</sup>. Mais, l'arrivée doit être antérieure car un courrier du maire de Chalmazel du 19 avril 1941 atteste déjà de leur présence. Son courrier a pour sujet la demande d'une augmentation des effectifs du 68<sup>e</sup> GTE en vue de l'hiver<sup>54</sup>. Ainsi, la majorité des réfugiés espagnols du GTE travaille pour le même chantier et mène une vie en collectivité. Et seulement quelques-uns sont placés de manière individuelle chez un employeur. Tous les travailleurs espagnols ne sont pas du 68<sup>e</sup> GTE à l'origine. Il existe une forte mobilité des travailleurs qui passent fréquemment d'un GTE à l'autre. Ainsi, Francisco Coll Valles, commerçant, est incorporé suite à la loi du 27 septembre 1940 dans le 21<sup>e</sup> GTE au parc de Mably. Puis, il est enrôlé dans le 68<sup>e</sup> GTE pour Chalmazel. Il ira ensuite dans le 661<sup>e</sup> GTE pour Saint-Martin-d'Estreaux pour, là aussi, réaliser une route.

Mais, les réfugiés espagnols n'enthousiasment pas tout le monde. Le maire de Sail-sous-Couzan, M. Hillebrand, adresse une lettre au préfet pour une question claire : *Comment se fait-il que le gouvernement ne les ait pas encore expulsés de gré ou de force* (souligné dans le texte) *et donné leur place aux chômeurs français ?* Il continue : *L'Etat ne peut se payer le luxe de nourrir des révolutionnaires étrangers, ... Va-t-on enfin faire usage de la poigne en France ? ... Que tous ces indésirables aillent se faire pendre ailleurs*, sans doute en Espagne par la justice de Franco. M. Thomas, chef du groupement n° 1 des Formations des travailleurs étrangers, répond au préfet qui demande alors des renseignements. Il explique que les Espagnols réalisent un chemin pastoral, dans la montagne, à l'aide d'explosif. Ce travail est très difficile et M. Thomas doute que des travailleurs ou chômeurs français consentent à remplacer la main-d'œuvre étrangère. Si jamais c'était le cas, le 68<sup>e</sup> GTE trouverait facilement d'autres chantiers. De plus, les travailleurs étrangers ne sont pas nourris magnifiquement. Ils reçoivent, comme la population civile, des rations de rutabagas, topinambours, pois chiches, vesces, jarousses, pâtes et autres légumes. Et, la ration de 3 kg de pommes de terre par mois a été rarement satisfaite jusqu'ici. Ils défrichent un terrain afin de cultiver un potager, et ont un clapier et une porcherie réduite. Enfin, *les GTE ont rendu et rendent encore de grands services très appréciés de toute la population et des services employeurs, et malheureusement, il en manque pour donner satisfaction à tout le monde, c'est un fait ! Les travailleurs étrangers sont déclarés par la grande majorité des employeurs, très supérieurs à la main-d'œuvre française comme rendement, c'est un autre fait ! N'en déplaise à votre amour propre national, les travailleurs étrangers sont moins éthyliques et plus énergiques au travail que nos compatriotes, plus disciplinés, c'est encore un autre fait !* Et de rajouter : *Tout être qui travaille a droit à sa subsistance. Que dire des chômeurs français ?* En conclusion, il explique que la France aura besoin de cette main-d'œuvre après la guerre pour la reconstruction du pays<sup>55</sup>. Cette prise de position marquée en faveur des réfugiés espagnols et clairement exprimée au préfet, et par écrit d'autant plus, relève d'un certain courage de la part de M. Thomas.

Toutefois, un malaise semble régner entre les Espagnols du 68<sup>e</sup> GTE. Quatre Espagnols ont quitté ce groupement dans la nuit du 6 au 7 mars 1941. Ils sont communistes. Ont-ils été rejetés par les autres, de tendance socialiste ou anarcho-syndicaliste ? De plus, un propriétaire a été menacé de mort...<sup>56</sup> Sont-ils les auteurs de ces menaces ? Est-ce la raison de leur fuite ? Le groupe les a-t-il expulsés en raison de leur agissement ? Ces quatre Espagnols, qui cherchaient à rejoindre la zone occupée, ont été arrêtés à Lyon et internés d'urgence au camp du Vernet.

---

<sup>53</sup> AD Loire, 2 W 754, réponse du chef de GTE à la demande de recensement demandé par le préfet le 17 septembre 1941 pour évaluer les demandes de rapatriement ou d'émigration vers le Mexique.

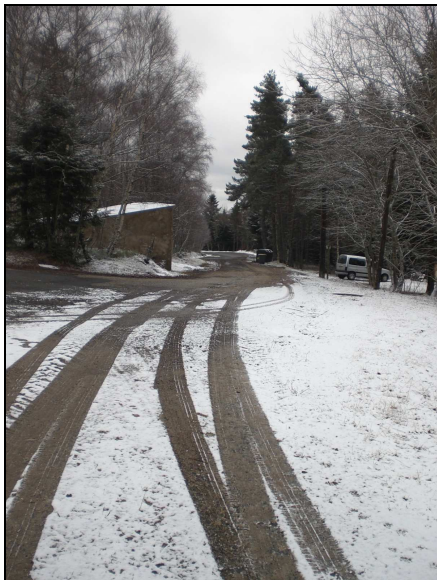
<sup>54</sup> AD Loire, 2 W 753, courrier du préfet au chef de groupement n° 1 des formations de travailleurs étrangers.

<sup>55</sup> AD Loire, 2 W 759, Lettres du 20 et du 29 avril 1941.

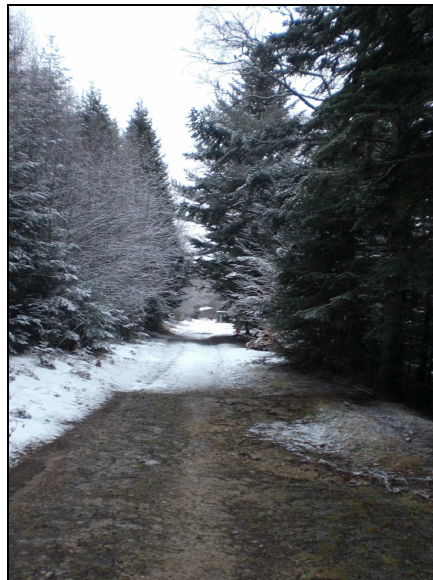
<sup>56</sup> AD Loire, 2 W 759, courrier du 31 mars 1941 du chef du groupement n° 1 transmis par le préfet au ministère de l'Intérieur.

## **Le témoignage des habitants de Chalmazel**

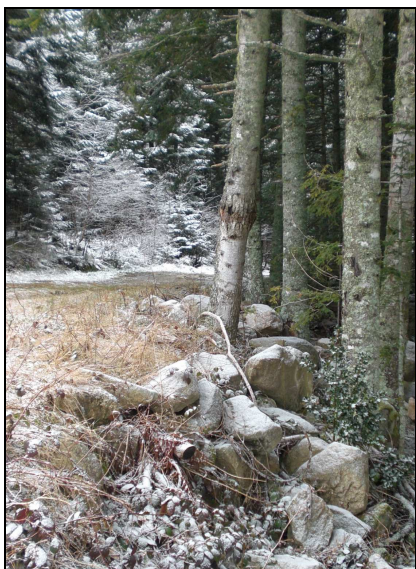
La visite de Chalmazel a permis de récolter d'autres renseignements auprès de ses habitants, par le truchement de l'association Patrimoine et Culture. Le 68<sup>e</sup> GTE était à Chalmazel pour la création d'un chemin forestier pour desservir des parcelles de bois appartenant à M. Perret, notaire à Chalmazel, et à M. Francis Vialon, entrepreneur de transport.



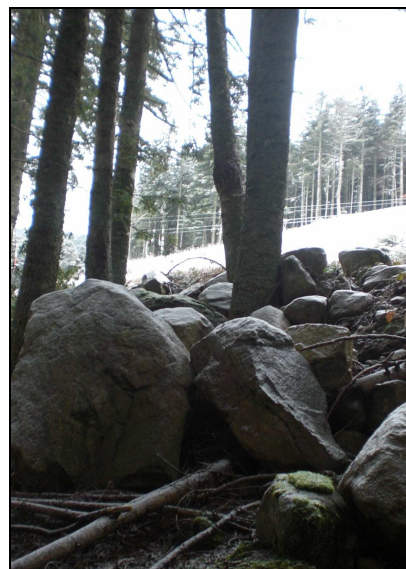
**Partie goudronnée de la route des Espagnols**



**Elle continue, s'enfonçant dans les bois.**



**Bas-côté de la route des Espagnols.**



**Blocs résultant de l'usage des explosifs.**

Ce chemin est devenu, dans les années 60, une partie de la route en boucle de la station de ski. Cette route est d'ailleurs appelée la « route des Espagnols ». Pour se faire, les travailleurs espagnols utilisaient des explosifs, puis du matériel rudimentaire, le matériel des années 1930 : brouettes, pioches selon Jean Combréas.

Il a fallu trouver sur la commune des logements pour les 54 réfugiés espagnols du GTE. Les travailleurs espagnols sont hébergés, pour une part, au village, chez les Vialon, fromagers. C'était le quartier général, selon Yves Vialon. Une vingtaine d'Espagnols y logeait ainsi que le lieutenant Salembier.





**Les bâtiments de la fromagerie à la sortie du village**



**Les travailleurs espagnols étaient logés à l'étage**

L'autre partie du groupe se trouvait vers l'auberge Combréas, au Pré Huguet, près du chantier, à 3 km du village. M. Combréas se rappelle d'Espagnols logés dans le bâtiment appartenant à ses parents : Meluz, Mayol, Perez, Quinciar, Lestuieux. Ils vivaient dans ce qui est aujourd'hui une étable. La pièce était chauffée par un poêle à bois, un conduit faisait sortir les fumées par un carreau d'une des fenêtres. Sur ce poêle, ils faisaient cuire des œufs.



**L'étable qui servait de logement aux travailleurs espagnols**



**Des lits se trouvaient devant les fenêtres, les tables contre le mur**



**Le bâtiment de ferme du Pré Huguet, avec à la fin, l'auberge Combréas,**



**Entrée de l'étable**

A l'extérieur, se trouvait un bac qui était rempli par de l'eau de source pour leur toilette. Les travailleurs espagnols avaient construit une estrade en bois accolée au bâtiment. Ils mangeaient donc dehors l'été. Ils lui ont appris des mots d'espagnol : « por la mañana », « por la tarde ». Ils faisaient la cuisine dans ce qui est devenu par la suite l'auberge. Un escalier permettait la communication avec l'étable et servait à faire passer les plats. Un Espagnol, voiturier, montait chaque jour, du bourg, le ravitaillement au chantier, avec une carriole tirée par un âne. Il montait les pains de la boulangerie. Ils sont restés, selon ses souvenirs, à peu près deux ans <sup>57</sup>.

Pour les réfugiés espagnols placés par le 68<sup>e</sup> GTE de manière individuelle, ils étaient logés par les familles pour lesquelles ils travaillaient comme valet de ferme. Aux Fougères, c'est le cas de plusieurs fermes : la famille Barou employait Alvaro Laios. Selon Jean Barou, le fils, il disposait d'une chambre dans la ferme. Il était de la campagne, *il avait le sens de la terre*. Il travaillait très bien avec un esprit d'initiative. Il a offert aux enfants un jeu d'échecs en bois qu'il avait sculpté lui-même. Alvaro Laios est resté en contact avec M. Barou. Ils se sont écrits, il habitait alors en Bretagne. *Un jour, ils sont revenus le chercher*. Le petit frère a beaucoup pleuré, Alvaro Laios était un peu devenu un membre de la famille <sup>58</sup>. Les Perret ont embauché Jamon Puig. Ce dernier ne venait pas de la campagne. C'était sans doute un officier, il avait beaucoup de distinction. Il s'occupait de ses congénères à Chalmazel. Après la guerre, il a donné de ses nouvelles : il était à Barcelone. Au lieu dit Chez Côte, la ferme Jaquet employait également un Espagnol : Fustino <sup>59</sup>. Enfin, les Espagnols placés individuellement ne travaillaient pas tous dans l'agriculture. La famille de Jean Laurendon a embauché Jacques Farré dans l'entreprise de transport. Et Gonzales travaillait pour la scierie Chazal, au Pont.

Les travailleurs espagnols vivent avec le village. Ils possèdent une certaine liberté de mouvement. Selon les villageois, ils avaient monté une chorale et étaient venus chanter deux fois à la messe, pour faciliter les contacts. Les « Rouges » étaient mal vus. Et, M. le curé avait fait un sermon afin qu'ils soient bien accueillis par les paroissiens <sup>60</sup>. C'était un « blanc », un pétainiste, mais il avait un esprit de tolérance. Il jouait aux cartes avec l'instituteur, socialiste, le maire, radical. Les réfugiés espagnols allaient aux cafés du village, discutaient avec les villageois. Mais, ils descendaient peu souvent car ils n'avaient pas beaucoup d'argent. Ils jouaient au football avec les jeunes du village <sup>61</sup>. Les filles les regardaient. Ils étaient bien estimés dans le village. Ces temps de liberté devaient exister en dehors des temps de travail et les dimanches.

Certains réfugiés espagnols sont restés : Valejo qui, pour Jean Cambréas, était le chef du groupe, a épousé la fille de l'instituteur, Yvette Granjon. Selon Jean Laurendon, il surveillait les autres. Il était peu aimé des Espagnols. Il est revenu plusieurs fois passer ses vacances dans la commune. Gonzales est resté quelque temps, il travaillait pour la scierie Chazal. Puis, il est parti dans le Midi, vers Beaucaire ou Tarascon, dans le Gard. Enfin, Jacques Farré est resté chez la famille Laurendon. Il vivait avec eux, chez eux. Il était percepteur dans les cars. Il tenait une place importante dans la famille, un peu comme un oncle. Quelquefois, il se rendait à Saint-Étienne pour voir un ami, Tonio. Il s'est rendu une seule fois en Espagne, en Catalogne. Il est natif de Seo de Urgel. Il est mort à Boën, à la maison de retraite, en 1986.

Ainsi, localement, il existe bien une mémoire encore vivante de la venue des réfugiés espagnols dans la commune de Chalmazel. Par exemple, Jean Laurendon m'a donné le nom du chef du GTE : le lieutenant Salembier, ce qui a été confirmé avec les archives départementales. Mais cette mémoire est une mémoire familiale qui n'est pas partagée avec le reste des habitants. Dans la mémoire collective du village, cet épisode de l'histoire de la seconde guerre mondiale a laissé peu

---

<sup>57</sup> Entretien avec Jean Combréas qui m'a fait visiter le bâtiment, en novembre 2011.

<sup>58</sup> Entretien avec Jean Barou, en novembre 2011.

<sup>59</sup> Informations recueillies par Etienne Escot de l'association Patrimoine et Culture de Chalmazel et transmises le 23 novembre 2011.

<sup>60</sup> Entretien avec Jean Laurendon en novembre 2011.

<sup>61</sup> Entretien avec Germain Perret en novembre 2011.

de traces. Pourtant, dans l'histoire d'un petit village rural, à une époque où les moyens de communication étaient encore peu développés, la venue d'un groupe de 70 Espagnols a dû créer une réelle animation, voire une perturbation certaine. Que ce soit un événement marquant ressort clairement des mémoires familiales qui concentrent de nombreux détails, comme imprimés dans le marbre. Mais, cet événement n'est pas été porté par la mémoire collective du village, il a été comme censuré. Pourtant, les personnes ayant témoigné n'ont rapporté que des éléments positifs. Mais, ils étaient enfants et reproduisent la compréhension des événements qu'ils en ont eu enfants. Sans doute, les parents devaient-ils sentir un malaise à garder chez eux un réfugié espagnol, étiqueté travailleur étranger et qui avait perdu sa liberté, d'autant plus si la personne était appréciée. Et puis, dans le village, certains réfugiés espagnols ont pu être exploités sans vergogne. Ces traitements différenciés de cette main-d'œuvre n'ont pu que durcir les tensions entre « Blancs » et « Rouges » du village, termes cités dans plusieurs témoignages. Aux lendemains de la guerre, dans un contexte de conciliation, la venue des réfugiés espagnols dans la commune est tombée dans l'oubli.

### **L'organisation Todt**

Enfin, les GTE furent employés massivement par l'organisation Todt. Cette organisation est créée par Hitler en 1938. Dans la zone occupée de la France, elle est chargée de construire le long du littoral des abris sous-marins à Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Bordeaux et La Pallice, mais également des aérodromes. L'organisation Todt joue la fonction de maître d'œuvre : elle doit passer des marchés avec des firmes privées, ravitailler les chantiers en matériaux et en main-d'œuvre et contrôler l'avancement des travaux. Au printemps 1941, l'organisation Todt obtient du régime de Vichy l'autorisation de recruter de la main-d'œuvre dans les camps de réfugiés et dans les GTE<sup>62</sup>, dans le cadre de la collaboration.

### **Les convois organisés dans la Loire**

Dans la Loire, le 26 avril 1941, le ministère de l'Intérieur fait part aux préfets de la Loire et du Rhône de l'arrivée imminente de trois membres de l'organisation Todt : Max Schiller, Fritz Sileichmann et Helmut Kircker. Ils sont accompagnés de M. Daumet et M. Delage, chefs des services de lutte contre le chômage et de la main-d'œuvre. Ils sont autorisés à visiter les Espagnols dans les GTE pour *recruter des spécialistes qui seront envoyés en zone occupée*. Ils organiseront un convoi avec escortes *des étrangers recrutés qu'ils soient volontaires ou non*<sup>63</sup>. Ne sont pas concernés les Espagnols ayant un employeur privé. Le 28 avril, ils sont au 21<sup>e</sup> GTE de Mably. 129 Espagnols sont retenus sur 250 travailleurs étrangers. Dès le lendemain, ils partent escortés d'un gradé et de 6 gendarmes, via Périgueux, en Dordogne<sup>64</sup>. Un second convoi de 108 travailleurs étrangers pour la Rochelle a lieu le 18 octobre 1941. Ils partent de Roanne, du 74<sup>e</sup> GTE, à 8 h du matin<sup>65</sup>. Ainsi, les deux GTE présents dans le Roannais sont-ils pratiquement vidés de leurs réfugiés espagnols.

Suite au débarquement des Américains en Afrique du Nord et à l'occupation de la zone libre par la Wehrmacht en novembre 1942, l'organisation Todt accélère les chantiers en vue de la réalisation des 15 000 bunkers du Mur de l'Atlantique, commencés au printemps 1942. L'année 1943 marque un réel tournant. Les besoins en main-d'œuvre de l'Allemagne s'accroissent : le Service de travail obligatoire (STO) est créé le 16 février 1943 et l'organisation Todt organise à nouveau des convois. Dans la directive du 7 avril 1943, cette fois, tous les réfugiés, de 18 à 50 ans,

---

<sup>62</sup> Rémy Desquesnes, "L'Organisation Todt en France (1940-1944)", in *Histoire, économie et société*, 1992, n° 3, p. 535-550, consulté sur Internet : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hes\\_0752-5702\\_1992\\_num\\_11\\_3\\_1649](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hes_0752-5702_1992_num_11_3_1649).

<sup>63</sup> AD Loire, 2 W 759, lettre du 26 avril 1941 classée « SECRET URGENT ».

<sup>64</sup> AD Loire, 2 W 759, lettre du 28 avril 1941, du sous-préfet de Roanne au préfet.

<sup>65</sup> AD Loire, 2 W 754, lettre du 18 octobre 1941 du sous-préfet de Roanne au préfet.

sont concernés, sauf ceux de religion juive : *les réfugiés arméniens, espagnols, et russes, ainsi que les volontaires de toutes nationalités* <sup>66</sup>. Pour les Espagnols, sont concernés tous ceux venus ou revenus après le 17 juillet 1936. Sont visés les anciens miliciens de l'armée républicaine espagnole qui sont allés dans les camps de Saint-Cyprien, Argelès, Barcarès, Septfonds, Le Vernet... En juin 1940, un certain nombre d'entre eux ont déserté les CTE et ont *réussi à obtenir des cartes d'identité de travailleurs étrangers ou des récépissés de demande de carte d'identité*, selon M. Ravailland, chef départemental des GTE. Il faut donc réviser tous ces cas : des réfugiés espagnols ont pu *s'installer commodément dans de bons petits emplois et échapper en même temps aux réquisitions qui pèsent sur leurs compatriotes* et à celles qui pèsent sur les Français depuis le STO. Il faut donc *intensifier les recherches et les incorporations d'étrangers* <sup>67</sup>. Il fournit une liste de 134 réfugiés espagnols. Néanmoins, la directive du 7 avril 1943 ne concerne que les réfugiés ayant une activité non indispensable. Cette limite va créer des tensions. En effet, les réfugiés espagnols travaillant dans les industries prioritaires, classées SpeerBetrieb, sont donc protégés. Une liste des entreprises où les prélèvements d'étrangers sont interdits est réalisée et approuvée par le secrétaire d'Etat à la production industrielle, en juillet 1943. L'objectif est de *veiller à ce que les prélèvements épargnent les activités vitales* <sup>68</sup>. Les compagnies minières, par exemple, ne tiennent pas à perdre cette main-d'œuvre. Elles rappellent, dès que nécessaire, que *l'oberbergrat Rover a déclaré que les étrangers ne doivent en aucun cas quitter les mines de Houilles* <sup>69</sup>. Encore une fois, entre la politique fixée par le régime de Vichy et la réalité économique, le fort besoin de main-d'œuvre, accru par la collaboration elle-même qui répond aux demandes de production industrielle allemandes, un écart existe qui oblige à la modération.

Toutefois, du fait que la pression s'exerce également sur les Français avec le STO, la politique de gestion des travailleurs étrangers se durcit radicalement. Pour répondre aux demandes de l'organisation Todt, 11 convois sont organisés du 15 avril 1943 au 8 janvier 1944, avec une accélération en fin d'année. Cinq ont lieu en trois semaines, du 15 décembre 1943 au 8 janvier 1944. M. Ravailland forme les convois de travailleurs étrangers du département de la Loire. Chaque travailleur étranger convoqué doit se rendre au 74<sup>e</sup> GTE, à Feurs. Il doit apporter avec lui ses effets personnels, ses cartes d'alimentation. Les travailleurs étrangers sont ensuite envoyés en convoi au Fort de Chapoly, vers Lyon, dans le 972<sup>e</sup> GTE où sont rassemblés tous les travailleurs étrangers de la région à envoyer à l'organisation Todt. Ce fort servait également de prison pour les étrangers assignés à résidence. La liaison avec la famille sera faite par M<sup>lle</sup> Gagnaire, déléguée départementale au service social des étrangers <sup>70</sup>.

## **Les conséquences pour les réfugiés espagnols**

Les effectifs des convois sont relativement comparables à ceux de l'année 1941 : 306 travailleurs étrangers partent pour l'organisation Todt, en 1943, contre 237 en 1941.

---

<sup>66</sup> AD Loire, 2 W 60, instructions du 5 août 1943 du préfet régional au préfet pour la formation d'un nouveau contingent à envoyer à l'organisation Todt.

<sup>67</sup> AD Loire, 2 W 754, lettre du 4 avril 1943 de Ravailland, chef des GTE de la Loire au préfet.

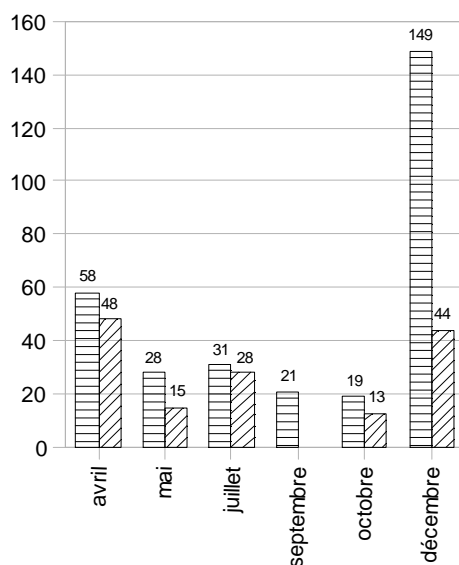
<sup>68</sup> AD Loire, 2 W 759, courriers entre le secrétaire d'Etat à la production industrielle au préfet du 6 et 15 juillet 43.

<sup>69</sup> AD Loire, 2 W 759, courrier du 24 mai 43 du directeur des mines à l'inspecteur général des Mines à Lyon.

<sup>70</sup> AD Loire, 2 W 759, courriers des 2 et 9 juin 43 entre le préfet de région, le préfet de la Loire et M<sup>lle</sup> Gagnaire



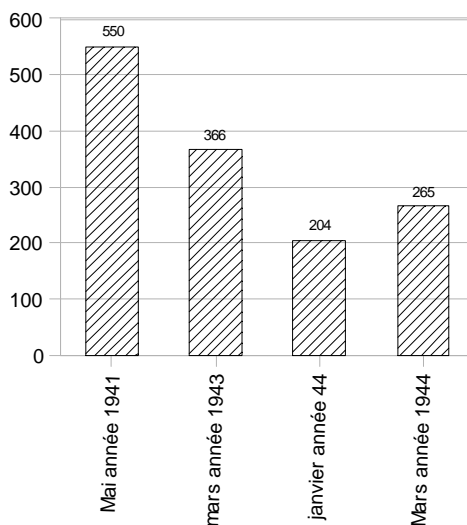
### les convois de travailleurs étrangers pour l'organisation Todt en 1943



La grande différence est la part des réfugiés espagnols. En 1941, les travailleurs étrangers sont tous espagnols. En 1943, leur part va décroissante. D'avril à septembre 1943, 66 % des 138 travailleurs étrangers partis pour l'organisation Todt sont espagnols. D'octobre à décembre 1943, 34 %, soit presque deux fois moins. De plus, les convois s'intensifient : en décembre 1943, trois convois concernent 149 travailleurs étrangers, avec 29,5 % d'Espagnols.

En effet, l'organisation Todt vise à recruter 85 000 travailleurs, 55 000 d'ici à la mi-janvier (dont 10 000 travailleurs étrangers), les 30 000 autres dans les deux mois suivants<sup>71</sup>. Ce sont les travailleurs polonais enrôlés dans les GTE qui remplacent le plus souvent les réfugiés espagnols. La pression ne s'exerce donc plus uniquement sur les réfugiés espagnols, mais les travailleurs étrangers en général. Comme lors de la mise en place des GTE, si les réfugiés espagnols sont les premiers visés, très rapidement les étrangers, en général, sont pris pour cible. Car, les réfugiés espagnols sont, de fait, de moins en moins nombreux.

### Les réfugiés espagnols dans les GTE de la Loire

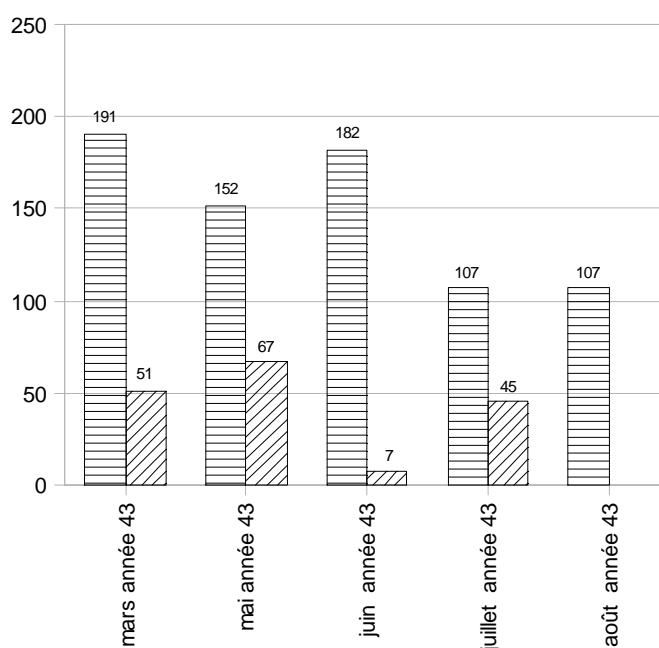


<sup>71</sup> Rémy Desquesnes, *L'Organisation Todt en France (1940-1944)*, p. 544.

Le nombre de réfugiés espagnols enrôlés dans les GTE est en baisse constante. Il passe de 550 en mai 1941 à 204 en janvier 1944<sup>72</sup>. Or, les besoins pour le fonctionnement de l'économie du département sont fixes : les effectifs de travailleurs étrangers sont constants, autour de 500 (506 en mai 1943, 502 en décembre 1943). Si l'organisation Todt opère des prélèvements, ils doivent alors être comblés. Il faut plus de travailleurs étrangers. La pression sur tous les étrangers se fait donc croissante afin de réapprovisionner les GTE. Avec la circulaire du 24 avril 1943, sont alors visés les réfugiés *jugés physiquement inaptes, ... laissés dans l'oisiveté*, mais également ceux travaillant dans l'agriculture ou dans des ateliers d'artisanat. Les commissions d'incorporation doivent dresser des listes. *Il conviendra donc dans un premier temps de les réduire*. Ils seront nommés *travailleurs auxiliaires*. Ils seront placés en formation homogène ou individuellement<sup>73</sup>. La circulaire du 2 juillet 1943 permet d'incorporer la classe 42 des apatrides travaillant dans l'agriculture, *quelle que soit leur situation et date d'entrée en France*<sup>74</sup>. D'ailleurs, la date d'entrée sur le sol français est ramenée du 16 juillet au 1<sup>er</sup> janvier 1936, pour être incorporable dans un GTE. Cette ponction de travailleurs étrangers se fait donc au détriment de l'agriculture qui est alors sacrifiée. A la fin de l'année 1943, la moitié des travailleurs étrangers employés dans l'agriculture sont partis pour l'organisation Todt (46 départs pour une centaine de TE). Ceci est à mettre en lien avec le témoignage de M. Barou à Chalmazel quand il explique le départ d'Alvaro Laios : *un jour, ils sont revenus le chercher provoquant les pleurs de son petit frère*.

Les effectifs des incorporations dans les GTE croissent à l'identique des prélèvements de l'organisation Todt. La commission d'incorporation du 9 avril au 31 août 1943 entérine l'entrée de 739 travailleurs étrangers dont 170 Espagnols, soit 23 % des étrangers incorporés.

### Les travailleurs étrangers incorporés dans les GTE en 1943



Mais, les résistances à l'incorporation sont fortes. A la fin du mois de janvier, seulement 4 850 travailleurs étrangers sont reçus contre 10 000 attendus par l'organisation Todt. Pour le convoi du 28 mai 1943, 28 réfugiés, espagnols et arméniens principalement, sont à rassembler,

<sup>72</sup> AD Loire, 2 W 759, rapport trimestriel des GTE du 14 janvier 1944 envoyé par le préfet de la Loire au ministère de l'Intérieur, à la direction de la police du territoire et des étrangers.

<sup>73</sup> AD Loire, 2 W 759, circulaire du 27 avril 1943 émanant du secrétaire d'Etat à l'industrie.

<sup>74</sup> AD Loire, 2 W 759.

16 seulement seront présents : 4 ont été relaxés, 2 rayés de la liste, 1 malade, 5 déserteurs. Le convoi du 7 octobre 1943 est organisé à la demande du chef du groupement n° 5 des formations d'étrangers de Lyon qui n'arrive pas atteindre le quota de travailleurs étrangers demandé. 25 travailleurs étrangers sont demandés, et seulement 17 partent pour le groupement n° 5<sup>75</sup>. Une note de service fait clairement état du problème : *En raison du déficit toujours très grand du fait des désertions et des inaptitudes, il y aura lieu de prévoir la convocation d'un nombre d'hommes nettement supérieur au chiffre désigné par ailleurs*<sup>76</sup>. Ainsi, en décembre 1943, pour 111 travailleurs étrangers demandés par l'organisation Todt, 174 sont convoqués et seulement 99 partent : 33 sont inaptes, 13 déserteurs, 25 travailleurs prioritaires au dernier moment (travaillant dans des usines classées prioritaires) et 4 cas exceptionnels. Ainsi, Juan Bustillo Barreno n'est pas parti car sa femme est malade et ils ont 4 enfants<sup>77</sup>. Les désertions s'expliquent par les conditions de travail dans les chantiers de l'organisation Todt. Les réfugiés espagnols sont classés tout en bas des travailleurs étrangers, parmi les Zwangsarbeiter (travailleurs forcé) avec les communistes et les juifs : *A ces forçats, étaient réservés les besognes manuelles les plus pénibles et les plus dangereuses. Mal nourris, vêtus de haillons, portant dans le dos une lettre indiquant leur origine, vivant dans des camps entourés de barbelés et surveillés par de SS impitoyables, ils travaillaient de jour comme de nuit, ne bénéficiant d'aucun repos*<sup>78</sup>. Et puis, après la guerre d'Espagne, les réfugiés espagnols devaient ressentir une forte répugnance à travailler pour le pays qui avait contribué à leur défaite.

Au final, en juin 1944, en France, l'organisation Todt comprenait 291 000 travailleurs : 15 000 Allemands (cadre de l'organisation, travailleurs de firmes allemandes), 85 000 Français (jeunes sortis des chantiers de jeunesse, chômeurs...), 25 000 coloniaux et 165 000 travailleurs étrangers dont 50 000 Zwangsarbeiter, 35 000 Polonais, et 15 000 Espagnols franquistes. *Avec ce total, notre pays était, de loin, celui qui avait la plus forte densité de travailleurs de l'Organisation Todt*<sup>79</sup>.

Ainsi, les réfugiés espagnols ont-ils permis au régime de Vichy de répondre en partie aux demandes en main-d'œuvre du III<sup>e</sup> Reich. Ils ont également constitué une main-d'œuvre encadrée, et donc docile, au moment où la France avait laissé plus d'un million de prisonniers en Allemagne. Cet encadrement permettait parallèlement de répondre à la propagande à l'encontre des étrangers, présentés comme « indésirables ». Pourtant, la politique de regroupement sous contrôle de l'Etat dans le cadre des GTE a dû, par pragmatisme, laisser une grande part aux placements individuels des travailleurs étrangers pour répondre aux besoins en main-d'œuvre de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie. Enfin, si la présence des réfugiés espagnols a laissé des traces vivantes dans les mémoires familiales, les mémoires collectives portées par les villages en font peu cas.

P. M.

---

<sup>75</sup> AD Loire, 2 W60, courrier du 30 septembre 1943 et état numérique des convois.

<sup>76</sup> AD Loire, 2 W 60, note de service du 22 novembre 1943 du chef du groupement n° 5 au chef du 74<sup>e</sup> GTE.

<sup>77</sup> AD Loire, 2 W 60, compte rendu du rassemblement de décembre 1943 du chef du 74<sup>e</sup> GTE au préfet.

<sup>78</sup> Rémy Desquesnes, *L'Organisation Todt en France (1940-1944)*, op. cit., p. 546.

<sup>79</sup> *Idem*, p. 546

# La grève des mineurs de 1948 : une fin d'après-guerre

Jean-Michel Steiner

Le lundi 4 octobre 1948, les mineurs de France débrayent. Ils sont 300 000 dans le pays, 22 000 dans le bassin de Saint-Étienne. La grève est totale. Elle a été décidée par un referendum. Organisées par la CGT, ses modalités ont été contestées par la CFTC et la tendance Force ouvrière, tout nouveau syndicat issu de la CGT à laquelle on reproche de trop dépendre du parti communiste. Pour la centrale de Benoît Frachon, la grève doit être générale *jusqu'à satisfaction des revendications*, pour le syndicat chrétien, le mouvement doit être limité à 48 h. Sept semaines plus tard, le lundi 29 novembre, les mineurs reprennent le travail sans avoir rien obtenu. Quatre sont morts dans de durs affrontements, dont Antonin Barbier, à Firminy. Les blessés se comptent par centaines<sup>80</sup>. Les tribunaux ont jugé plusieurs milliers de manifestants ; beaucoup ont écopé de prison ferme. Les Charbonnages de France ont révoqué des milliers de salariés contraints à chercher un emploi dans une autre branche. Certains ont perdu leur logement. L'échec du mouvement est profond.

Depuis 1948, cette grève a souvent été qualifiée comme politique. Il y a peu de grève politique, sinon limitée à des actions symboliques<sup>81</sup>. Une grève de 57 jours conduite pour des raisons politiques est impensable : la plupart des mineurs sont entrés dans la lutte avec une motivation très forte, pour défendre leur pouvoir d'achat, l'honneur et la dignité de leur profession, leur statut menacé. Mais le mouvement s'inscrit dans un contexte international (crise de Berlin) et national (régime de la IV<sup>e</sup> République confronté à la double opposition des gaullistes et des communistes) qui a contribué à la radicalisation de tous les acteurs et alimenté les suspicions de manœuvres politiques.

En y regardant de plus près cette grève clôt manifestement une période historique - celle de l'après-guerre - et en ouvre une nouvelle : au lendemain du conflit, les Français ont vraiment conscience d'être dans la « guerre froide ». Il ne s'agit pas ici de raconter ce mouvement social de grande ampleur<sup>82</sup> mais simplement d'y rechercher, à travers quelques exemples, les échos de la guerre pour voir comment s'opère le basculement d'une période à l'autre, tout en gardant à l'esprit l'optique suivante : quels rôles les rapports de forces, les représentations et les réseaux issus de la Résistance ont-ils joué dans la grève des mineurs de 1948 et dans quelle mesure celle-ci peut-elle être considérée comme une fin d'après-guerre ?

## Sortie de guerre et après guerre

En 1948, la fin de la guerre est encore proche, mais la situation est en rapide évolution. Il semble que l'on soit vraiment en train de sortir de la guerre. Que faut-il entendre par-là ?

La notion de *sortie de guerre*, développée par les spécialistes d'histoire militaire et d'analyses stratégiques<sup>83</sup> définit *l'ultime manœuvre qui complète en la prolongeant la manœuvre*

---

<sup>80</sup> Parmi ceux de Firminy, Marcel Goïo, meurt en décembre 1951, des suites de ses blessures.

<sup>81</sup> Signalons la journée du 12 février 1934, en réaction aux émeutes anti-républicaines du 6.

<sup>82</sup> Je me permets de renvoyer au livre que j'ai cosigné, 1948, *Les mineurs stéphanois en grève : les photographies de Léon Laponce à l'histoire*. Presses universitaires de Saint-Étienne, 2011. 504 pages. Par Maurice Bedouin, Jean-Claude Monneret, Corinne Porte et Jean-Michel Steiner. Il s'agit du premier ouvrage complet sur ces événements à l'échelle d'un bassin minier. La première édition étant épuisée, une nouvelle édition sera disponible à partir de septembre 2012.

<sup>83</sup> François Géré, (directeur de recherches à l'université de Paris III-Sorbonne nouvelle, président de l'Institut français d'analyse stratégique), « La manœuvre de sortie de guerre », *Revue historique des armées*,

générale de guerre [et] correspond à une diversité croissante de situations, celles-là mêmes qui sont liées d'une part aux mobiles politiques de l'entrée en guerre et d'autre part à la stratégie militaire adoptée qui va présider à la conduite de la guerre. L'ensemble est lui-même **surdéterminé par les perceptions culturelles du rôle de la guerre dans les relations interhumaines et inter sociétales**. La sortie de la seconde guerre mondiale présente des caractères particuliers, comme d'ailleurs le conflit lui-même : dimensions idéologiques, implication des civils. *Les sorties de guerre « modernes » se singularisent par une sollicitude nouvelle pour la partie adverse, sa population, sa situation socio-économique que l'on entend améliorer. La sortie guerre se prolonge par une période de reconstruction et de « stabilisation ».*

L'expression courante **d'après-guerre** qui n'a pas de portée conceptuelle, dépasse le seul point de vue militaire et stratégique et traduit une perception pragmatique, partagée par toute une génération. **Un certain laps de temps qui suit la fin du conflit se distingue par le poids que celui-ci fait toujours peser sur la vie quotidienne**. Les dégâts causés par la guerre sont encore bien visibles et l'urgence pèse de devoir les réparer, les restrictions sont encore présentes (nourriture, matières premières, médicaments) les conditions de vie, en particulier de logement, demeurent mauvaises. Aussi l'opinion publique qui attendait de la fin la seconde guerre mondiale une amélioration **immédiate**, s'impatiente-t-elle allant parfois jusqu'à l'exaspération. **L'après-guerre** qui suit ce conflit singulier est par ailleurs un moment où l'organisation de l'État et l'économie de la nation sont transformées, modernisées et développées. Enfin c'est bien la même génération qui vit, agit, pense. Ses représentations mentales sont imprégnées du traumatisme récent.

En 2007 Tony Judt publie *Après guerre*. Son sous-titre - *Une histoire de l'Europe depuis 1945* - montre un projet de grande ampleur. Analysant dans son introduction les conditions de la coupure que connut l'Europe après 1945, l'auteur cherche à montrer *comment l'héritage de la seconde guerre mondiale imposa aux gouvernements de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, un certain nombre de choix draconiens quant à la meilleure façon d'ordonner leurs affaires pour éviter tout retour au passé*. Est-il possible d'éviter ce retour au passé c'est-à-dire au totalitarisme fascisant ? Judt a ici le mérite de revenir sur un point d'histoire bien oublié : *Une option - poursuivre l'ordre du jour radical des mouvements de fronts populaires des années 1930 - fut initialement en vogue dans les deux parties de l'Europe*. C'est sur la forme pratique de ces nouveaux "Front Populaires" que s'est opérée la coupure entre les deux Europe. À l'Est, écrit Judt, *le communisme a sans doute été la mauvaise solution, mais le dilemme auquel il répondait était bien réel* tandis qu'il nous rappelle que si, à l'Ouest, *la perspective d'un changement radical fut écartée en douceur (...) la probabilité d'un autre cours avait paru très réelle en 1945*. Ce temps qui court ainsi - grosso modo - de 1945 à 1950, il l'appelle au détour d'une phrase, **l'immédiat après-guerre : temps d'incertitude**, période où l'on cherche à empêcher le retour des vieux démons dans une Europe fille vulnérable de l'angoisse<sup>84</sup>. C'est dans cet *immédiat après-guerre*, soit jusqu'aux débuts de ce que l'on intitule « la guerre froide », que s'inscrit la grève des mineurs de 1948.

Cet événement qui a singulièrement touché l'histoire de notre région, est emblématique aussi bien de l'espoir du « changement radical » que des « angoisses » évoqués par Judt. Sans entrer dans trop de détails distinguons au moins les trois phases principales :

- **Du 4 au 17 octobre**, une grève avec occupation des puits, reprenant la tradition inaugurée en 1936. Les clichés de Leponce<sup>85</sup> nous montrent des scènes paisibles, voire débonnaires ;
- **Du 18 au 30 octobre, (23 octobre pour la Loire)** une intervention massive et souvent brutale des forces de l'ordre, qui surprend les mineurs. L'objectif est de reprendre les puits pour pallier l'abandon des services de sécurité par les grévistes.

---

245/2006, mis en ligne le 14 novembre 2008. URL : <http://rha.revues.org/index5512.html>. Consulté le 22 janvier 2012.

<sup>84</sup> Tony Judt, *Après Guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*. Paris, Armand Colin, 2007. 1 023 pages.

<sup>85</sup> Présentés et analysés dans l'ouvrage cité plus haut *1948, les mineurs stéphanois en grève ...*

- Quant au **mois de novembre**, il correspond, selon les points de vue, soit à une longue « fin de grève » soit à une « reprise du travail » difficile, délicate. Le climat est morose, les tensions sont fortes entre syndicalistes et administrateurs, entre ouvriers dans les cités.

En abordant quatre thèmes - angoisses et solidarité face aux difficultés du quotidien, tensions et divisions dans les organisations politiques et syndicales, place du mineur dans l'économie nationale et dans l'imaginaire collectif, comment maintenir l'ordre en respectant les principes républicains ? - je voudrais pointer ce qui permet d'inscrire ce grand mouvement social dans l'après seconde guerre mondiale tout en le définissant comme un tournant historique. Une fin d'après-guerre ?

La grève des mineurs en 1948 : héritages de la guerre et tournant de l'après-guerre.

## 1 - La solidarité, une nécessité

La quête du ravitaillement, obsession des Français pendant l'Occupation, n'a pas cessé une fois les Allemands partis. Elle est bien présente avant et pendant la grève.

En octobre 1948, on entre dans la neuvième année d'une décennie au cours de laquelle les Français ont eu faim et froid. Surtout les citadins. Ni le départ des Allemands de la région stéphanoise (août 1944), ni même la fin de la guerre (8 mai 1945), n'ont modifié cette situation. La désorganisation des circuits de distribution, les problèmes monétaires et l'inflation, les habitudes prises pendant la guerre (marché noir) ont maintenu les populations dans un état de pénurie récurrente qui les exaspère. Dans le bassin stéphanois, l'Union des femmes françaises organise de nombreuses manifestations de ménagères : en février 1945 comme pendant l'été 1947. Comme elle perdure, cette situation contribue à aggraver l'état de mécontentement qui accompagne le déclenchement de la grève à l'automne 1948.

Alors, la bataille pour l'approvisionnement des familles de mineurs devient un enjeu primordial. Sont mis à contribution ou réactivés les réseaux tissés pendant la guerre (paysannerie de la Haute-Loire pour le bassin stéphanois ou de la montagne cévenole pour le bassin du Gard). Les questions posées pendant la guerre reviennent. Ces apports étaient-ils volontaires, suscités par un élan de solidarité ou les paysans ont-ils répondu sous la contrainte et les menaces, voire la crainte de représailles<sup>86</sup> ? On assiste à une véritable campagne de « communication » comme en témoignent les unes du journal *Le Patriote*. Sont mis en exergue les ramassages effectués par des équipes syndicales (18 octobre 1948) ou l'arrivée des produits des « fermes » de la famille Berliet, dont l'entreprise avait été mise sous séquestre à la Libération. Ces reportages visent à soutenir le moral des grévistes et empêcher une reprise sans victoire. Mais il s'agit aussi de montrer que le parti communiste et la CGT sont capables de subvenir aux besoins des familles de grévistes et de leurs adhérents, que ces organisations sont « responsables » et aptes à gérer, que leur exclusion du pouvoir n'est pas justifiée. Inversement le côté inhumain du gouvernement qui chercherait à affamer les mineurs est mis en avant, explicitement ou implicitement : une photographie prise à Roche-la-Molière par Léon Leponce pendant la grève renvoie aux images des camps de déportés<sup>87</sup>.

Une des originalités de la grève a été l'organisation de réseaux d'entraide pour mettre les enfants à l'abri des conséquences qui pesaient sur les familles. Des enfants de mineurs stéphanois sont partis vers le Vaucluse, ou vers la Dordogne, grâce aux liens tissés pendant la Résistance. D'autres sont accueillis à Paris où une campagne de sensibilisation conduite par Denise Bastide, ancienne déportée, députée de la Loire depuis 1945, a convaincu de nombreux militants communistes des usines de la capitale et de sa banlieue (par exemple Citroën, Renault), de recevoir dans leur foyer un petit stéphanois. D'autres sont dirigés vers la Suisse, grâce aux réseaux mis en

---

<sup>86</sup> Plusieurs rapports de gendarmerie des Cévennes gardoises, conservées dans les dossiers de Jules Moch aux Archives nationales (484AP16 à 19), vont dans ce sens.

<sup>87</sup> Voir 1948, les mineurs stéphanois en grève... page 438.

place par le Parti du travail <sup>88</sup>. Cette mobilisation, cette attention particulière à l'égard des enfants de mineurs n'est pas sans rappeler le sort des petits Espagnols, accueillis nombreux, dix auparavant, dans des ménages ouvriers stéphanois. À ce moment encore, la presse communiste et les responsables de la CGT se démènent pour assurer le succès de cette opération. Il s'agit d'assurer aux fils ou filles de mineurs une vie normale, alors que la nourriture est rare, que des scènes de tension se déroulent dans les quartiers, où certains militants sont contraints à la clandestinité s'ils veulent échapper aux recherches policières. Alors que d'autres sont emprisonnés. Ainsi les grandes concentrations industrielles fonctionnent-elles comme « arrière » d'un « front » de « guerre sociale ». Une situation dont on avait pu penser, dans le climat plutôt fraternel de la Libération, des « lendemains qui chantent », qu'elle était à jamais révolue.

## 2 - Unité et division entre les partis et les syndicats

Dès 1944, la formation du gouvernement provisoire de la République française, formalisait une Union nationale à connotation sociale née dans les combats de la Résistance et sanctionnée en mars 1944 par la Charte de la Résistance que portait le Conseil national de la Résistance (CNR). Elle reposait sur l'idée que la justice sociale et une plus grande égalité sont les meilleurs garants de la cohésion nationale. Il y avait bien un prolongement et même une extension des principes qui avaient présidé à la constitution des Fronts populaires <sup>89</sup>. Ainsi, de l'automne 1944 au printemps 1947, le PCF est-il associé à tous les gouvernements. Dans les équipes présidées par le général de Gaulle (septembre 1944 à janvier 1946) ou, après que celui-ci a démissionné ; dans celles du *tripartisme* (janvier 1946 à mai 1947), pacte le liant à la SFIO et au MRP. Ces gouvernements ont commencé à mettre en œuvre le programme du CNR, conduit une politique de modernisation économique (planification, nationalisations), décidé d'importantes réformes sociales (Sécurité sociale). Le PCF joue à fond la carte de la gestion en appuyant notamment la bataille de la Reconstruction. Il n'hésite pas à mobiliser ses propres relais, et surtout le plus puissant, la CGT.

Au début de 1947, le climat change : Soviétiques et Américains se disputent l'avenir de l'Allemagne. Le 12 mars, Truman, président américain dénonce la menace communiste sur l'Europe centrale, propose que les Etats-Unis prenant la tête du « monde libre », accordent des aides économiques et financières aux pays d'Europe occidentale et garantissent leur indépendance : alors s'amorce la préparation du plan Marshall. Les retombées de ce virage ne pouvaient épargner la France. Le 5 mai 1947, le PCF est écarté du pouvoir par le président du Conseil, Paul Ramadier. Opération politique dans laquelle les enjeux internationaux et la dégradation du climat social intérieur ont joué chacun leur rôle, décision qui pèse d'un poids certain sur les conditions de déclenchement et de déroulement de la grève, d'autant plus qu'elle est suivie d'une nouvelle division syndicale.

L'unité syndicale, imaginée dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle comme une condition de la puissance de la classe ouvrière, a été remise en cause après la première guerre mondiale, par l'émergence du syndicalisme chrétien mais surtout par la division de la CGT entre les deux courants du marxisme avec la création de la CGT unitaire (pro communiste, liée au Komintern) au congrès de Saint-Étienne en 1922 face à la CGT « maintenue » (socialisante). Cette division a été effacée par le congrès de Toulouse en 1936, qui a accompagné le grand mouvement du Front populaire et ses réformes sociales. Toutefois demeuraient les luttes de tendances entre *Unitaires* - prépondérants dans les syndicats les plus nombreux (mineurs, métallurgistes ...) - et *Confédérés* - qui contrôlaient le plus grand nombre d'organisations corporatives. Dès 1938, la rupture est à nouveau consommée, les Confédérés se retrouvant dans la tendance *Syndicats*. Elle prend un tour tragique à l'annonce du pacte germano-soviétique. Pendant la guerre, l'unité se reconstitue peu à peu, permise par le virage

---

<sup>88</sup> *Idem* pages 262 à 268.

<sup>89</sup> Voir ma contribution et celle de Claude Latta dans *Cahiers de Village de Forez*, n° 77 d'avril 2010.



du PCF au printemps 1941 ainsi que son entrée dans une résistance unitaire et clairement anti-allemande. Le 17 avril 1943, le processus est concrétisé par l'Accord de Perreux <sup>90</sup>.

À partir de la Libération, la CGT est de plus en plus ouvertement contrôlée par la tendance communiste. Dans le climat d'union nationale, l'association des communistes au pouvoir renforce l'adhésion de la classe ouvrière aux efforts du gouvernement tripartite. Pourtant des voix s'élèvent contre une pratique qui transforme le syndicat en véritable « courroie de transmission » du parti, et même, pour un temps, du gouvernement, et le rapproche du syndicalisme à la mode soviétique. Un mode de fonctionnement qui choque les traditions du syndicalisme français <sup>91</sup>. Cette « instrumentalisation » du syndicat réunifié provoque des tensions croissantes en 1947 avec des débrayages échappant au contrôle du syndicat et, au mois de mai, un relatif échec de la CGT aux élections de la sécurité sociale. Les syndiqués proches du parti socialiste SFIO se constituent en tendance en créant « Force ouvrière » après la grande grève de novembre et décembre 1947. Au printemps 1948, la CGT Force ouvrière s'organise en confédération autonome de la CGT. L'unité syndicale, revivifiée par les combats de la Résistance, est de nouveau brisée. Les conditions dans lesquelles se déroule la grève des mineurs rendent la rupture irréversible.

### 3 - Le mineur : *Premier ouvrier de France ou voyou ?*

L'un des aspects les plus saisissants de la crise de l'automne 1948 est de révéler un brutal changement de l'image du mineur dans l'inconscient collectif du pays.

À la Libération, le mineur était perçu comme un ouvrier indispensable au redressement national. L'urgence de la reconstruction imposait comme une évidence le développement rapide des capacités productives et donc des ressources énergétiques. Or, à cette date, la houille fournit les 4/5 des besoins. Dans la Loire, dès le mois d'octobre 1944, Benoît Frachon est venu lancer la bataille du charbon. Au fond, les semaines sont longues (plus de 50 heures), certaines journées sont même travaillées sans salaire <sup>92</sup>. Les gouvernements de la Libération, conscients de l'immensité des efforts demandés, accordent des compensations. Au printemps 1946, les mines, jusque-là propriétés de sociétés privées, sont nationalisées. Dans la région stéphanoise, elles deviennent les Houillères du Bassin de la Loire. De cette mesure répondant à une ancienne revendication, les mineurs attendent une amélioration substantielle de leur sort et la fin d'une gestion préoccupée du seul profit des actionnaires au détriment des intérêts des ouvriers. Le « statut du mineur » répond à cette attente. Accordant de réels avantages <sup>93</sup>, il est vécu comme une victoire sociale d'importance. Une

---

<sup>90</sup> La lutte syndicale commune contre le Service du travail obligatoire et la Charte du travail et l'unification de la Résistance intérieure ont accéléré le processus. Il fut décidé au Perreux que les militants des deux tendances pratiqueraient l'unité d'action dans la Résistance et qu'à la Libération la CGT serait reconstituée telle qu'elle l'était en 1936, avec toutefois une plus forte représentation des "ex-unitaires" dans la direction. Le bureau confédéral est alors composé de L. Jouhaux, secrétaire général, de **cinq ex-confédérés** (R. Bothereau, G. Buisson, L. Saillant, P. Neumeyer, A. Gazier) et de **trois ex-unitaires** (B. Frachon, H. Raynaud, J. Racamond). L'habitude s'est prise de dire "Les accords du Perreux", comme le fait *Le Peuple*, de même que l'on dit "Les accords Matignon" du 7 juin 1936. Mais il n'y eut **qu'un accord** à Matignon et **qu'un accord** au Perreux !

<sup>91</sup> Pour tout ce qui précède, voir dans *1948, les mineurs stéphanois en grève ...* le développement que j'ai consacré au « Désenchantement ouvrier », pages 345 à 362.

<sup>92</sup> Le dimanche 18 février 1945, les mineurs du bassin travaillent gratuitement pour approvisionner les Lyonnais.

<sup>93</sup> Le Statut du Mineur organise la profession sur de nouvelles bases, la pénibilité et les risques du métier sont reconnus et compensés par des avantages substantiels. Il accorde des « avantages en nature » - droit au logement et attribution de combustibles. La silicose est reconnue maladie professionnelle. Une sécurité sociale spécifique est créée. Des garanties salariales, le droit aux congés payés, l'exercice de l'action syndicale, la durée du travail, ainsi que le transport gratuit pour le personnel sont reconnus. S'ajoutent des dispositions relatives à l'embauche et au licenciement, aux commissions paritaires et à la représentation du personnel. Enfin des mesures sont prises en faveur de l'éducation et de la formation : écoles d'apprentissage

campagne de communication est lancée, destinée à recruter une main-d'œuvre qui fait défaut. Ce mineur, on le « soigne » ! Il est célébré comme « le premier ouvrier de France ». Au début de 1946, les ministres PCF du tripartisme se succèdent à Saint-Étienne pour l'inciter à produire. On peut même apercevoir un début de campagne stakhanoviste avec l'épisode du mineur Gisclon <sup>94</sup>.

Avec les conflits de 1947 et 1948, tout bascule. La rupture est complète entre communistes et non communistes, entre la CGT et les autres syndicats. Les instances de dialogue n'existent plus ou sont inopérantes et l'affrontement violent devient la règle dans les mouvements sociaux. La première atteinte au statut du mineur que représentent les « décrets Lacoste » est d'ailleurs le véritable motif de l'entrée en lutte de la profession et de la longueur de sa mobilisation <sup>95</sup>. Dans les bassins houillers, face à ce que les populations ouvrières perçoivent comme une « occupation », les luttes conduites par la CGT et ses adhérents évoquent la Résistance. Des appels à une « insurrection civique » sont parfois lancés, comme à Firminy au soir du 22 octobre 1948. Le lendemain, à en croire certains rapports de police, les assaillants qui tentent de reprendre le puits Cambefort se déploient selon les méthodes apprises dans les formations militaires. On soupçonne d'anciens FTPF d'avoir mené l'assaut principal. Théo Vial, le commandant « Massat » qui dirigea le maquis Wodli est considéré comme l'instigateur et l'organisateur ... du moins selon une rumeur qui court dans Firminy et le Chambon. Il est contraint de se cacher pendant plusieurs mois et fait quelques jours de prison en mars 1949. Dans son grand discours à la Chambre, le 16 novembre <sup>96</sup>, Jules Moch le met personnellement en cause, associant pour la première fois son nom d'état civil et son nom de clandestinité. Ainsi deviendra-t-il « Vial-Massat ».

Passé le pic des luttes, les forces de l'ordre organisent un véritable ratissage des quartiers ouvriers, pour rechercher les militants actifs ou pour emmener les mineurs réquisitionnés sur les carreaux. Le mineur est désormais vu comme un délinquant, voire comme un voyou, si l'on prend en considération les motifs invoqués par la justice (dégradation de bien public, vol de courant ...). L'État conduit des opérations de police qui ne sont pas sans poser des cas de conscience aux républicains.

#### 4 - Maintenir un ordre républicain

Après celle de 1947, la grève des mineurs de 1948 est la seconde crise qui a posé au gouvernement un grave défi en matière de maintien de l'ordre

Le mouvement gréviste s'est retrouvé face à un déploiement sans précédent de forces de l'ordre : au moins 30 000 soldats, gendarmes, policiers et CRS sur l'ensemble des bassins. C'est surtout ce jeune corps qui a été décrié pour son mode opératoire pendant le mouvement. Les CRS (compagnies républicaines de sécurité) sont fondées en novembre 1944 dans le double objectif de désarmer les Milices patriotiques liées au parti communiste et d'épurer les GMR (groupes mobiles

---

et d'éducation professionnelle gratuites, fonds de bourse pour frais d'études à la charge de l'entreprise. Cf. sur le site des Charbonnages de France (CdF) :

[http://webcdf.brgm.fr/dArticle.php?id\\_article=401&id\\_rubrique=186](http://webcdf.brgm.fr/dArticle.php?id_article=401&id_rubrique=186)

<sup>94</sup> En janvier 1946, *Le Cri du Peuple*, quotidien local du parti communiste, célèbre dans plusieurs articles, Gisclon, ouvrier de La Ricamarie, « meilleur piqueur de France ».

<sup>95</sup> Ministre de la Production industrielle d'un gouvernement Queuille qui cherche des moyens pour réduire le déficit budgétaire, Robert Lacoste, propose le 18 septembre 1948 plusieurs décrets : diminution de 10 % du personnel de surface et des employés administratifs ; stage probatoire de 6 mois avant titularisation ; mesures disciplinaires renforcées qui mettent sur la touche la commission paritaire ; enfin - et peut-être surtout - retrait de la gestion des accidents du travail et maladies professionnelles aux Sociétés de secours (composées pour deux tiers de salariés) pour la confier à la direction des Charbonnages.

<sup>96</sup> Jules Moch, *Le communisme et la France. Discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 novembre 1948*. Société parisienne d'imprimerie. 59 pages plus 3 pages d'annexes. Texte largement diffusé dans le pays, envoyé aux comités d'entreprises des firmes les plus importantes. Certains l'ont même réexpédié à son auteur !

de réserve) créés par Vichy. Les compagnies découlent de l'amalgame des deux sources. Certains des membres des Milices patriotiques sont d'anciens ouvriers ayant rejoint la Résistance avant la Libération. Lorsque montent les tensions sociales, la solidarité demeure entre manifestants et membres de ces forces de l'ordre d'un type nouveau. Ainsi pendant le mouvement de grève générale de novembre et décembre 1947 a-t-on assisté à plusieurs cas de fraternisation d'ouvriers avec des escouades de CRS : à Saint-Étienne, le 29 novembre 1947, mais aussi à Valence et Marseille.

C'est dans ce contexte que Jules Moch, membre du parti socialiste SFIO, est nommé ministre de l'Intérieur par Robert Schuman le 24 novembre 1947<sup>97</sup>. Son premier acte consista à dissoudre plusieurs compagnies défaillantes. Ensuite, pendant la première moitié de l'année 1948, il fit éliminer les compagnies suspectées d'être "noyautées" par les communistes et organiser un entraînement beaucoup plus poussé aux techniques du maintien de l'ordre. Ce ne sont plus les mêmes hommes que les mineurs trouvèrent face à eux en octobre 1948. Les populations des bassins houillers sont frappées par la violence des interventions et parfois répondent avec une violence que l'on peut jauger à l'aune de la déception et de la surprise éprouvées<sup>98</sup>.

Dans les cités minières, on éprouve alors réellement la sensation de « vivre un temps de guerre ». Les organes de la presse écrite comme les actualités cinématographiques le montrent de façon saisissante aux Français. Ils peuvent y voir des convois fortement armés avec des automitrailleuses voire des chars, des affrontements sans concession, des puits contrôlés par la troupe à partir de la dernière semaine d'octobre, des quartiers quadrillés avec des chicanes en barbelés et des « check points ». Les images du bassin d'Alès, conservées dans le fonds Jules-Moch des archives nationales, confirment cette vision. Les articles de la presse syndicale et de la presse communiste décrivent une France ouvrière occupée. Quelques formules extraites d'un article du *Peuple* (hebdomadaire de la CGT) donnent le ton : *Je reviens de zone occupée* écrit le journaliste, à propos du bassin du Nord avant de poursuivre : *Carvin a retrouvé son visage de guerre (...)* *La population s'est raidie devant cette invasion*. Des notations renvoient plus précisément au conflit qui vient de s'achever : on évoque les « mouchards » ; on déplore l'arrestation de grévistes anciens déportés, ou de femmes de déportés morts en Allemagne ; on rappelle la résistance des mineurs durant l'occupation, la grève de 1941, celle de 1943 à Saint-Étienne. La conclusion est nette : *la résistance est revenue au cœur du pays minier*.

Une sensation d'occupation renforcée dans le bassin stéphanois par le fait que les effectifs des forces de l'ordre sont bien plus importants en 1948 - certes pour une période de quelques semaines - que ne l'ont été ceux de l'armée allemande en 1942-1943 ! Les habitants de Roche-la-Molière qui n'ont pratiquement pas vu un soldat de la Wehrmacht sont émus par imposants convois en uniforme qui investissent la commune entre les 19 et le 23 octobre. C'est dans ce climat qu'est utilisé pour la première fois un slogan attribué, vingt ans plus tard et par erreur, aux étudiants parisiens. L'organe de la CGT écrit en effet que *les murs se couvrent d'inscriptions CRS-SS*. Quant au quotidien stéphanois *Le Patriote*, il dénonce la présence, dans le quartier du Soleil, des « Sections Spéciales de Jules Moch ».

Enfin les mesures prises à la fin du mois d'octobre par un gouvernement Queuille décidé à briser un mouvement qu'il qualifie d'insurrectionnel achèvent de renforcer l'impression de « guerre sociale<sup>99</sup> ». Pour certains ce sont même les valeurs républicaines qui seraient remises en cause...

---

<sup>97</sup> Notons qu'il conserva le poste jusqu'au 5 octobre 1949, sous 4 gouvernements successifs.

<sup>98</sup> Dans le bassin stéphanois, les affrontements du quartier du Soleil (les 18, 19 et 20 octobre), de Roche-la-Molière (le 19) et surtout du puits Cambefort (les 22 et 23 octobre) en témoignent. Pour le dernier cas, voir l'analyse conduite à partir des photos de Leponce dans l'ouvrage déjà cité, pages 179 à 209.

<sup>99</sup> Voir le texte du discours de Jules Moch cité plus haut. Le point de vue du président de la République est une source précieuse pour comprendre la manière dont les dirigeants ont ressenti le contexte. Voir Vincent Auriol, *Journal du septennat (1947-1954). Tome II*. Armand Colin. 1974. À la date du jeudi 7 octobre, il

Comme sous Vichy ? Les réquisitions résonnent comme une atteinte au droit de grève, pourtant explicitement reconnu pour la première fois comme un droit constitutionnel, dans le texte du 13 octobre 1946. D'autres libertés fondamentales sont écornées. L'interdiction des rassemblements de plus de trois personnes rappelle de mauvais souvenirs et nombre de grévistes sont alors condamnés pour « trouble de l'ordre public », « entrave à la liberté du travail », « attroupement ». Les chefs d'inculpation les plus graves - « provocation à la désobéissance de militaires », « recel d'armes » - semblent confirmer une atmosphère d'émeute et une volonté répressive inédite depuis 1944. Dans son livre autobiographique, Joseph Sanguedolce, militant syndical et communiste, futur dirigeant de l'union départementale CGT (1956-1975) et futur maire de Saint-Étienne (1977-1983) donne une vision saisissante de la grève dans le secteur de Roche-la-Molière et un bilan tout aussi saisissant de la répression <sup>100</sup>. Il est certain que la page de la cohésion et de la concertation sociale est tournée, le dialogue rompu, l'espoir d'unité brisé par des mesures qui apparaissent comme « anti-ouvrière » et que le gouvernement considère seulement comme « anti-communiste »

Sans conteste, cette grève a eu un impact profond sur les contemporains. Peut-on dire qu'elle représente un tournant, la fin d'une époque ? Le début d'une autre ? Nul doute qu'elle concrétise la rupture de l'unité nationale. Si le PCF conservait encore à la fin de 1947, l'espoir de revenir au pouvoir, si sa presse appelait encore en septembre 1948 à la constitution d'un gouvernement populaire, cette éventualité est clairement abandonnée après la grève des mines. Ce n'est qu'en 1972 avec le pacte de Programme commun que communistes socialistes envisageront à nouveau l'hypothèse de gouverner ensemble. Symétriquement on assiste d'ailleurs, à une forte poussée de l'anticommunisme en 1948. L'unité nationale, levier puissant des réformes de la Libération a vécu ! De même la rupture de l'unité syndicale apparaît irrémédiable et avec le recul nous pouvons même mesurer qu'elle s'est amplifiée jusqu'à aujourd'hui. À la fin de la grève des mineurs, les Français ne peuvent plus douter qu'ils sont sortis de « l'après-guerre » et sont entrés dans une nouvelle période : la « guerre froide » !

---

note « le PCF, saboteur de la prospérité française » ; le 22 : « des mesures exceptionnelles pour une grève exceptionnelle ».

<sup>100</sup> Joseph Sanguedolce, *Le Chant de l'alouette*, Saint-Étienne, PPL, 1987. Voir respectivement les pages 44 à 65 et 226 à 234.

# Des arrestations tragiques à Feurs et à Chazelles-sur-Lyon

après le débarquement du 6 juin 1944

Gérard Aventurier

Il n'est encore établi que des bribes sur deux drames des arrestations dans le Forez, en juin et juillet 1944, survenus à moins de quelques semaines de la libération de la Loire. Un seul survivant des huit déportations qui s'ensuivront peut-il rendre compte des événements mal connus ? Dans les années 1960-1980, Albert Peycelon, correspondant du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, cite bien quatre arrestations à Feurs, sans savoir quelle est la quatrième qu'il situe le 11 mai au lieu du 11 juin <sup>101</sup>. La seconde, le 2 juillet 1944, est totalement négligée par Monique Luirard dans sa thèse, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1952)*. Dans ses évocations de la Résistance à Chazelles-sur-Lyon, elle fait allusion à l'engagement de Ferdinand Mirabel, du Parti démocrate populaire, banni par Vichy, et au chef du secteur de l'Armée secrète, Adrien Monier. Elle cite trois fois le chef des résistants arrêtés début juillet, Henri Falque, sans fournir le moindre contexte de sa déportation <sup>102</sup>. L'ouvrage de Dominique Veillon, historienne au CNRS (Centre national de recherche scientifique), *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance 1940-1944*, s'appuie sur de longs témoignages de Falque, sur son intégration à son pôle central à Lyon, sans signaler sa déportation <sup>103</sup>.

Dans les années 1995-2005, René Gentgen nous apporte des précisions sur la répression de Feurs, sur le responsable local de l'Armée secrète, Jean Beau, mais point sur ses camarades pris avec lui <sup>104</sup>. Par contre, sur les victimes des arrestations de juillet 1944, il fait état de Court Jean et Fétinet René, arrêtés une première fois dans un maquis de Falque en Lozère, ainsi qu'il indique la déportation de ce dernier à "Buchenwald et aux mines de sel de Stassfurt" sans jamais décrire les conditions de cet acte de répression <sup>105</sup>. L'ouvrage de Nathalie Forissier, *La Déportation dans la Loire 1940-1944*, fait mention de l'arrestation de Court, Falque, Fétinet, Lecocq le 2 juillet 1944, de leur déportation à Buchenwald, Stassfurt ou Neuengamme, mais en dissociant le quatrième des autres sans raison <sup>106</sup>.

Les entretiens suivis que j'ai eus avec Henri Falque de 1998 à 2011, les témoignages écrits qu'il m'a remis, les attestations officielles de ses services permettent de reconstituer son parcours et ses épreuves, et de s'approcher de la fin de ses camarades. Cette dernière phase est à mettre en corrélation avec l'ouvrage d'un témoin survivant, François Bertrand, *Les convois de Buchenwald-Dachau (7 avril-28 avril 1945)* <sup>107</sup>. Nous sommes en mesure de faire connaître essentiellement le destin des trois Stéphanois, Court, Falque, Fétinet, les modes d'arrestation et de détention du deuxième groupe de résistants, la dernière vague de déportations dans la Loire le 18 août 1944, les

<sup>101</sup> Archives départementales de la Loire, 23 J 8, Fonds Albert-Peycelon, Fiches d'enquêtes par commune.

<sup>102</sup> Monique Luirard, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)*, Centre d'études foréziennes et Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales, 1980, 1 024 pages, p. 487.

<sup>103</sup> Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance 1940-1944*, Flammarion, Sciences humaines, 1977, 428 pages.

<sup>104</sup> René Gentgen, *Résistance Loire*, éd. Esperluette, 1993, p. 141.

<sup>105</sup> René Gentgen, *La Résistance Civile dans la Loire*, Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996, p. 50.

<sup>106</sup> Nathalie Forissier, *La Déportation dans la Loire 1940-1944*, publications de l'université de Saint-Etienne, 2005, 200 pages, p. 116.

<sup>107</sup> François Bertrand, *Convoi de la mort Buchenwald-Dachau (7-28 avril 1945)*, éditions Héraclès, 1999, 284 pages.

marches de la mort ultimes pour certains. Un parallélisme en détention, puis en envoi en déportation et en disparition est-il possible entre ces deux répressions ?

## Deux dimanches funestes

Le 11 juin 1944, les quatre résistants interceptés dans leur recherche d'essence appartiennent à l'Armée secrète, secteur de la plaine est du Forez. Adrien Monier le dirige tout en portant sa plus grande attention sur sa commune, Chazelles-sur-Lyon. Il a recueilli le centre de Feurs où Marguerite Gonon et Jean Beau déploient une activité indiscutable. En 1944, le secteur est du Forez comprend deux sous-secteurs, Feurs et Saint-Galmier. Quelle place a prise Jean Beau ? A Feurs, en décembre 1943, Marguerite Gonon s'est chargée par intérim des responsabilités militaires. Mais préoccupée par les actions politiques, elle a mis Beau en relation avec le comte de Neufbourg qui lui a livré douze FM 24-29 cachés encore à Arthun. Beau est devenu ainsi le chef du sous-secteur local. Il est entraîné aux activités clandestines. En août 1943, il a succédé, à la tête du groupe de "Combat" à Feurs, à Marius Gouget qui a bénéficié "de l'aide du comte de Neufbourg et de l'équipe locale de *Témoignage Chrétien* emmenée par Marguerite Gonon et Jean Bergeret". Jean Beau sait aussi bien favoriser les actions clandestines en imprimant des faux cachets que se préparer à partir du 6 juin 1944 à des sabotages <sup>108</sup>.

Le dimanche 11 juin 1944, préoccupé des moyens nécessaires aux sabotages, il va s'emparer de carburant avec trois résistants de son sous-secteur de l'AS. Partis de nuit, ils récupèrent près de 3 000 litres d'essence. Sur le chemin de retour, leur véhicule est arrêté par une patrouille allemande de routine. Jean Beau, né en 1902, commerçant, Blondy Georges, né en 1911, industriel, Michel Roger, né en 1912, commerçant, Péronnet Jean, né en 1907, mécanicien, sont internés à la prison de Clermont-Ferrand. Interrogés sous la torture, ils ne parlent pas <sup>109</sup>.

Le dimanche 2 juillet, Jean Court, Henri Falque, René Fétinet, Louis Lecocq prennent plaisir à se baigner avec trois filles, dans la Loire, à Montrond-les-Bains, sous un soleil scintillant. Mais ce dimanche, Falque et Lecocq sont en mission d'informations, dans le fonctionnement des Mouvements unis de la Résistance (MUR). Les MUR ont été créés le 26 janvier 1943 sous l'impulsion de Jean Moulin et ont rassemblé trois grands mouvements non communistes de la zone sud, Combat, Franc-Tireur, Libération. Les mouvements ont conservé leur presse clandestine. Falque vient justement d'être nommé par Alban Vistel en mai 1944 comme responsable régional des MUR de R1 (Région de Lyon) pour la propagande-diffusion de *Franc-Tireur* <sup>110</sup>. Alban Vistel est à la tête du Directoire régional des MUR, mais c'est Auguste Pinton, du Comité directeur de Franc-Tireur à Lyon, qui l'a mobilisé pour une rencontre à Chazelles-sur-Lyon <sup>111</sup>.

Falque est attaché à ses camarades Court et Fétinet qu'il a recrutés dans sa sizaine du mouvement 93 à Saint-Etienne et qu'il a retrouvés après leur arrestation au maquis et leur envoi pour l'extraction de charbon à Brassac-les-Mines. Les liens de Falque et de Franc-Tireur se sont tissés d'abord à Saint-Etienne, la ville d'habitation de ces trois résistants et où il a été nommé en mai 1943 agent permanent et adjoint d'Henri Perrin, puis de Jean Duroux, responsables départementaux du mouvement. Louis Lecocq, venu de Paris et relié sur Lyon, responsable de la propagande-diffusion du mouvement Libération <sup>112</sup>, doit aussi voir le même agent des MUR, vraisemblablement le postier Pèze à Chazelles-sur-Lyon.

Ce dimanche 2 juillet 1944 aurait réjoui les quatre résistants si un empêchement, en apparence anecdotique, n'avait eu des conséquences dramatiques. La Citroën de Falque ne peut

<sup>108</sup> R. Gentgen, *Résistance Loire*, p. 136, 140, et *La Résistance Civile dans la Loire*, p. 60-61.

<sup>109</sup> R. Gentgen, *Résistance Loire*, p. 141.

<sup>110</sup> Attestation d'Albert Vistel, 31 juillet 1953.

<sup>111</sup> Attestation de Claudius Volle, liquidateur départemental du mouvement *Franc-Tireur*, 5 février 1964.

<sup>112</sup> Témoignage d'Henri Falque à Gérard Aventurier, 20 septembre 2011.

emmener que deux des jeunes filles, soit déjà six personnes sur une distance heureusement courte de douze kilomètres. La fille écartée, M<sup>lle</sup> ..., s'empresse par déception et aussi par vengeance de téléphoner à Saint-Etienne à la Wehrmacht. Or celle-ci a été démunie de son organisme de répression, l'Abwehr, par la Gestapo (Geheime Staatspolizei ou Police secrète d'Etat). Un militaire lui conseille de prévenir le SD-Sipo (Sicherheits Polizei ou Police de sécurité allemande), une section IV qui, parmi les répressions des résistants, s'occupe essentiellement des crimes et des délits politiques. Elle ne compte qu'une douzaine d'agents allemands pour la Loire, des gestapistes, mais dispose de nombreux auxiliaires français, deux cent cinquante d'après nos recherches, trois cents d'après d'autres. Le SD-Sipo mène ses opérations grâce à des auxiliaires, à des indicateurs permanents ou non qui ont choisi la collaboration la plus dure et grâce à la participation de la Milice.

Les quatre résistants, à cinq cents mètres de Chazelles-sur-Lyon, se trouvent bloqués par un double barrage. Un officier de la Wehrmacht menace de les fusiller après les avoir plaqués contre un mur de ferme. Menottés, ils sont emmenés par la Gestapo à une caserne de détention et de torture à Saint-Etienne, la caserne Desnoëttes à la place de la Maison de l'Armée aujourd'hui. Lecocq, résidant cours Vitton à Lyon, est enfermé à la prison de Montluc. Court, Falque, Fétinet sont incarcérés à Desnoëttes dans une cellule d'une trentaine de détenus et soumis à la malnutrition, à la saleté, aux poux. Les trois Stéphanois sont envoyés le 30 juillet, menottés deux par deux à Compiègne, centre de détention avant la déportation. Le 18 août, deux jours avant la libération de leur ville, ils sont déportés à Buchenwald, dans le Thuringe, au nord-ouest de Weimar.



Fausse carte d'identité d'Henri Falque

### Les victimes avant les marches de la mort

Les deux arrestations de groupes à Feurs et à Chazelles-sur-Lyon présentent un caractère aussi exceptionnel que fortuit. Les autres communes de l'arrondissement de Montbrison ne comportent pas ce genre de répression en nombre. Noirétable et Saint-Didier-sur-Rochefort connaissent quatre déportations chacune, groupées à deux une seule fois. A Saint-Didier-sur-Rochefort, deux sont arrêtés ensemble le 7 avril 1944, Portadit René et Raillère Joannès qui reviendront de Dachau et de Mauthausen ; Fournet Eugène et Signoret Emile, pris les 15 et 19 avril, meurent, l'un à Ebensee (Autriche), l'autre le 7 janvier 1945 à Dachau. A Noirétable, est pris Vial Charles le 15 novembre 1943, qui succombe le 16 mars 1945 à Leitmeritz, une annexe de Dachau. Trois autres résistants sont arrêtés à Noirétable, en avril 1944, Forichon Ernest, Petitbout Albert,



Dutertre Antoine, respectivement les 17, 21, 24. Le maréchal des logis chef de la brigade de Noiretable, Forichon, meurt dans un camp satellite de Buchenwald, Ohrdruf, où les déportés creusent des galeries souterraines. Dans ce kommando, le plus terrible des 107 extérieurs de Buchenwald, décèdent 3 500 détenus sur 11 000 de diverses nationalités ; très peu de Français y ont survécu <sup>113</sup>. De telles arrestations, moins cumulées que celles de Feurs et de Chazelles-sur-Lyon, peuvent résulter d'enchaînements d'opérations. A Feurs, y a-t-il un lien entre l'arrestation de Beau et de ses amis le 11 juin et celle de l'Espagnol Farre Raymond le lendemain ? Celui-ci n'a pu être déporté le 5 juillet à l'île anglo-normande d'Aurigny, puisque les derniers détenus dans le camp de Nordeney sont évacués dans la nuit du 26 au 27 juin 1944 après la libération de Cherbourg. A-t-il fait partie de la vingtaine de républicains espagnols maintenus dans l'île pour des travaux de remise en habitation de l'île ? Il rentre le 30 août 1944 <sup>114</sup>.

Parmi d'autres cas mal connus, pourquoi les camarades de Beau sont classés NN (*Nacht und Nebel* ou "Nuit et Brouillard"), résistants à supprimer quoi qu'il arrive militairement, Blondy Georges, Michel Roger, Péronnet Jean. Curieusement, Beau, le chef à Feurs de Combat, puis de l'Armée secrète n'est pas l'objet de cette priorité de la répression. Notons bien qu'aucun n'a agi dans le corps-franc d'Adrien Monier, *Liberté* <sup>115</sup>. Les quatre résistants de l'Armée secrète sont déportés ensemble le 29 juillet 1944 à Neuengamme, au sud-ouest de Hambourg. Quel est le nombre de déportés politiques ce jour-là par rapport aux quatre-vingt-quinze de la Loire déportés à Neuengamme et quel est leur sort ?

#### Déportations à Neuengamme le 29 juillet 1944

	Roannais	Saint-Etienne	Feurs	Total
Déportés	1	3	4	8
Rentrés ou non	1 NR	3 R	4 NR	5 NR

Les Stéphanois reviennent soit d'annexes de Neuengamme, Ducros Georges et Libermann, soit de ce camp, puis de Ravensbrück, Baret Lucien. L'imprimeur Badaire Jean du Roannais, classé NN, après les annexes de Neuengamme, Bremen, Ostezrort, meurt dans la troisième, Saudbostel. Les quatre hommes de Feurs sont transférés à des dates inconnues à des annexes différentes, Michel Roger à Farge où il meurt le 15 janvier 1945, Péronnet Jean à Falkensee où il décède le 22 décembre 1944. Blondy s'éteint le 1<sup>er</sup> avril 1945, dans l'un des vingt sous-camps installés à Hambourg même sur la soixantaine que compte Neuengamme. Beau Jean ne semble pas avoir disparu dans le camp lui-même ou l'un de ses sous-camps à Osterort puisqu'il meurt le 3 mai 1945. Sa mort demeure liée à l'une des trois sortes d'exterminations établies par les nazis et que nous préciserons.

L'un des responsables arrêtés le 2 juillet à Chazelles-sur-Lyon, Lecocq Louis, est emmené aussi à Neuengamme par le convoi du 23 juillet 1944 et connaît une fin à une date et pour des causes ignorées. A compter du dimanche 30 juillet, les trois Stéphanois passent à Compiègne (Oise), camp de transit, trois semaines trompeuses, moins difficiles qu'à la caserne Desnoëttes. Le vendredi 18 août, ils sont enfermés dans des wagons plombés de 80 à 100 hommes. 29 Ligériens sont déportés à Buchenwald. Par rapport aux 212 déportés politiques de la Loire à Buchenwald, ce dernier convoi emmène dans ce camp 13,68 % de ceux-ci.

<sup>113</sup> Marcel Lanoiselée, *Ohrdruf, le camp oublié de Buchenwald. Un survivant témoigne*, Jean Picollec éditeur, 2005, 158 pages, p. 12, 63, 142. Lanoiselée, chef de secteur de Franc-tireur à Roanne où il est arrêté, est déporté le 26 janvier 1944 à vingt-deux ans. Il souligne bien que, malgré la justesse de ses mots, il n'a pu décrire exactement l'incommunicable. Sanchez Ulpiano de Saint-Etienne en revient aussi, mais pas Baïoci Roland.

<sup>114</sup> Nathalie Forissier, *op. cit.*, p. 72 et 105.

<sup>115</sup> Clément Ferreyre, *Les Chapeliers de Rodolphe*, Lyon, imprimerie Tixier et fils, 1978, 372 pages, p. 357.

## Déportations le 18 août 1944 à Buchenwald

	Roannais	Saint-Etienne	Vallée du Gier	Total
Déportés	5	6	18	29
Rentrés ou non	3 NR	5 NR	11 NR	19 NR

Les dix déportés qui rentrent sont :

- du Roannais : Jonard Fernand, vingt-quatre ans, et Rauber Armand, quarante-six ans, qui reviennent de Buchenwald ;
- de Saint-Etienne, uniquement Falque Henri ;
- d'Izieux ou Saint-Chamond les docteurs Baudy Roger, Danic Pierre, Guéricolas Henri, Cognet Jean-Claude, ajusteur, Topall Christophe, tourneur, Van Geit André, agent de maîtrise à l'usine de laminage Cégédur ; de Saint-Joseph, Aubert François, un résistant du réseau anglais Newsagent-Ange.

Les dix survivants sont libérés à Buchenwald le 11 avril 1945 sauf Danic à Bergen-Belsen à la mi-avril, Van Geit André à Dachau le 28, Baudy qui l'est à Mauthausen le 5 mai. Jonard, Rauber, Guéricolas, Cognet, Topall, Aubert sont à inclure parmi les 21 000 déportés maintenus et survivants à Buchenwald<sup>116</sup>. Falque revient d'une marche de la mort.

Il est nécessaire de souligner diverses sortes d'arrestations après celles imprévisibles de Feurs et de Chazelles-sur-Lyon. Nous pouvons traiter de certaines de la vallée du Gier. Le sabotage du laminoir de l'usine Cégédur à Rive-de-Gier le dimanche 21 mai 1944 par le réseau Ange est réprimé par le Sipo-SD. Jean Bourge et François Aubert qui y ont participé sont arrêtés le 1<sup>er</sup> juin, le lendemain Van Geit André et ses deux fils Jacques et Gilbert, dessinateurs dans l'usine sabotée. Une autre vague d'arrestations a lieu du 10 au 12 juillet à Saint-Chamond et Izieux ; elle entraîne 12 déportations à Buchenwald le 18 août. Trois rafles sans inculpation sont effectuées : elles frappent les frères Freyssinet Marc et René, étudiants en pharmacie, Delaigue Jean, directeur d'école. L'élève ingénieur de l'Ecole des mines, Roger Durand, arrêté le 30 juin à Saint-Etienne, a subi sans raison le même type de sort. Il est manifeste qu'après le débarquement des Alliés le 6 juin et le total engagement militaire de la Résistance, les répressions de l'occupant se multiplient.



Plaque de résistants de l'Armée secrète, sous-section de Feurs, morts à Neuengamme

### Des déportés arrêtés à Feurs ou Chazelles-sur-Lyon dans des marches de la mort

Préalablement à cette étude, il faut signaler les décès antérieurs aux convois de la mort, mis en place à cause de l'avancée des troupes alliées :

- à Buchenwald, avant le 7 avril, date du premier convoi final, sont morts : en 1944, le 15 novembre, Lelimousin René, métallurgiste à Saint-Chamond et membre de la CGT ; en 1945, Delaigue Jean le 24 mars, Berger Gaston le 4 avril à une annexe, Gandersheim.

<sup>116</sup> F. Bertrand, *op .cit.*, p. 8.

- à Stassfurt, une autre annexe de Buchenwald, succombent le 23 décembre 1944, Déchaud Pierre, le 3 mars 1945, le cultivateur Bonnel Antoine qui a caché des armes parachutées, le 31 mars 1945, Freyssinet Marc.



**Plaque de Bonnel Antoine à la Terrasse-sur-Dorlay**

Bonnel Antoine meurt plus probablement à Stassfurt qu'à Neusustrum, un camp satellite de Neuengamme<sup>117</sup>. Van Geit Gilbert a été fusillé au cours du convoi du 18 juillet 1944 à Buchenwald avec un homme du Puy-en-Velay qui a tenté de s'échapper. Douze déportés ont donc péri dans l'une des marches finales de la mort.

Revenons d'abord à une victime de Feurs, à Jean Beau, pour chercher où il a pu disparaître le 3 mai 1945. Dans son dernier camp, Osterort, il travaillait parmi 900 détenus à la réalisation d'un bunker pour sous-marins dans une base maritime. A-t-il perdu la vie au cours de la marche de la mort vers Lübeck à laquelle ont été astreints 10 000 détenus ? Sa date de mort incite à songer plutôt à l'opération des bateaux dans lesquels les nazis avaient entassé pour les noyer des prisonniers, 2 800 dans le cargo Tielbeck, 4 500 dans le paquebot Cap Arcona. Le 3 mai, les navires sont attaqués par erreur par des bombardiers anglais. Le Tielbeck est coulé, une cinquantaine seulement survit dont quatre Français. Le Cap Arcona brûle et chavire pendant l'attaque, 350 déportés environ échappent à la mort, 11 Français s'en sortent vivants. Dans la Loire, Paul Cave, seul rescapé d'une famille de Saint-Chamond dans des camps de la mort, a été sauvé auparavant par la Croix-Rouge suédoise d'un des cargos-pontons auxquels sont amarrés les flancs des deux navires<sup>118</sup>. Son jeune âge, dix-sept ans, a favorisé cette démarche ; il est recueilli par la famille de la résistance, notamment par Peillon, qui l'aidera à devenir ingénieur. Jean Beau figure vraisemblablement parmi les 7 000 déportés de Neuengamme qui sont morts en quelques heures le 3 mai 1945, dans les naufrages de la baie de Lübeck, au nord-est de Hambourg.

Les convois de la mort Buchenwald-Dachau sont d'un autre type. François Bertrand a retrouvé les traces de neuf convois, quatre par train, deux à pied, trois en train puis à pied. Il en a dressé des cartes sans échelle, mais révélatrices du point de vue des itinéraires. Sept déportés du 18 août 1944 trouvent la mort dans ces convois d'après les listes nominatives de Nathalie Forissier. Mais il faut en retirer Court Jean, mort à Oberaudenheim selon le témoignage de son ami Falque<sup>119</sup> et lieu de mort cité exclusivement dans le convoi de Stassfurt. L'adjudant-chef Cantat, arrêté à Roanne, et Charreyron Emile, représentant, meurent le 11 avril 1945 dans l'un des neuf convois, tous partis avant cette date vers Dachau. Breuil André, métallurgiste à Cégédur-Duralumin, disparaît le 13 avril dans l'un des huit convois impossibles à déterminer. Il en est de même pour Van Geit Jacques, repéré dans la même usine de laminage et de tréfilerie, décédé le 19 avril et pour Deflassieux Marius, dessinateur industriel aux Aciéries du Nord de L'Horme, mort le 24 avril. L'on

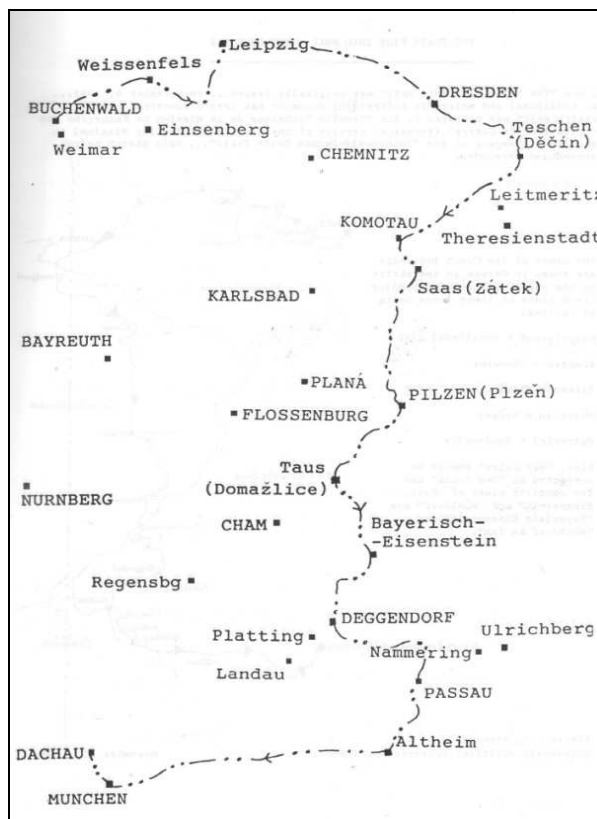
<sup>117</sup> Un désaccord entre la plaque de la Terrasse-sur-Dorlay et le camp de la mort de Bonnel indiqué par Nathalie Forissier, Neusustrum, près de la frontière néerlandaise.

<sup>118</sup> *Rencontres avec Violette Maurice*, éditions Tirésias, 2012, p. 89.

<sup>119</sup> Témoignage écrit d'Henri Falque au Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, 1960.

ne sait s'il est bien mort dans un de ces convois de la suite de ses blessures comme le précise le *Mémorial de la Résistance de la Loire*.

Le sixième décès n'est connu que partiellement. D'après Falque, son ami René Fétinet meurt "aux environs de Dresde". Un lieu crédible car le convoi du 7 au 28 avril, Buchenwald-Dachau, rapporte le survivant Bertrand, passe par Leipzig et Dresde, à l'est de Weimar. Fétinet est-il décédé là, où le convoi se pose le lundi 9 avril ou après, pendant l'une des dix journées de transport, car sa mort aurait eu lieu, selon la liste de Nathalie Forissier le 27 avril, donc à la veille de l'arrivée à Dachau ? Les ravages connus de plusieurs convois sont énormes : 3 000 juifs presque tous disparus dans le convoi à pied et à destination de Flossenburg ; 816 survivants dans le convoi en train de François Bertrand sur 5 080 détenus, arrivés à Dachau le 28 avril ; 970 arrivés en vie sur 4 780 à Theresienstadt le 7 mai.



Carte du convoi de Buchenwald à Dachau du 7 au 28 avril 1945

C'est dans le convoi de la mort de Stassfurt que meurent les six autres déportés du 18 août, les deux Moyrenc, Court, Durand, Freyssinet René, Bourge. Le camp de Stassfurt illustre ce que sont les KZ, les kommandos extérieurs de Buchenwald, au nombre de 107. Le kommando de Neu-Stassfurt se trouve à huit kilomètres de Stassfurt, une ville d'importance moyenne à trente kilomètres au sud-ouest de Magdebourg, toutes les deux dans le land de Saxe-Anhalt. 480 déportés proviennent des prisons françaises. Ceux-ci sont transférés en une nuit et un jour de Buchenwald au camp satellite de Stassfurt. Ils y arrivent le 14 septembre, à la fin de la pose des barbelés. Stassfurt est une ville réputée pour ses mines de sel et de potasse. Les détenus vont travailler douze heures par jour soit en surface, soit dans la mine, de 400 à 460 m sous terre <sup>120</sup>.

Nous ne savons pas si les dix Ligériens déportés le 18 août sont affectés à la mine ; il est certain que Falque et Roger Durand en font partie. Les détenus du sous-sol sont employés à l'aménagement d'immenses salles aux fins de la mise en place d'une usine de fabrication de

<sup>120</sup> Témoignages des survivants, Falque Henri (témoignage écrit envoyé au CMH2GM et exposé le 3 février 2003 au lycée Fénelon à Saint-Chamond) et de Paul Bonte sur le kommando de Neu-Stassfurt (texte sur Internet « Buchenwald et les kommandos »).

moteurs à réaction. Ils doivent transporter dans des wagonnets le sable et l'eau nécessaires aux bétonnières, puis bétonner les salles après les avoir nivelées. Travail harassant et quelque peu fantasmagorique dans ces salles vides, hautes de dix mètres. Les rations le matin et le soir se limitent en valeur nutritive à un millier de calories. Comme l'a souligné Henri Falque, "chaque déporté a une histoire personnelle du travail" dans les dix kilomètres de galeries et de tunnels taillés sous terre. Il a évoqué le régime de terreur établi par les SS et les gardiens, en particulier par un bourreau cultivé, répression que nous traitons dans une étude relative à son parcours de résistance et de déportation.

Le mercredi 11 avril 1945, le kommando français, réduit à 380, et 250 juifs russes et polonais entament une marche de la mort en direction du sud-est, en passant au nord des villes de Halle et de Leipzig. Du 11 avril au 8 mai 1945, le kommando va parcourir 375 kilomètres, par étapes les jours de marche de 30 à 35 kilomètres, sous la brutalité des SS et des kapos, les cadres subalternes dans les camps de concentration, souvent des condamnés de droit commun. L'itinéraire suit des routes secondaires, voire des chemins forestiers. Recourons au témoignage de la marche de Paul Bonte, Henri Falque étant devenu indisponible à l'enregistrement de souvenirs après la bastonnade et les coups sur la tête qu'il a subis avant le départ :

- jeudi 12 avril : à Konnern, sur la Saale, rive gauche de l'Elbe, la colonne essuie un mitraillage de l'armée alliée ;

- vendredi 13 avril : Jean Bourge, quarante-neuf ans, perd la vie entre Koonern et Zaacht ;

- lundi 16 avril : le chariot transportant les malades de l'infirmerie est abandonné. 17 déportés incapables de se déplacer sont abattus. Les étudiants Roger Durand, vingt-trois ans, entré en amitié avec Henri Falque, et Moyrenc Roger, vingt-quatre ans, semblent bien avoir été abattus ce jour-là. Le père, quarante-neuf ans, Moyrenc Auguste, mort le 16, a dû être une des victimes du jour ;

- mardi 17 avril : l'étape la plus meurtrière. Au départ d'Oberaudenhain, les survivants de l'infirmerie sont assassinés. 34 sont exterminés par une balle à la nuque. Freyssinet René, endeuillé par la mort de son frère deux semaines plus tôt, est l'une des victimes. Court Jean, vingt-trois ans, décédé "aux environs d'Oberaudenhain" d'après Falque, où il a pu mourir le 25 avril parmi les 50 Français tués du 19 au 26 avril ;

- mercredi 18 avril : 20 détenus qui ont tenté de se cacher dans la paille d'une grange sont fusillés sur place ;

- du jeudi 19 avril au jeudi 26 avril : hécatombe... 50 Français impotents pour se déplacer sont tués par les SS ;

- du vendredi 27 avril au dimanche 6 mai : les survivants du kommando (Français et juifs polonais et russes) restent enfermés dans une grange du village de Dittersbach ;

- lundi 7 mai : le kommando repart vers Ansprung. Quelques-uns parviennent à s'échapper ;

- mardi 8 mai : les survivants sont délivrés par les troupes soviétiques ;

Bien que marchant pieds nus, avec un orteil suppurant, Henri Falque réussit à s'échapper avec un groupe sur la route à une date difficile à retrouver. Il est le seul à revenir des dix déportés du 18 août au camp de Stassfurt. Six meurent dans le convoi de la mort établi par Paul Bonte et trois autres avant au camp même de Stassfurt. Nous sommes sceptiques sur le chiffre de Français libérés qu'il donne, 160 au total le 7 mai à Ansprung, le 8 mai à Annaberg. Ceux donnés par la famille de Falque, 64, ou par lui-même, 62, sur 480 Français détenus à Stassfurt, soit 13 %, sont beaucoup plus proches de la réalité. Falque, le seul survivant des détenus de Stassfurt déportés dans le dernier convoi de résistants de la Loire, a bénéficié d'une grande chance et fait preuve d'une énergie hors du commun.

**G. A.**

# Quand j'étais maquisard

Récit de Charles Galletti

En 1943, après l'instauration du STO (Service du travail obligatoire) par le gouvernement de Vichy, de nombreux jeunes refusant d'aller travailler en Allemagne s'exilaient loin de leurs familles. Rejoints par des volontaires ils se regroupaient au fond des forêts ou dans les lieux les plus reculés de nos campagnes et de nos montagnes. Ils furent appelés *les maquisards*. Se rapprochant de la Résistance, ils participèrent activement aux actions qu'elle multipliait contre les troupes d'occupation.

Dans notre quartier de la *Montée de Rigaud* à Montbrison, où nous habitons, nous avons, parmi nos charmants voisins, un voyageur de commerce avec qui nous partageons, en plus de l'amitié, les mêmes opinions à l'égard du gouvernement de Vichy et de la *collaboration*. Au cours du printemps 1944, il nous informa confidentiellement qu'il participait à la création d'un maquis sur les hauteurs de Roche-en-Forez.

Au matin du 17 juillet, il est venu nous chercher, mon frère et moi, pour aller grossir les rangs du groupe existant. Il nous a emmenés en voiture jusqu'au village de Roche et nous avons continué à monter à pied en passant par le hameau de Montvadan, où se trouvait un "poste avancé", et poursuivant jusqu'aux plateaux où deux jasseries voisines étaient en cours d'aménagement.

En arrivant, j'eus le plaisir de retrouver deux de mes amis montbrisonnais qui se trouvaient là depuis quelques jours. Nous nous sommes rapidement intégrés à l'équipe en partageant les tâches qui étaient essentiellement domestiques.

Dans les jours qui suivirent sont venus nous rejoindre des volontaires plus spécialisés (gendarmes, policiers, militaires) et notre groupe se structura pour devenir le *Groupe Cassino de l'Armée secrète*, sous le commandement du capitaine Million, officier de la Garde mobile.

Dès lors nos activités devinrent entièrement militaires. Chacun de nous reçut un prénom de guerre - Luc pour mon frère, Delphin pour moi - et une arme. Comme nous n'avions pas suffisamment d'armes de guerre je fus doté d'un fusil de chasse remplacé par un fusil anglais un peu plus tard.

Commencèrent alors l'instruction militaire, les manœuvres diverses, le maniement d'armes et d'explosifs : pains de plastic, grenades offensives à manche ou défensives quadrillées. Je me souviens particulièrement de ces dernières car nous en portions accrochées à la ceinture lorsque nous descendions en petit groupe au village de Roche.

Des "gardes" furent instituées autour de nos différents cantonnements (fermes, jasseries de Jean-Petit, Château-Gaillard, Probois). Jour et nuit, relayés toutes les deux heures, cela nous laissait du temps libre que j'ai employé en grande partie à fabriquer, avec les moyens du bord, des croix de Lorraine pour mes camarades qui me fournissaient la matière première (pièces de monnaie ou plaquettes de métaux divers de récupération).

Un "nouveau poste" avancé avait aussi son tour de garde qui était pour nous le plus inquiétant. Situé sur la petite route d'accès au village de Roche, dans le premier virage à quelques centaines du lieu-dit "le Gros Fayard" sur la "Route nouvelle", il se trouvait très loin de nos bases dans un lieu désert et plutôt sinistre la nuit sous le couvert du feuillage particulièrement dense en cet endroit. La consigne était de n'autoriser l'accès au village qu'après citation du "mot de passe". Durant notre tour de garde de deux heures nous faisions, à deux, des allers et retours jusqu'au carrefour, marchant à pas feutrés, attentifs, au moindre bruissement et inquiets lorsqu'un bruit de moteur se faisait entendre au loin.

Après la relève nous allions remplacer nos camarades pour tenter de prendre un peu de repos sur un lit de fougères dans une cabane de jardin au bord d'un champ surplombant la route et cultivé par un Montbrisonnais. Fort heureusement, au cours de ces gardes, nous n'avons jamais eu de mauvaises surprises.

Un soir, nous sommes partis en opérations de sabotages sur la voie ferrée du côté de l'Hôpital-sous-Rochefort. Arrivée sur place, une équipe s'est employée à scier au passe-partout les poteaux téléphoniques, tandis qu'une autre récupérait et enroulait les précieux fils de cuivre. Ils serviraient à nos camarades maquisards des PTT pour l'installation du téléphone entre nos cantonnements. Après avoir détruit à coups de marteau l'installation dans la petite gare proche et placé une charge de plastic pour faire sauter la voie, nous sommes remontés dans nos montagnes prendre un repos bien mérité.

Le 7 août, mon équipe était de garde au poste du "Gros Fayard" lorsqu'en début de matinée un messager est venu nous avertir qu'une violente attaque venait d'être déclenchée à Lérigneux contre le maquis des FTP (Francs-tireurs et partisans). Ordre nous était donné de regagner immédiatement notre cantonnement de base. Abandonnant notre poste nous sommes remontés rapidement vers nos jasseries.

Après regroupement nous sommes repartis sur les plateaux dans la direction présumée de la zone des combats. Après une longue marche nous avons commencé à percevoir des échanges de tirs qui devinrent plus forts et plus localisés lorsque nous avons atteint une petite crête dominant un vallon. Curieusement, tandis que nous poursuivions notre avance, les tirs s'espacèrent progressivement puis cessèrent et le calme s'installa durablement. Après un temps d'observation, nous avons reçu l'ordre de faire demi-tour et sommes revenus sur notre secteur. La nuit qui suivit nous sommes restés en faction par petits groupes sur les plateaux pour surveiller la zone afin de prévenir toute tentative de récidive.

Plus tard, nous avons appris que cette bataille avait causé des morts et des blessés dans les deux camps ainsi que des prisonniers FTP. L'assaut avait été mené par les troupes allemandes auxquelles s'étaient associés des GMR (Gardes mobiles de réserve) aux ordres du gouvernement de Vichy.

En quittant notre "montagne", le 20 août, nous avons pris la direction de la zone d'opérations sur laquelle notre chef, le commandant Marey, venait de lancer ses troupes. L'objectif était de stopper la progression d'une puissante colonne militaire allemande et se dirigeant vers Saint-Etienne.

Après un bivouac au hameau de la Sauvetat sur les hauteurs de Saint-Anthème, nous sommes repartis au matin pour ratisser un vaste secteur, sillonnant routes et chemins à la recherche de fuyards éventuels. Nous avons patrouillé toute la journée et toute la nuit ne prenant qu'un court temps de repos nocturne recroquevillés au creux d'un fossé.

Le matin du 22 août nous étions regroupés à la gare d'Estivareilles pour le désarmement des vaincus sous l'autorité du commandant Marey avec son inséparable carabine en bandoulière.

Ces opérations terminées nous sommes descendus à Saint-Etienne où nous avons été hébergés à la caserne Rullière, rue du 11-Novembre (elle n'existe plus aujourd'hui, ayant cédé la place au campus universitaire). Nous y avons revu les prisonniers du matin qui s'y trouvaient désormais retenus.

Le 31 août nous sommes repartis en opérations dans les monts du Lyonnais au lieu-dit *Pontrompu* près de Mornant, où un groupe de résistants livraient un violent combat contre des militaires allemands. Arrivés sur place nous avons reçu l'ordre de quadriller un secteur rapproché. Tandis que nous avançons à l'affût au milieu des vignes, nous entendions siffler des balles, les mêmes, sans doute, que celles qui là-bas au carrefour devaient tuer plusieurs de nos camarades parmi lesquels le



soldat montbrisonnais Aumeunier. Il était l'un des combattants de la patrouille Ferréol, l'audacieux commando du lieutenant Collonge.

Il y eut des morts du côté adverse, dont nous avons vu les corps transportés sur un char de paysan après la bataille.

Le seul réconfort de la journée nous fut donné en fin d'après-midi lorsque nous nous regroupions dans une cour de ferme, au bord de la route. Nous avons vu arriver les premières "jeeps" des Alliés remontant progressivement la vallée du Rhône après leur débarquement en Provence. La jonction était faite ! Nous les avons accompagnées jusqu'à Brignais avant de regagner Saint- Etienne.

Dans les jours qui suivirent, mes camarades musiciens, mon frère et moi-même, avons été recrutés pour participer à la "Musique de l'Armée secrète" en cours de création. Nous nous sommes installés à la "caserne de la Garde", petite voisine de la caserne Rullière. Des éléments extérieurs nous ont rejoints formant un ensemble de 120 musiciens, sous la direction de notre chef Clément.

Nos journées furent dès lors partagées entre répétitions, concerts, commémorations et défilés qui se multiplièrent dans toute la région stéphanoise. Nous recevions partout un accueil chaleureux et enthousiaste. Avec nos képis, foulards et gants blancs de légionnaires, entraînés par notre tambour-major Moulin, nous avions une assez fière allure ; sans oublier le succès de notre chanteur Gatty qui interprétait magistralement le chant patriotique *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* à chacune de nos sorties. Parmi celles-ci, la plus marquante fut, bien sûr, celle que nous avons effectuée à Grenoble pour y accueillir le général de Gaulle. Toutefois, en écrivant ces lignes, je me souviens qu'après avoir rendu les honneurs au Général, nous avons déjeuné debout, dehors, sur une carte postale en guise d'assiette ! L'intendance ne suit pas toujours !

Cette vie militaire et musicale se poursuivit jusqu'à fin novembre quand je décidai de quitter l'armée comme on nous en donnait la possibilité. Démobilisé le 4 décembre, je réintérai ma famille. J'avais perdu mon emploi à la subdivision des Ponts et Chaussées de Montbrison et je fus recasé au bureau de l'arrondissement de Saint-Etienne.

Ainsi s'achevait mon aventure. Elle était venue perturber ma jeunesse dans une période bien trouble de notre histoire. Mais elle m'avait appris que l'on pouvait compter sur la camaraderie et la solidarité quand parfois l'inquiétude ou la peur nous tenaillait. Et malgré le temps qui s'est écoulé depuis cette époque déjà lointaine, je garde au fond de moi un petit sentiment de satisfaction d'avoir participé, modestement, à la libération de notre pays et la reconquête de nos libertés.

**C. G.**

ANNEXE n° 2

Modèle de Certificat

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

Le (Nom et Grade du Commandant de l'Unité) Lieutenant Ferrer

Commandant (Désignation de l'Unité) Compagnie Territoriale N° 1

Certifie que Monsieur Galletti Charles

Né le 2 Octobre 1925 Montbison (Loire)

demeurant à Montée de Rigaud Montbison

a servi dans les Forces Françaises de l'Intérieur : Cassino - Musique / AS

du 17 juillet 1944

au 30 novembre 1944

en qualité de soldat 1<sup>er</sup> classe

et qu'il a participé avec son unité aux opérations suivantes : Derignouse (7 Août 44)

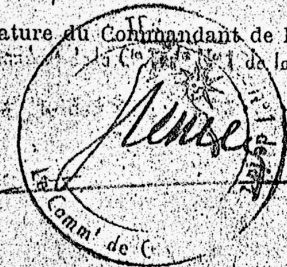
Estivareille (20-21-22 Août) Montmarin Pont rompu (31 Août) Opéra-

- tous sabotage

Décorations obtenues et date des citations

Le 4 Décembre 1944

Signature du Commandant de l'Unité :  
Le Commandant de l'Unité de la Loire



Prime de démobilisation touchée le :

---

## *Cahiers de Village de Forez*

n° 111, 4<sup>e</sup> trimestre 2012

Site : [villagedeforez.montbrison42.fr](http://villagedeforez.montbrison42.fr)

**Siège social** : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison.

**Directeur de la publication** : Joseph Barou.

**Rédaction** : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

**Les cahiers de Village de Forez** sont publiés par le **Groupe d'histoire locale du Centre Social** de Montbrison.

**Comité de coordination** : Geneviève Adilon, Joseph Barou, Pascal Chambon, Maurice Damon, Pierre Drevet, André Guillot, Claude Latta, Paul Valette.

**Comité de rédaction** : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Joël Jallon, Marie Grange, Claude Latta, Gabriel Mas, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Paul Valette, Gérard Vallet.

**Dépôt légal** : 4<sup>e</sup> trimestre 2012.

**ISSN** : 0241 - 6786

**Impression** : *Gravo-clés*, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.